

N° 54
SEPTEMBRE 1989

ISSN 0292 - 4943

**LES CAHIERS
DU C.E.R.M.T.R.I.**

**Documents sur le mouvement
révolutionnaire en Chine
(1^{re} partie)**

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires internationaux*

- S O M M A I R E -

	Page
- <i>Présentation</i>	2
- <i>TCHEN-DOU-SIOU, le père du communisme chinois</i>	3
- <i>Lettre de Léon TROTSKY du 8 Janvier 1931 à l'Opposition Chinoise de Gauche</i>	6
- <i>Lettre de la rédaction du Bulletin International de l'Opposi- tion de Gauche à l'Opposition Chinoise</i>	11
- <i>Lettre du Secrétariat de l'Opposition de Gauche Chinoise à Léon TROTSKY du 9 Mai 1931</i>	12
- <i>Les armées rouges chinoises (Extrait du Bulletin NO. 5 - Octobre 1935 de la Ligue des Communistes Internationalistes (B.L.) édité par le S.I.)</i>	13
- <i>EXTRAITS DE : (Bulletin No. 7/8 - Mai 1936 de la L.C.I.)</i>	
. <i>Lettre ouverte aux membres du Parti Communiste Chinois</i> ...	19
. <i>Salut à l'organe illégal de la Ligue Communiste de Chine (B.L.)</i>	25
. <i>Un bolchévik-léniniste chinois victime de la terreur stalinienne</i>	26
- <i>Les cent fleurs :</i>	
. <i>François MANUEL : Quand l'opposition révolutionnaire déve- loppait son programme en Chine (1956-1957)</i>	29
. <i>George KANE : (Article paru dans Labour Review) Les communes chinoises</i>	39
. <i>CHOU TI-CHIN : (Economiste stalinien donnant position P.C.C.) Le système fondamental des communes populaires chinoises</i>	61

- PRESENTATION -

Nous avons consacré ce numéro des "Cahiers" à la publication de documents relatifs au mouvement révolutionnaire chinois. Question plus que jamais d'actualité.

La nouvelle vague de la Révolution Chinoise des ouvriers et étudiants qui s'est déroulée ces derniers mois est une page glorieuse de l'histoire des luttes du prolétariat et de la paysannerie en Chine, d'une nation agitée périodiquement par des tempêtes sociales depuis des décennies.

Aujourd'hui, pour défendre ses privilèges, la bureaucratie chinoise a édifié un pouvoir sans partage, excluant travailleurs, paysans, intellectuels, jeunes du contrôle démocratique de la gestion de l'économie. C'est contre ce pouvoir détesté et corrompu que se sont dressés les étudiants et ouvriers chinois. La répression féroce de la bureaucratie ne pourra briser longtemps l'aspiration irrésistible à la démocratie du peuple chinois. Celui-ci a commencé à tirer les leçons des luttes révolutionnaires qu'il mène depuis des dizaines d'années. Rien ne pourra l'empêcher de créer ses organisations autonomes, indépendantes du pouvoir bureaucratique : syndicats, partis, associations pour la défense des droits de l'homme, de la liberté de la presse, etc...

Dans une manifestation, au mois d'Août dernier, devant l'Ambassade de Chine à Paris, un des dirigeants des étudiants de la Place TIEN AN MEN concluait son discours par : "Vive la classe ouvrière française". Les manifestants présents répondirent spontanément : "Vive les ouvriers et les étudiants chinois". Symbole de l'unité de la lutte des classes internationales, l'internationalisme reste toujours vivant dans la conscience des travailleurs du monde entier. Le problème de la création d'une véritable Internationale ouvrière se pose maintenant d'une façon urgente pour en finir avec les plans meurtriers du F.M.I. que les impérialistes, aidés par toutes les bureaucraties, veulent appliquer pour surexploiter les travailleurs et écraser le mouvement révolutionnaire dans le monde.

Dans ce sens, les leçons de la lutte des ouvriers et étudiants chinois imposent la nécessaire bataille pour la construction de l'Internationale Ouvrière.

Dans le prochain numéro des "Cahiers", nous publierons d'autres documents, inédits en français, sur la lutte des révolutionnaires en Chine.

Les hommes qui ont forgé notre Internationale

TCHEN DOU-SIOU

le père du communisme chinois



Printemps 1937,
Nankin, prison n° 1
(mention autographe de Tchen Dou-Siou).

Tchen Dou-Siou (Tchen Tchoung-Pouh) qui fut un des fondateurs du mouvement trotskyste en Chine et auparavant du Parti Communiste Chinois est né le 8 octobre 1879 et mourut pendant la deuxième guerre mondiale, le 27 mai 1942.

Bien que peu

connu à l'étranger, il est une des grandes figures de la Chine moderne, à la fois par son activité littéraire et son rôle politique.

Né dans une riche famille de mandarins de la Chine centrale (province de l'Anhui), il devint professeur d'université. Dès 1904 il participait au mouvement nationaliste révolutionnaire bourgeois dans sa province où il publia un journal. Avant la première révolution — de 1911 — il fut arrêté pour son activité politique; il dut s'exiler au Japon où il collabora avec Sun Yat Sen, le fondateur du Kuomintang, auquel toutefois Tchen Dou-Siou n'adhéra pas. De retour en Chine lors de la première révolution qui vit le renversement de la dynastie mandchoue, il servit de directeur politique à l'armée révolutionnaire dans sa province natale. Après le coup d'Etat qui entraîna la défaite de la révolution, il dut s'exiler à nouveau au Japon où il publia un journal révolutionnaire.

De retour en Chine en 1915, il fonda, avec un groupe d'intellectuels radicaux, une revue intitulée « la Jeunesse » qui parut à Pékin. Cette revue s'élevait contre l'idéologie de Confucius qui dominait la Chine et représentait, comme le christianisme en Occident, un élément important de conservatisme social. Aux yeux de Tchen Dou-Siou, le retard historique de la Chine provenait de l'ossification de la vieille société sous le poids de la morale confucéenne et la condition du progrès social reposait dans le réveil et l'éducation des larges masses. Tchen Dou-Siou résumait ses conceptions dans la formule : science et démocratie.

Il fut ainsi amené à examiner le problème de la langue chinoise écrite. Cette langue aux multiples caractères, aux constructions difficiles, très éloignée de la langue parlée, dont l'étude réclamait des années d'un travail ardu, lui paraissait le grand obstacle au développement culturel des masses. Tchen Dou-Siou s'attacha donc à une simplification de la langue et, après des années, parvint à répandre dans la Chine du Nord (il était en 1917 directeur de la Faculté des Lettres de l'Université de Pékin) une langue écrite qui correspondait à la langue parlée. Ce fut la langue dite Peï Hoa qui est actuellement la langue officielle de la Chine.

Tchen Dou-Siou s'aperçut alors que, malgré les progrès permis par l'emploi du

Peï Hoa dans la diffusion de la culture, celle-ci restait cependant inaccessible aux larges masses. En effet, la situation précaire et misérable des paysans et artisans chinois — plus de 90 % de la population — leur interdisait toute tentative pour s'instruire et se développer. Comment trouver le temps et l'argent nécessaires à la fréquentation d'une école, quand toute l'existence n'était qu'une longue lutte contre la famine, au prix d'un labeur incessant ? Comment apprendre à lire, dans des milliers et des milliers de villages, où non seulement une école, mais un journal même, étaient choses inconnues ?

Tchen Dou-Siou était ainsi irrésistiblement amené à s'intéresser aux problèmes politiques et aux luttes sociales. A ce moment de son évolution, la révolution d'Octobre 1917 vint lui montrer où se trouvait la réponse. La Russie, pays immense et arriéré, pouvait être regardé comme une réplique européenne de la Chine. Et voici que sous la direction des bolchéviks, le progrès social, le développement culturel quittaient le domaine des souhaits et des utopies pour entrer dans celui des possibilités et des réalisations. C'était pour la Chine l'exemple de son salut.

Malgré la faiblesse numérique du prolétariat chinois, qui avait fait son apparition dans la vie sociale seulement au cours des luttes revendicatives qui suivirent la première guerre mondiale, les idées de la Révolution Russe faisaient ainsi leur chemin parmi des groupes d'intellectuels. Le mouvement du « 4 Mai 1919 », large mouvement d'étudiants dirigé à la fois contre les impérialismes — qui au cours des négociations de la paix de Versailles avaient montré leur mépris pour les revendications nationales de la Chine — et contre le féodalisme chinois, précipita cette évolution. Tchen Dou-Siou fut un des grands dirigeants du mouvement et une des victimes de la répression sévère qui fut exercée. En 1920, il s'orienta vers la création d'un parti communiste. Arrêté en 1921 pour diffusion d'un matériel de propagande révolutionnaire, il fut condamné; puis libéré au bout de trois mois à la suite de manifestations de masse dans la Chine du Nord.

En juillet 1921, eut lieu à Shanghai la Première Conférence Nationale du Parti Communiste Chinois. Tchen Dou-Siou fut élu secrétaire général et le demeura jusqu'en 1927. Il représenta le P.C. chinois au IV^e Congrès de l'Internationale communiste en 1922 à Moscou.

La propagande stalinienne, et notamment aujourd'hui les dirigeants du Parti Communiste Chinois, ont pour habitude de présenter Tchen Dou-Siou comme le seul responsable de la défaite subie par la Révolution en 1927. Mais ils oublient de dire que cette responsabilité provient d'une trop grande fidélité à la ligne alors définie par Staline-Boukharine. Ce n'est pas ici le lieu de revenir de façon détaillée sur les causes du désastre de 1927; les alternances d'opportunisme et d'aventurisme qui caractérisèrent alors la politique du Komintern ont été maintes fois analysées dans les publications de notre mouvement et en particulier par Léon Trotsky. Remarquons toutefois que si Tchen Dou-Siou porte sa part de responsabilité pour avoir accepté la ligne opportuniste de Staline-Boukharine, il s'opposa par la suite au cours aventuriste qui a mené au putsch de Canton. Eloigné de la direction en août 1927 dans la Conférence Nationale du P.C.C., il se retira de l'activité tandis que la nouvelle et une partie de la vieille direction suivaient les ordres de Moscou et se lançaient de l'opportunisme dans l'aventurisme le plus complet. L'insurrection de Canton en décembre 1927 fut le couronnement de cette politique. Tchen Dou-Siou écrivit plusieurs lettres au Comité Central pour s'opposer à cette ligne aventuriste. En août 1929, il marqua à nouveau son opposition dans un document adressé au Comité Central et demanda un examen critique de la politique du parti. Peu de temps après il en fut exclu. En même temps qu'une centaine de membres, comme oppositionnel. En février 1930, le Komintern l'invita à se rendre à Moscou, où bien des dirigeants, sous la pression de la machine stalinienne, s'étaient repentis et avaient confessé leurs « erreurs ». Mais Tchen Dou-Siou refusa « l'invitation » et demanda que dans le Komintern et le Parti Chinois les causes de l'échec de la révolution fussent mises en discussion.

Ce refus et cette demande cassèrent le lien ténu qui rattachait encore Tchen Dou-Siou aux staliniens. Il rejoignit un des groupes de l'opposition de gauche; par la suite, après l'unification de ces groupes qui formèrent la Ligue Communiste, section chinoise de la IV^e Internationale, il fut une des figures dominantes du trotskysme chinois. Secrétaire général de la Ligue, il dirigea l'activité illégale du groupe jusqu'à son arrestation par le Kuomintang en 1932. Traduit devant le tribunal militaire de Nankin, Tchen se conduisit pleinement comme un dirigeant révolutionnaire et flétrit publiquement le régime militaire et terroriste du Kuomintang. Sa courageuse attitude lui valut une condamnation à treize ans de prison pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Mais la figure de cet homme qui, entouré de gendarmes, menacé par une possible condamnation à mort, criait sa défiance et sa haine à ses bourreaux et faisait entendre dans ce tribunal de persécutions la voix des masses terrorisées et écrasées, cette figure fut pour tous les révolutionnaires un stimulant et un exemple.

Il resta en prison à Nankin de 1932 à 1937; peu de temps après l'éclatement de la guerre sino-japonaise, il fut libéré ainsi que d'autres prisonniers politiques, mais placé sous une très stricte surveillance qui l'empêcha de reprendre contact avec ses camarades. Quand le gouvernement du Kuomintang s'installa à Tchongking pendant la guerre, Tchen fut envoyé à Kiangtsin, un petit village du Szechouan, non loin de Tchongking. Atteint d'une maladie de cœur que son séjour en prison avait aggravée, il y mourut à l'âge de 64 ans. Malgré l'isolement, il était resté attaché à la IV^e Internationale. Le gouvernement réactionnaire du Kuomintang l'empêcha de reprendre même son activité littéraire, car la bourgeoisie ne cessa jusqu'à la fin de le craindre.

Le souvenir de Tchen Dou-Siou demeurera celui d'un grand révolutionnaire. Ses limitations politiques proviennent de la situation même de la Chine au moment où il entra dans la lutte révolutionnaire plus que de sa propre personnalité. Car, s'il fut un communiste convaincu et courageux, Tchen Dou-Siou ne devint jamais un réel marxiste, ce qui explique qu'il ait accepté en 1925-27 la ligne opportuniste du Komintern et qu'il ait pu, pendant la deuxième guerre mondiale, développer la conception que les révolutionnaires devaient dans cette guerre soutenir les impérialismes démocratiques contre l'impérialisme dirigé par le fascisme, en négligeant le contenu impérialiste de la guerre; cela explique aussi les illusions qu'il nourrissait sur le « camp démocratique ».

Sa formation marxiste ne devint jamais très solide : elle était dès le départ entravée par son ignorance des langues étrangères et l'insignifiance des traductions chinoises d'ouvrages marxistes à cette époque. De plus, Tchen Dou-Siou a passé toute sa vie en Chine et n'a pu élargir son expérience au contact du mouvement ouvrier et révolutionnaire international. Ses seuls rapports avec l'étranger furent ceux qu'il eut en 1925-27 avec les fonctionnaires du Komintern (Borodine, Roy, etc.), dont la seule tâche était de donner des ordres. Ce n'est pas à leur école que Tchen Dou-Siou pouvait se former à une méthode d'analyse marxiste et grandir son horizon politique.

Toutes ces circonstances ne pouvaient donc que contribuer à enraciner en lui ses illusions premières sur « la démocratie ». Il était arrivé dans la vie politique au moment où la lutte contre les seigneurs de guerre de la Chine du Nord s'imposait comme la tâche la plus urgente. Sa formule « science et démocratie », qui résumait la nécessité de débarrasser la Chine du Confucianisme, porte le poids de l'état féodal du pays. Sa lutte contre le vieux gouvernement de Pékin, puis contre le régime bureaucratique du Kuomintang, contribua à lui faire concevoir la démocratie comme un idéal abstrait, vide de tout contenu de classe. La dégénérescence de l'Union Soviétique et la terrible machine stalinienne d'oppression et de teneur accentuèrent encore cette tendance.

Malgré ses graves limitations politiques, Tchen Dou-Siou est une grande figure de révolutionnaire; il n'a pas hésité à abandonner une carrière honorable pour la vie incertaine et difficile du militant; il n'a jamais désavoué ses convictions et a préféré risquer la prison et la mort plutôt que de capituler devant le bourreau de Tchiang-Kai-Shek. Il a frayé la voie au mouvement marxiste en Chine avec une vaillance et un dévouement tels qu'il mérite bien de demeurer dans la mémoire des révolutionnaires comme « le père du communisme chinois », nom qui lui avait été donné dans les premières années du P.C. chinois.

Voici un beau texte de Tchen-Dou-Siou montrant sa fermeté de caractère et sa mentalité de révolutionnaire communiste :

En réalité, si je pouvais anéantir ma faculté de penser, ne pas me soucier des intérêts du prolétariat, faire avec eux la sale besogne et les encourager à continuer les erreurs passées, ils ne pourraient que se baser sur leur vieil opportunisme pour attaquer, par la plume et par la parole, les soi-disant « trotskystes » pour tenter tous ensemble de couvrir leurs fautes. Comment pouvaient-ils m'exclure du parti ? Moi, qui ai lutté contre les forces sociales ennemies pendant la plus grande partie de ma vie, comment puis-je accepter de faire une telle besogne, confondre le vrai et le faux ? Li Li-San dit : « Les opportunistes ne veulent pas comprendre les leçons de l'échec de la grande révolution et ils tentent de se cacher sous le drapeau du trotskysme pour dissimuler leurs fautes. » En fait, dans les documents du camarade Trotsky, les paroles par lesquelles il me blâme sont beaucoup plus dures que celles de Staline ou de Boukharine; mais je ne puis que reconnaître que les leçons dégagées par lui de l'échec de la révolution sont entièrement correctes et je ne puis les repousser sous prétexte qu'il me blâme. Je suis prêt à recevoir la critique, si sévère soit-elle, de tout camarade, et je refuse d'enfouir sous terre les leçons et les expériences de la révolution. Je préfère être exclu maintenant par Li Li-San et autres et je refuse d'assister passivement au développement de la crise du parti sans m'efforcer de la conjurer et de mériter ainsi, dans l'avenir, le blâme des camarades du parti. Je suis prêt à supporter avec calme une oppression accrue des forces sociales ennemies pour défendre les intérêts du prolétariat, et je refuse de suivre aveuglément les chefs officiels, brutaux et corrompus !

Camarades ! Je sais que le Comité Central m'exclut du parti uniquement pour couvrir les fautes de quelques hommes. Ainsi, ce n'est pas seulement pour m'empêcher d'ouvrir une discussion dans le parti et de formuler mes idées qu'on m'exclut. C'est pour fermer la bouche de tous les camarades. Je sais que les masses du parti n'ont jamais eu la moindre intention de m'exclure. Bien que j'ai été exclu par quelques chefs, il n'y eut jamais d'hostilité entre la masse du parti et moi. Je continuerai de servir le prolétariat, la main dans la main avec les camarades qui refusent de suivre la politique opportuniste de la clique stalinienne...

(Lettre de Tchen Dou-Siou à tous les membres du P. C. chinois, de décembre 1929, reproduite dans « La Lutte de Classes », revue de l'opposition de gauche, n° 25-26 (décembre 1930), p. 688-9.)

A L' OPPOSITION CHINOISE DE GAUCHE

Chers camarades,

J'ai reçu pendant les derniers mois une grande quantité de vos documents et lettres en anglais, français et russe, ainsi qu'une grande quantité d'éditions oppositionnelles en langue chinoise. Un travail urgent et ensuite la maladie m'ont empêché de vous répondre avant. Pendant les derniers jours, j'ai étudié minutieusement tous les documents envoyés - hélas, sauf les documents chinois! - pour pouvoir répondre aux questions que vous posez.

Je dirai, pour commencer, que l'étude de nouveaux documents m'a définitivement persuadé qu'il n'y a aucune divergence de principe entre les différents groupes qui se sont engagés dans la voie de l'unification. Il existe des nuances de tactique qui peuvent ultérieurement, en rapport avec la marche des événements, se développer en divergences. Mais il n'y a aucune raison de croire que ces divergences rejoindront la ligne des anciens groupes. J'essayerai plus loin d'examiner les questions litigieuses et semi-litigieuses telles que je les vois d'ici.

1. L'entrée du parti communiste dans le Kuomintang fut une erreur dès le début. Je crois qu'il faut, dans un tel ou un autre document, le dire ouvertement, d'autant plus que l'opposition russe porte ici une grande part de responsabilité. Notre groupe (opposition de 1923), à part Radek et quelques un de ses amis intimes était dès le début contre l'entrée du parti communiste dans le Kuomintang et contre l'admission du Kuomintang dans l'I.C. Les zinoviévistes avaient une position contraire. Radek leur donnait un avantage par sa voix dans le centre oppositionnel. Préobrajensky et Piatakov trouvaient que pour cette question il ne fallait pas rompre le bloc avec les zinoviévistes. En fin de compte, l'Opposition unifiée a adopté dans cette question cardinale une position ambiguë qui s'est répercutée dans une série de documents et même dans la plate-forme de l'opposition. Il est significatif que tous ceux des oppositionnels russes qui adoptaient dans la question du Kuomintang la position zinoviéviste ou une position conciliatrice ont, par la suite, capitulé. Au contraire, tous ceux qui se trouvent aujourd'hui dans les prisons et en déportation furent dès le début contre l'entrée du P.C. dans le Kuomintang. Telle est la force d'une position pricipielle!

2. Le mot d'ordre de "dictature du prolétariat et des pauvres" n'est pas en contradiction avec le mot d'ordre de "dictature du prolétariat", mais il le complète et le popularise. Le prolétariat en Chine n'est qu'une petite minorité de la nation. Il ne peut personnifier le pouvoir qu'en groupant autour de lui la majorité de la nation, c'est-à-dire les pauvres de la campagne et des villes. C'est cette pensée qu'exprime le mot d'ordre de "dictature du prolétariat et des pauvres". Il est évident que dans la plate-forme et dans les articles de programme nous devons indiquer clairement et précisément que le rôle dirigeant est concentré entre les mains du prolétariat qui agit comme guide, éducateur et défenseur des pauvres. Mais dans l'agitation il est tout à fait justifié de se servir du mot d'ordre court de "dictature du prolétariat et des pauvres". Dans cette forme, ce mot d'ordre n'a rien de commun avec le mot d'ordre de "dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie".

Dans un grand document signé de Tchen Dou Siu et d'autres camarades (15 Décembre 1929) la question est formulée de la façon suivante :

"Les tâches de la révolution bourgeoise et démocratique en Chine (l'indépendance nationale, l'unification de l'Etat et la révolution agraire) peuvent être solutionnées à cette seule condition que le prolétariat chinois, allié aux masses pauvres des villes et des campagnes dirigées par lui, prenne le pouvoir politique. En d'autres termes, l'achèvement et la victoire de la révolution bourgeoise et démocratique en Chine peut être atteint uniquement sur la voie russe, c'est-à-dire sur la voie de l'Octobre chinois".

Je considère que cette formule est entièrement juste et qu'elle exclut toute possibilité de malentendus.

3. Dans la question du caractère de la révolution chinoise, la direction de l'I.C. s'est engagée dans une impasse. L'expérience des événements et la critique de l'opposition de gauche ont complètement démoli la conception de "dictature démocratique". Mais si l'on renonce à cette formule, il ne reste rien d'autre que la théorie de la révolution permanente. Les malheureux théoriciens de l'I.C. restent entre ces deux théories dans la position peu enviable de l'âne de Buridan. L'article d'anniversaire ("Pravda" 7 Novembre 1930) de Maniulsky est une dernière révélation à ce sujet. On ne peut pas imaginer un mélange de plus basse qualité que ce mélange d'ignorance, d'esprit borné et de coquinerie. La théorie de Buridan de la bureaucratie stalinienne est soumise à l'examen dans le dernier numéro du Bulletin de l'opposition russe (no. 17-18). Dans cette question principale, il n'y aura entre nous-mêmes pas l'ombre de divergence, comme le témoignent tous vos documents.

4. Dans certaines lettres, on se plaint que certains groupes de l'opposition et quelques camarades ont une position fautive à l'égard de "L'Armée rouge" chinoise et identifient ses détachements aux bandits. Si cela est juste, il faut en finir avec cela. Il est évident que les éléments des lumpen-prolétaires et des bandits professionnels se glissent dans les détachements des paysans révolutionnaires. Mais le mouvement tout entier a des sources profondes dans les conditions de la campagne chinoise et ce sont les mêmes sources sur lesquelles s'appuiera, dans l'avenir, la dictature du prolétariat. La politique des staliniens envers ces détachements est une politique de l'aventurisme bureaucratique criminel ; cette politique doit être démasquée impitoyablement par nous. Nous ne pouvons non plus partager ou encourager les illusions des chefs et des combattants des détachements partisans. Nous devons leur faire comprendre que sans la révolution prolétarienne et sans la prise du pouvoir par le prolétariat, les détachements partisans de la paysannerie ne pourront pas aboutir à la victoire. Mais nous devons mener ce travail d'éclaircissement comme des amis fidèles et non pas comme des observateurs indifférents, encore moins, comme des ennemis. Sans abandonner nos méthodes et nos tâches, nous devons fermement et courageusement défendre ces détachements contre les répressions du Kuomintang et contre les calomnies et les traquenards de la bourgeoisie. Nous devons faire comprendre aux ouvriers la signification symptomatique énorme de ces détachements. Nous ne pouvons pas, bien entendu, jeter nos propres forces dans la lutte des partisans : nous avons aujourd'hui un autre champ d'activité et d'autres tâches. Néanmoins, il est extrêmement souhaitable d'avoir, tout au moins, dans les détachements les plus importants de "L'Armée Rouge", nos hommes à nous, des oppositifs qui partageraient le sort de ces détachements, qui observeraient attentivement les relations entre les détachements et la paysannerie et tiendraient au courant l'organisation de l'opposition de gauche.

Dans le cas du retard de la Révolution, d'un nouvel essor économique en Chine et d'un développement des tendances parlementaires (tout cela est intimement lié), ces détachements dégénéraient inévitablement et trouveraient une résistance de la part de la paysannerie pauvre. Il est d'autant plus important d'observer directement ces détachements, pour être en mesure de prendre à chaque instant une juste position envers eux.

5. Dans certaines lettres, on soulève encore une fois la question de l'Assemblée Nationale. La question de nos tâches politiques est souvent embrouillée par les devinettes, à savoir si l'Assemblée Nationale sera réalisée ou non, dans quelle forme, quelles seront les relations entre l'Assemblée Nationale et les soviets, etc, etc... Dans toutes ces réflexions, il y a un élément considérable de scholastique. Ainsi, une des lettres dit :

"Nous pensons que l'Assemblée Nationale ne se réalisera certainement pas ; même si elle se réalisait, elle ne pourrait pas se transformer en "Gouvernement provisoire" parce que toutes les forces matérielles se trouvent actuellement entre les mains du Kuomintang. Quant au gouvernement qui sera créé après l'insurrection, il sera sans aucun doute un gouvernement de la dictature prolétarienne et ne convoquera plus, dans ce cas, d'Assemblée Nationale".

Cette réflexion est extrêmement incomplète et unilatérale, c'est pourquoi elle laisse beaucoup de place aux malentendus et même aux incorrections.

a. Tout d'abord, il n'est pas exclu que les classes bourgeoises elles-mêmes soient obligées de convoquer une apparence d'une Assemblée Nationale. A en croire les informations des journaux européens, Tchang Kai-Chek serait prêt à remplacer le contrôle gênant du Kuomintang par une sorte de fiction parlementaire. Certains cercles de la grande bourgeoisie et de la bourgeoisie moyenne qui entrent en collision avec la dictature du parti parce qu'ils en ont assez, peuvent s'exprimer favorablement au sujet d'un tel projet. Le "parlement" sera en même temps un meilleur voile pour couvrir la dictature militaire devant les yeux de l'Amérique. Tchang Kai-Chek s'est converti, d'après les journaux, au christianisme américanisé; il croit, non sans raison, que cela lui facilitera l'obtention des emprunts chez les banquiers juifs de Wall Street. Le christianisme américanisé, les usuriers américains-juifs et le pseudo-parlement chinois, tout cela se trouve ensemble en harmonie parfaite.

En cas d'une variante parlementaire, la petite bourgeoisie urbaine, les intellectuels, les étudiants, le "troisième parti", tout cela entrera en mouvement. Les questions de la constitution, du droit électoral et du parlementarisme seront posées à l'ordre du jour. Il est incensé de croire que les masses populaires chinoises ont déjà abandonné tout cela derrière eux. Jusqu'à maintenant elles n'ont fait que l'école Staline-Tchang Kai-Chek, c'est-à-dire l'école la plus honteuse. Les questions de démocratie entraîneront inévitablement pour une certaine période, non seulement les paysans, mais aussi les ouvriers. Il faut que cela se produise sous notre direction.

Tchang Kai-Chek convoquera-t-il son parlement? C'est fort possible. Mais il est possible que le mouvement constitutionnel démocratique débordera les plans de Tchang Kai-Chek et l'obligera d'aller beaucoup plus loin qu'il ne le veuille maintenant, ou même, que ce mouvement balaie Tchang Kai-Chek avec tous ses plans. Quelles que soient les variantes constitutionnelles-démocratiques, nous ne resterons pas à l'écart. Nous participerons dans la lutte, sous nos mots d'ordre, c'est-à-dire, avant tout, sous les mots d'ordre de la démocratie révolutionnaire et conséquente (à 100 %). Si la vague révolutionnaire ne balaie pas Tchang Kai-Chek avec son parlement, nous serons obligés de prendre part dans ce parlement en démasquant le mensonge du parlementarisme mercenaire et en mettant en avant nos propres tâches.

b. Peut-on supposer que le mouvement révolutionnaire-démocratique prendra une telle envergure que Tchang Kai-Chek ne pourra plus maintenir entre ses mains l'appareil militaire, tandis que les communistes ne seront pas encore en mesure de s'emparer du pouvoir? Une telle période transitoire du développement est fort possible. Elle peut créer une espèce chinoise quelconque du double pouvoir, un nouveau gouvernement provisoire, un bloc du Kuomintang avec le troisième parti, etc, etc... Un tel régime serait très instable. Il ne pourra être qu'une marche vers la dictature du prolétariat. Mais une telle marche est possible.

c. Après l'insurrection victorieuse, dit le document que nous citons, une dictature du prolétariat serait instaurée et alors l'Assemblée Nationale ne serait plus convoquée. Ici également, la question est trop simplifiée. A quel moment aura lieu l'insurrection et sous quels mots d'ordre? Si le prolétariat groupe autour de lui la paysannerie pauvre sous les mots d'ordre de la démocratie (la terre, Assemblée Nationale, etc...) et renverse par une attaque des forces conjointes la dictature militaire de la bourgeoisie, alors, arrivé au pouvoir, le prolétariat serait obligé de convoquer l'Assemblée Nationale pour ne pas provoquer la méfiance de la paysannerie et pour ne pas laisser le champ libre à la démagogie de la bourgeoisie. Les bolchéviks ont été bien obligés, après l'insurrection d'Octobre, de convoquer l'Assemblée Constituante! Pourquoi faut-il croire que cette variante est exclue pour la Chine? La paysannerie ne suit pas le même développement que le prolétariat. Le prolétariat peut prévoir beaucoup d'avance, tandis que la paysannerie apprend sur les faits. La paysannerie chinoise aura peut-être besoin d'une expérience vivante de l'Assemblée Nationale.

Puisque la bourgeoisie en Russie a longuement retardé la convocation de l'Assemblée Constituante et les bolchéviks démasquaient ce jeu de la bourgeoisie, ils furent obligés, arrivés au pouvoir, de convoquer la Constituante pour un temps court, sur la base des anciennes listes électorales, ce qui les a mis en minorité. L'Assemblée Constituante est entrée en collision avec les soviets, sous les yeux de tout le peuple, et elle fut dispersée.

En Chine, on peut se représenter une autre variante. Arrivé au pouvoir, le prolétariat pourra, dans certaines conditions, retarder de quelques mois la convocation de l'Assemblée Nationale, développer une large agitation à la campagne et assurer une majorité communiste dans l'Assemblée Nationale. L'avantage consistera en ceci que le système soviétique trouvera la sanction formelle de l'Assemblée Nationale, ce qui privera d'un coup la bourgeoisie d'un mot d'ordre populaire dans la guerre civile.

6. Bien entendues variantes, examinées plus haut, ne sont que des hypothèses historiques. Il n'y a aucune possibilité de prévoir quelle sera la marche effective des événements. Le cours général, vers la dictature du prolétariat, est clair d'avance. Nous ne devons pas faire de devinettes sur les variantes, sur les étapes et les combinaisons, mais plutôt nous mêler dans l'action comme facteur révolutionnaire, en développant une agitation puissante sous les mots d'ordre de démocratie. Si nous nous emparons de l'initiative dans ce domaine, la bureaucratie stalinienne sera jetée par dessus bord et les bolchéviks-léninistes deviendront dans un temps assez court une force politique importante.

7. La question de savoir quelles possibilités s'ouvrent dans la prochaine période devant le capitalisme chinois est une question non pas de principe, mais de fait. Décider d'avance que le développement capitaliste en Chine ne pourra plus faire un pas en avant serait du doctrinarisme pur. Un afflux considérable de capitaux étrangers en Chine n'est nullement exclu. La crise mondiale accumule des capitaux libres qui ont besoin d'un champ d'activité. Il est vrai qu'actuellement même le capital américain, le plus puissant, est paralysé, désarmé, apeuré, privé d'initiative parce qu'il n'y a pas longtemps qu'il fut jeté des hauteurs de la prospérité dans le torrent de la crise. Mais il a déjà commencé à chercher une telle place d'arme sur laquelle il pourrait s'appuyer pour donner une poussée au nouvel essor économique. Il est hors de doute que la Chine ouvre sous ce rapport des possibilités sérieuses. Dans quelle mesure elles se réaliseront? Cela non plus n'est pas facile à prévoir. Ici il ne faut pas deviner à priori, mais suivre les processus économiques et politiques réels. Toutefois, il n'est nullement exclu que pendant qu'une grande partie du monde capitaliste se débattrait encore dans la fièvre de la crise, l'afflux des capitaux étrangers créera en Chine un essor économique. Nous devons être prêts à cette variante également en concentrant assez tôt notre attention sur l'organisation et sur l'affermissement des syndicats et en leur assurant une direction juste.

Il est évident que l'essor économique peut éloigner pour un certain temps la perspective révolutionnaire immédiate, mais en revanche, cet essor nous préparerait de nouvelles possibilités, de nouvelles forces et de nouvelles sources de victoire. De toute façon, l'avenir est à nous!

7. Certaines lettres de Changaï pose la question : faut-il pousser à l'unification complète en province, à la fusion de la presse de tous les groupes et la convocation d'une conférence sur la base de l'unité réalisée, ou bien garder à l'intérieur de l'opposition unifiée l'existence des groupes séparés jusqu'à la solution de toutes les questions de tactique? Dans des questions d'organisation semblables, il est difficile de donner des conseils de loin. Il est même possible que le conseil arrive en retard. Je ne peux pas, malgré tout, m'abstenir de vous dire ceci : chers amis fusionnez définitivement vos organisations et vos journaux aujourd'hui même! Il ne faut pas traîner trop longtemps la préparation de l'unification, parce que de cette manière, on peut créer, sans le vouloir, des divergences artificielles.

Je ne veux nullement dire par cela que toutes les questions sont déjà résolues et que vous (ou pour s'exprimer mieux, nous) sommes assurés contre toutes les divergences dans l'avenir. Non, il est hors de doute que demain ou après-demain de nouvelles questions surgiront et avec elles, de nouvelles divergences. Sans cela le développement d'un parti révolutionnaire est impossible. Mais ces nouvelles divergences créeront des groupements nouveaux dans les cadres de l'organisation unifiée. Il ne faut pas trop s'attarder sur le passé. Il ne faut pas piétiner sur place. IL faut marcher à la rencontre du lendemain!

8. Que les nouvelles divergences sont inévitables, nous en avons les preuves de l'expérience de toutes les sections de l'opposition de gauche. La Ligue Française par exemple, fut composée de différents groupes. Grâce à son journal hebdomadaire, La Ligue a accompli un travail très sérieux et très appréciable, non seulement du point de vue national, mais encore du point de vue international ; elle a démontré ainsi que l'unification de différents groupes était un facteur progressif. Mais dans cette Ligue des divergences très graves ont surgi dernièrement, en particulier sur la question syndicale. Une aile droite s'est formée et a pris une position fondamentalement erronée. Cette question est tellement importante et profonde qu'elle peut même provoquer une nouvelle scission. Evidemment, il faudra faire absolument tout pour l'éviter. Mais si cela ne réussit pas, la nouvelle scission n'aura nullement démontré que l'unification d'hier était une faute. Nous ne faisons pas de fétiche, ni de l'unité, ni de la scission. Tout dépend des conditions, du moment, de la profondeur des divergences, du caractère des questions.

9. En Espagne, la situation est, de toute évidence, différente de celle des autres pays. L'Espagne traverse actuellement une période d'essor révolutionnaire nettement caractérisée. La chaude atmosphère politique doit considérablement rendre facile le travail des bolchéviks-léninistes en tant qu'aile révolutionnaire la plus hardie et la plus conséquente. L'I.C. a dispersé les rangs du communisme espagnol ; elle a affaibli et rendu impuissant le parti officiel. Comme dans beaucoup d'autres cas importants, la direction de l'I.C. a laissé passer une situation révolutionnaire. Les ouvriers espagnols ont été abandonnés à leur propre sort dans un moment le plus grave. Presque sans direction, ils développent une lutte de grèves révolutionnaires d'une ampleur remarquable. Dans ces conditions, les bolchéviks-léninistes espagnols lancent le mot d'ordre des soviets. D'après la théorie des staliniens et d'après la pratique de l'insurrection de Canton, les soviets doivent être créés, paraît-il, la veille de l'insurrection. Une théorie et une pratique funestes ! Les soviets doivent être créés quand le mouvement réel et vivant des masses manifeste le besoin d'une telle organisation. Les soviets sont formés au début comme de larges comités de grève. Tel est précisément le cas de l'Espagne. Il est hors de doute que l'initiative des bolchéviks-léninistes (opposition) rencontrera dans ces conditions un écho parmi l'avant-garde prolétarienne. Devant l'Opposition espagnole peut s'ouvrir prochainement une large perspective. Souhaitons à nos amis espagnols du succès !

10. En conclusion, je reviens de nouveau à la question de l'unité pour indiquer la triste expérience de l'Autriche dans ce domaine.

Trois groupes oppositionnels d'Autriche s'occupaient pendant une année et demie à "s'unifier" et chacun inventait successivement de telles conditions qui rendaient l'unification impossible. Ce jeu criminel reflétait l'état déplorable de l'opposition autrichienne qui est atteinte par la pourriture du parti communiste officiel. Chacun des groupes autrichiens a réussi largement de démontrer durant cette année qu'il est prêt à renoncer aux idées et aux principes de l'Opposition internationale, mais en aucun cas à ses propres exigences sectaires. Plus misérable est la base idéologique de ces groupes et plus leur lutte intérieure a un caractère envenimé. Ils traînent avec passion le drapeau de l'opposition internationale dans la boue, réclamant en même temps que l'Opposition Internationale couvre de son autorité leur travail indigne.

Il ne peut évidemment pas en être question. Admettre des groupes sans principes à l'intérieur de l'opposition internationale signifierait introduire du venin dans son propre organisme. Il nous faudra ici une sélection très sévère. J'espère que l'opposition internationale adoptera dans sa conférence les "21 conditions" pour l'adhésion des organisations dans son sein et que ces conditions seront suffisamment sévères.

Contrairement à l'opposition autrichienne, l'opposition chinoise est née non pas sur la base des menées de coulisse, mais sur la base d'une expérience d'une révolution grandiose, perdue par une direction opportuniste. La grande mission historique pose devant l'opposition chinoise des obligations exceptionnelles. Nous espérons tous ici que l'opposition chinoise se débarrassera de l'esprit de cercle et se redressera de toute sa taille pour se mettre au niveau des tâches qui se posent devant elle.

EXTRAITS DU BULLETIN INTERNATIONAL DE
L'OPPOSITION COMMUNISTE DE GAUCHE
- NO. 8 - JUIN 1931 -

L'OPPOSITION CHINOISE A REALISE SON UNITE

Nous publions plus loin la lettre des camarades chinois qui nous apporte la nouvelle de l'unification des 4 groupes oppositionnels. Cette nouvelle sera accueillie avec joie par toute l'Opposition internationale de gauche.

Le 1er Mai 1931, jour où s'est tenue la Conférence d'unification de l'Opposition Chinoise, sera une date importante dans l'histoire du mouvement révolutionnaire chinois. L'avant-garde communiste la plus consciente et la plus éprouvée dans les luttes héroïques du prolétariat chinois a réalisé aujourd'hui les deux conditions nécessaires pour son développement - l'unité de ses rangs et la clarté idéologique car l'unité s'est réalisée sur la base d'une plate-forme commune adoptée par la Conférence.

La défaite tragique de la Révolution Chinoise causée par la politique criminelle du stalinisme n'a pas seulement pour conséquence la destruction physique des dizaines de milliers de combattants révolutionnaires et l'anéantissement des organisations du prolétariat chinois. Cette défaite apporta en même temps une confusion effroyable dans les rangs des ouvriers avancés, trahis et égarés. Au lieu de corriger ses propres erreurs, la direction de l'I.C. les a attribué, avec lâcheté et cynisme, au faible et jeune P.C. chinois. Ce fait n'a pu qu'exaspérer davantage les militants communistes sincèrement dévoués à la cause prolétarienne. La dispersion des forces révolutionnaires n'a fait que d'accentuer ; les désaccords se sont approfondis de plus en plus.

Le désarroi créé par la défaite de la Révolution et par l'attitude honteuse de l'I.C. en Chine a eu ses répercussions aussi dans les rangs de l'Opposition de gauche. La critique de l'Opposition internationale de gauche des erreurs commises par l'I.C. avant et pendant la Révolution a été reconnue juste par un grand nombre de camarades du P.C. chinois : la cause immédiate de la défaite fut trop évidente et l'épreuve trop dure pour qu'il y ait des divergences à ce sujet. Mais l'I.C. continua à semer la confusion même après l'écrasement de la Révolution. En fonction de la "troisième période", dont on n'a pas fait grâce au malheureux parti communiste chinois, l'I.C. constata, contre toute évidence, un essor révolutionnaire dans le pays ; elle provoquait, en conséquence, des grèves et des manifestations vouées d'avance à l'échec ; elle appelait "Armée Rouge" et "Pouvoir des Soviets" les détachements des partisans de la paysannerie révoltée et leur mouvement anarchique, qui n'était qu'une conséquence directe de la révolution agraire trahie et avortée. L'I.C. condamnait, bien entendu comme "opportuniste" tout mot d'ordre démocratique pour cette période.

L'Opposition Chinoise devait se situer en face de tous ces problèmes qui sont d'une importance vitale pour le mouvement révolutionnaire. La discussion fut très âpre ; elle provoqua des désaccords sérieux. Nous nous sommes trouvés l'année dernière, devant quatre groupes oppositionnels de gauche : le groupe de "Notre Parole", d'"Octobre", du "Militant" et le groupe du cam. Tchen-Dousiou". La discussion entre ces quatre groupes portait surtout sur la question de l'Assemblée constituante d'une part et sur l'appréciation de l'"Armée Rouge" et des "Soviets" des paysans, d'autre part. Certains camarades hésitaient à adopter les mots d'ordre démocratiques et en particulier le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante pour la période actuelle de crainte de se voir taxés par l'I.C. d'opportunistes. Certains autres considéraient le mot d'ordre d'"Assemblée Constituante" comme "formule populaire de la dictature du prolétariat". Dans la question de "l'Armée Rouge" et des "jacqueries chinoises" les avis étaient également partagés. D'aucuns disaient que la lutte anarchique des paysans n'avait aucune signification révolutionnaire et devait être condamnée comme banditisme ; d'autres, par contre, se déclaraient à l'occasion de la prise de

Tchancha par "L'Armée Rouge", "pour l'insurrection, pour le pouvoir des paysans" etc... sans tenir suffisamment compte de l'indifférence du prolétariat chinois pour ce mouvement de révolte sporadique.

La lettre du camarade Trotsky, adressée à tous les groupes oppositionnels (voir Bulletin International NO. 5) a apporté la clarté nécessaire dans toutes ces questions. Dans une de leurs dernières lettres, nos camarades chinois nous ont écrit, après avoir exposé les divergences qui opposaient les différents groupes entre eux : "par bonheur, la lettre du camarade Trotsky est arrivée ; toutes les fractions éprouvent aujourd'hui le même désir de réaliser l'unité". Une base d'entente fut trouvée ; une plate-forme et des résolutions furent élaborées. Aujourd'hui, l'unité idéologique et organique de l'opposition chinoise est un fait. Le prolétariat chinois possède maintenant un noyau solide et décidé à guider les masses exploitées par la voie de Lénine vers la victoire.

Nous assurons ici, au nom de toute l'Opposition Internationale de Gauche, notre solidarité et notre appui à l'Opposition Chinoise unifiée. Nous lui souhaitons du succès dans la réalisation de ses tâches révolutionnaires.

LA REDACTION.

AU SECRETARIAT INTERNATIONAL

Au cam. TROTSKY

Rapport No. 1

Shanghai, le 9 Mai 1931.

Chers camarades,

La Conférence d'Unification de l'Opposition Chinoise s'est tenue dans la journée historique du 1er Mai à Shanghai. Y ont pris part 17 délégués avec voix délibératives et 4 avec voix consultatives. Ils représentaient en tout 483 membres de 4 groupes. La Conférence a adopté notre plate-forme commune et un certain nombre de résolutions élaborées précédemment par la Commission d'unification. Un Comité Exécutif national fut élu, composé de 9 membres et de 4 candidats. Le Secrétariat formé dans son sein est composé de 5 camarades. Notre organisation a adopté le nom d'"Opposition de Gauche du Parti Communiste Chinois". Notre organe s'appelle "L'Étincelle". Notre plate-forme et nos résolutions seront traduites en langues étrangères dans le plus bref délai.

L'unification de l'Opposition Chinoise a provoqué la plus grande attention, tant de la part de la réaction, que de la part des masses ouvrières. Nous espérons que, sous la direction de l'Opposition Internationale de Gauche, notre organisation pourra accomplir et accomplira effectivement une grande tâche historique. Nous espérons que des relations étroites et constantes seront établies entre le Secrétariat et la section chinoise.

La nouvelle de l'incendie dans lequel a péri la bibliothèque du camarade Trotsky nous est arrivée par la presse bourgeoise et ensuite confirmée par votre circulaire. Nous avons créé un comité spécial pour sa reconstruction.

Avec nos salutations oppositionnelles,

Le Secrétariat de l'Opposition de Gauche du
Parti Communiste Chinois.

Secrétaire : Tchen-Dou-Siou

Président de la Section d'Organisation : Tchan-Y-Mo.

Président de la section de propagande : Tchong-Chioro-Sing.

Rédacteur de l'organe opposit. : Wang-Wen-Yan.

Secrétaire du Cté Exécutif : SUNg-Feng-Chun.

EXTRAIT D'UN BULLETIN NO. 5. OCTOBRE 1935
DE LA LIGUE DES COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
(BOLCHEVIKS-LLENINISTES) EDITES PAR
LE SECRETARIAT INTERNATIONAL

LES ARMEES ROUGES CHINOISES

- I -

Le "grand recul" effectué actuellement par les staliniens coïncide avec une période de lourdes défaites et de retraits des armées rouges chinoises. Plus on proclame de "victoires", plus est grande la fiction créée de toutes pièces par un parti qui ne s'est jamais montré capable de reconnaître ni les possibilités d'une victoire révolutionnaire, ni une défaite réelle. La Chine est si éloignée et la confirmation des faits si difficile à apporter que les staliniens, sans aucune retenue, en particulier l'année dernière, ont essayé de cacher leurs lourdes défaites en Chine par une vague sans précédent de soi-disant "victoires". Je ne peux pas ici donner un tableau complet des hauts et des bas des armées rouges. Mais je peux donner ici un résumé assez complet qui au moins, remettra à leur place les extravagances de l'appareil de propagande stalinienne. Mon information est basée presque exclusivement sur les documents, rapports et articles des archives du Parti Communiste Chinois. Durant l'année passée, j'ai eu l'occasion de trier soigneusement et complètement tout ce matériel afin de séparer le bon grain de l'ivraie et de reconstruire un tableau exact du développement historique du mouvement révolutionnaire chinois depuis 1927. Sur la toute dernière situation des armées rouges (mon rapport s'arrête au 25 Juin 1935), nous sommes informés par les rapports qui paraissent dans la presse bourgeoise de Chine. Une étude soignée des lieux et des mouvements de troupe rapportés dans les dépêches des grands journaux chinois est habituellement récompensée par l'acquisition de fragments d'informations utiles. Le dépouillement de la presse a été une partie de notre tâche régulière pendant plusieurs années. C'est aussi incidemment la principale méthode employée par les staliniens à Shanghai! Sur cette base, je présente ici un résumé des origines, du premier développement, du développement interne et de la chute consécutive de la "République des soviets chinois", dont on a tant parlé.

II - ORIGINES

Après l'écrasement à Wuhan de la révolution en Août 1927, plusieurs petits détachements militaires ont suivi le P.C. dans la période de putsch qui a suivi. Le premier d'entre eux, "l'armée Yeh-Ho", conduisit le soulèvement manqué de Nanchang en Août, marcha vers le Sud, fut pratiquement détruit dans le Kwantung du Nord, ses débris cherchèrent refuge dans les districts de Hailufeng dans le Kwantung du Nord où les paysans s'étaient révoltés durant les mêmes mois (Octobre, Novembre 1927) et où s'étaient formés les premiers de ces "soviets" qui devinrent plus tard le trait prédominant de la politique stalinienne en Chine. Une seconde unité militaire resta intacte dans la province de Hunan sous la direction de Mao Tsé-Tung, un communiste qui avait précédemment travaillé dans les comités paysans du Kuomintang (et qui, incidemment, avait accompagné Tang Ping-Shan et Borodine dans l'intervention ignominieuse qu'ils firent à Hunan en Mai 1927 pour paralyser le mouvement paysan). Cette armée était composée d'une part de soldats et d'autre part de restes des détachements paysans formés par les associations paysannes durant la révolution.

Au commencement de 1928, la tentative de "soviets" de Hailufeng fut écrasée par les troupes du Kuomintang et les survivants de l'armée Yeh-Ho, renforcés par un certain nombre de paysans, se retirèrent dans les montagnes du Fukien-Kiangsi méridional et y menèrent une existence de hors la loi. L'armée de Mao Tsé-Tung marcha vers le Chin-Kang-Chan, une montagne à la frontière de Hunan-Kiangsi et y resta plus d'une année, faisant de temps en temps des sorties dans la campagne environnante avec

des escarmouches en avant et en arrière avec des troupes provinciales en haillons et mal armées et essayant de trouver un contact avec la population paysanne. Ce fut vers la fin de 1928 que l'armée Mao entra dans le Kiangsi. Après plusieurs mois d'efforts infructueux de marches et de reculs (durant lesquels les documents décrivent les efforts faits pour attirer l'attention des paysans, efforts restés longtemps sans résultat) elle remporta une victoire décisive sur les forces provinciales dans le sud et s'établit dans quatre ou cinq contrées. Les bandes armées de Fukien et du Kwantung rejoignirent l'armée dans le Kiangsi, créant une force qui probablement n'excéda pas 15 à 20 000 hommes. C'est autour de cette armée que fut bâti le mythe de la "République des soviets chinois" dans les années qui suivirent. D'autres armées rouges plus petites constituées pour la plupart par des soldats mutinés, ayant déserté les armées du Kuomintang, sur plusieurs points dans Hupeh et dans les montagnes de la frontière entre Hupeh et Honan, continuèrent la lutte sous la forme d'une guérilla.

III - LES ARMEES ROUGES EN 1929 - 30

Cette période des armées rouges doit être préfacée par un bref tableau de la situation ambiante et de la position du P.C. chinois. Après l'écrasement de la commune de Canton, le nombre des membres du parti, son prestige et son influence réduits presque à zéro. Les travailleurs lui tournèrent le dos et les intellectuels pour la plupart s'effrayèrent des dangers de la lutte illégale. En 1929, on comptait seulement 2% de membres prolétariens dans le P.C., contre 58% de travailleurs en 1927. A la fin de 1930, il y en avait moins de 1%. La période de putsch qui suivit la révolution continua en 1928 et en 1930, période de la fameuse "Ligne de Li-li-San". La politique de Li-San en effet réussit à affirmer que la Chine était toujours dans une situation directement révolutionnaire et que l'insurrection à tout prix et par tous les moyens était à l'ordre du jour. L'organisation et la mobilisation des travailleurs n'étaient pas considérées comme nécessaires : "Au lendemain de l'insurrection notre parti sera fort de trois millions de membres!" s'écriait Li-San. Il n'est pas possible d'entrer ici dans les détails concernant les extrémités criminelles et absurdes jusqu'où cette "ligne" fut portée. C'était une "ligne" qui découlait avec une logique impitoyable des pronostics répétés par le Komintern au sujet du "nouvel essor révolutionnaire" ou du "nouveau flux révolutionnaire". Son résultat fut la destruction finale du P.C. chinois dans les villes. Après la révolution, le P.C. avait encore quelques rares travailleurs dans ses rangs, après Li-San, il n'y eut plus dans les villes que l'appareil tout nu.

Naturellement, c'est autour de l'armée rouge que les aventuriers stalinistes se groupèrent. Leur pouvoir sur la population paysanne et leurs attaches avec elle étaient magnifiés au-delà de toute mesure. Les documents montrent tout à fait explicitement que la naissance des armées rouges n'était en aucune façon le produit d'une levée spontanée des masses paysannes. Au contraire, le P.C. et les chefs des armées rouges sous son influence eurent les plus grandes difficultés à instaurer une politique capable d'attirer la paysannerie. Comme on sait, dans la première période d'aventurisme (Août-Novembre 1927), le P.C. continua à brandir la bannière bleue du Kuomintang. Après la triste faillite des premières tentatives, le mot d'ordre des soviets fut adopté et inscrit sur les drapeaux de Hailufeng et de Canton. A partir de ce moment, le mot d'ordre du "pouvoir aux soviets" devint l'unique contenu de la propagande positive du P.C. Dans la question de la paysannerie, cette évolution se traduisit par un mouvement extrêmement lent pour sortir de la position opportuniste du parti durant la période révolutionnaire. Dans l'automne de 1927, le P.C. jura de protéger les petits propriétaires terriens et de confisquer seulement les propriétés de plus de 200 (plus tard de 50) meules. Durant le cours de 1928, les armées rouges dont les origines ont été décrites, ne restaient pas assez longtemps fixées au même endroit pour essayer de réaliser une politique quelle qu'elle soit. Mais, en 1929, dans certaines contrées, Fukien occidental, Kiangsi méridional et dans un ou deux endroits de Hupeh, un partage des terres fut opéré. Bien que les avantages de cette division incombaient normalement aux paysans riches (Koulaks), l'acte même commença à prêter à l'armée rouge une subsistance et une signification sociale qui lui avaient jusqu'alors complètement manqué. Cependant, la politique agraire du P.C. et des armées rouges dans cette période fut une politique en faveur des koulaks chinois qui se ruèrent sur les postes de commandement de l'armée, dans la machine administrative installée

sur les territoires contrôlés par les Rouges. Cette évolution atteint son apogée dans la période de Li-San.

Le Komintern avait donné l'instruction au P.C. chinois d'essayer de s'établir par l'intermédiaire de l'armée rouge dans une ou plusieurs "villes d'importance secondaire" et d'assurer une victoire complète "dans une ou plusieurs provinces". Li Li-San, dans sa candeur naïve, interpréta "villes d'importance secondaire" comme signifiant des villes comme Changsha (capitale de Hunan), Nanshang (capitale de Kiangsi) et même Hankow (capitale de Hupeh). Ainsi, dans l'été de 1930, ces petites armées rouges, mal armées et peu préparées, sortirent des bases qu'elles avaient à peine réussi à établir et tentèrent de s'emparer d'un certain nombre de "villes d'importance secondaire". L'effort sur Nanshang échoua. Changsha fut prise, gardée quelques jours, mais rapidement évacuée. La liaison entre les diverses armées rouges était si réduite qu'à cette occasion, le commandant rouge Ho-Lung, qui opérait dans le Hupeh et descendit aussi loin que Yochow, un peu plus haut sur la rivière de Changsha, au lieu de venir en aide aux autres, retourna vers le nord et s'enfuit dans les montagnes. Le dernier écho de ces tentatives fut la prise de Kian, dans le Kiangsi, une petite ville qui fut tenue plusieurs semaines, mais devait être abandonnée sous la contre-attaque du Kuomintang. Les documents du P.C. chinois montrent que toutes ces tentatives eurent lieu vis-à-vis d'une population apathique, à la fois des paysans et des travailleurs dans ces "villes d'importance secondaire". En d'autres termes, ce furent des aventures purement militaires. Dans les gros centres industriels (Shanghai, Canton, Wuhan, Tientsin), elles n'éveillèrent aucun écho. A l'appel du P.C. de "soutenir l'armée rouge", les travailleurs restèrent sourds. Ce ne fut pas seulement le cas de ces villes, mais à Changsha, Nanchang, Kian, etc... Les efforts des avances des propagandistes furent à peu près infructueux. Il est intéressant de noter que les armées rouges qui, officiellement adoptaient un programme en faveur des travailleurs, ne s'attaquèrent aux patrons de ces villes qu'avec beaucoup d'indécision, pour ne pas dire de timidité. Il est avéré qu'à Changsha, les marchands refusèrent absolument d'accepter les revendications de l'armée rouge en faveur des travailleurs et que l'armée rouge n'insista pas.

Avant même que la faillite de ces tentatives fut éclatante, le Komintern décida d'ouvrir le feu sur Li-San. Les raisons politiques pour cette offensive étaient si maigres (après tout l'I.C. était compromise jusqu'au cou dans le Li-Sanisme) que quand les laquais de l'I.C. en Chine commencèrent à attaquer, le meilleur argument qu'ils purent trouver fut que Li-San avait dépassé les instructions du Komintern. Cependant, les prétextes furent naturellement bientôt trouvés et le malchanceux Li-San devint l'objet d'une terrible campagne qui, bref, finit par son expulsion sommaire de la direction et par l'imposition d'une nouvelle direction, choisie arbitrairement par P. Mif et installée à ce qu'on appella le 4^e plénum du C.C. du P.C.Ch. en Juin 1931. Les débris d'une opposition de droite à l'intérieur du parti furent éliminés et dès lors le parti devint le modèle d'un instrument monolithique modelé à l'image de Staline. Les directions qui furent installées après (Chen Shap-yu-Van Min, Chang Bang-Hsien, etc...) sont encore aujourd'hui à la tête du C.C. du P.C.Ch.

On se rendit compte qu'en face des difficultés objectives (la réaction générale, stabilité inattendue du régime du Kuomintang, c'est-à-dire inattendue pour les staliens, etc...) , il était nécessaire d'une part d'effectuer une certaine retraite (on expliqua que le Komintern entendait par "ville d'importance secondaire" des endroits comme Juichin, petites villes cachées dans les montagnes) et d'autre part de prendre l'initiative d'une politique terrienne capable de trouver un plus grand écho parmi les paysans pauvres et de gagner leur appui. L'I.C. imposa au P.C. chinois la tâche de former un gouvernement central des soviets et d'intensifier le travail de consolidation de la base de l'armée rouge. L'idée d'insurrections immédiates dans les villes (envisagées par Li-San) fut abandonnée. Il fut décidé d'être plus "réaliste" et de rester dans les limites des possibilités ouvertes au parti.

Ces décisions aboutirent en effet à l'abandon final du mouvement révolutionnaire dans les villes. Les insanités de la "troisième période" avec ses "Unions rouges" avaient presque éliminé le P.C. de l'arène du mouvement ouvrier qui restait sans lutte entre les mains des syndicats "jaunes" du Kuomintang. La majorité des travailleurs chinois restait sans organisation d'aucune sorte. Ici et là, de petits groupes se défendaient désespérément mais étaient uniformément battus. Une reprise économi-

que temporaire et légère en 1928 avait ouvert les possibilités d'une renaissance du mouvement ouvrier et il y avait là une certaine vague de grèves à ce moment. Mais la courbe retomba, l'occasion était manquée. Le mouvement ouvrier ne s'est jamais relevé des défaites accumulées des dernières années. Les Stalinistes n'avaient jamais fait une politique capable de les rendre un facteur positif dans le mouvement ouvrier. Nous fûmes complètement en dehors. Les travailleurs restaient seuls. Dans les campagnes cependant le nouveau tournant de la ligne du P.C. rendait possible une certaine extension et un certain approfondissement du mouvement soi-disant de "soviet".

IV. LE REGIME "SOVIETIQUE" EN KIANGSI. POLITIQUE AGRAIRE ET POLITIQUE OUVRIERE.

Je ne peux ici qu'esquisser en grandes lignes le caractère général du régime qui existe d'une façon plus ou moins continue pendant quatre ans dans le Kiangsi méridional et dans une partie du Fukien occidental. Ce territoire était le territoire principal "soviétisé", les régions moins grandes et disséminées ailleurs reflètent sur une échelle beaucoup plus réduite le même développement.

Tout d'abord, constatons fermement le fait que contrairement à toute la propagande stalinienne, ce territoire du Kiangsi, qui était le plus grand de toutes les "régions soviétisées", contenait à peu près 15 hsiens (comtés) et une population pas plus nombreuse que 3 000 000 (chiffres basés sur des documents du P.C.). Il ne contenait aucune ville de quelque importance. Sa capitale était une petite ville de quelques milliers d'habitants (Juichin). La ville de Kanchow, située en plein centre de la "République Soviétique" n'a jamais été prise ou même tenue pour une courte période par l'Armée Rouge. L'armée elle-même dans ses meilleurs jours (1932/33) n'a jamais dépassé probablement 70 à 80 000 hommes. Laissons de côté les gardes auxiliaires paysannes etc... qui étaient très pauvrement armées. Ces faits démontrent tout de suite comment étaient limités économiquement ces "territoires soviétiques". Ils dépendaient de l'extérieur même pour le sel, sans parler du pétrole, du papier et d'autres objets de nécessité journalière. Le blocus du Kuomintang et une guerre civile incessante menée par les grandes troupes du Kuomintang (qui totalisaient vers la fin plus de 350 000 hommes) contre les Armées Rouges mettaient celles-ci dans des difficultés matérielles terribles. Que les Rouges aient fait face à des difficultés tant qu'ils l'ont pu est un signe remarquable de l'héroïsme magnifique, de l'habileté militaire aussi bien des simples soldats que des chefs.

Mais, en même temps ces difficultés obligeaient le P.C. de s'appuyer fortement sur les petits boutiquiers et marchands qui vivaient dans ces territoires parce que c'était surtout par leur intermédiaire que le contact avec l'extérieur fut maintenu. Cela signifiait que les intérêts des employés des magasins et des artisans subordonnés à ces marchands devaient être négligés en faveur du développement de la collaboration de ces marchands. La grandiose "loi sur le Travail" dont on a fait tant de propagande n'existait que sur le papier. La poignée de demi-prolétaires qui vivaient dans ces régions espéraient en vain d'améliorer leurs conditions de vie. A leurs demandes les chefs répliquaient toujours : "Attendez, attendez. Nous ne pouvons pas risquer de faire mal au commerce", etc, etc... La même réponse fut donnée aux travailleurs agricoles parce que le P.C. ne pouvait pas risquer de perdre les paysans moyens et les paysans riches.

En fait, les Armées rouges ont seulement, où elles le pouvaient, partagé la terre, chassé les gros propriétaires et détruits les actes territoriaux, etc ... mais l'avantage principal de ce changement a profité à la couche supérieure et non pas inférieure de la paysannerie. Dès le début, les paysans riches et moyens ont pénétré dans les "soviets" et dans les organismes administratifs et ont résisté effectivement à la pression de la couche inférieure de la paysannerie. Les chefs stalinistes étaient eux-mêmes largement imprégnés de la psychologie des paysans riches (Mao Tsé-Tung, le chef politique en Kiangsi, est lui-même fils de paysans riches ou même d'un gros propriétaire. "C'est un vrai koulak", me disait un représentant de l'I.C. à Shangaï. "Nous aurons encore des troubles avec lui"). Bien que sous la pression des attaques du Kuomintang, les stalinien aient essayé d'approfondir l'appui que leur donnaient les couches inférieures de la paysannerie par des révisions du partage des terres et par des redistributions successives en faveur des paysans pauvres, leurs efforts n'ont réussi que partiellement. Pendant l'an-

née de 1933, c'est-à-dire sous la couverture des "paysans moyens" qu'il fallait cultiver d'après l'ordre officiel, la domination des riches paysans était encore fortifiée. Le résultat en est que la période d'expériences avec la "République soviétique" dans son entier portait l'empreinte de la dépendance de la direction du P.C. vis-vis de la couche supérieure de la paysannerie et des marchands, malgré ses efforts de forger des contacts plus étroits avec les paysans pauvres et avec les travailleurs agricoles. En fin de compte, ceci leur était imposé en partie par le blocus et par la guerre civile, mais surtout par le manque de liaison organique avec la classe ouvrière dans les villes.

V. LA CHUTE DE LA "REPUBLIQUE SOVIETIQUE CHINOISE"

Rien pouvait révéler d'une manière plus criarde l'impuissance et l'isolement du parti stalinien que sa carence complète de tirer avantage de la situation créée par l'invasion japonaise en Septembre 1931. Cette invasion provoqua dans le pays pendant l'hiver 1931 et au début de 1932 une large vague d'angoisse et de haine, non seulement contre les japonais mais contre les militaires du Kuomintang qui avaient capitulé devant les envahisseurs. Les sentiments populaires trouvaient leur expression dans un formidable soulèvement des étudiants en Novembre-Décembre 1931 et aboutit réellement à faire céder Tchang Kaï-Chek qui se retira pour quelques semaines de la scène politique. Le boycott était remarquablement effectif et les importations japonaises tombèrent à zéro. Partout des organisations populaires naquirent sous le contrôle d'intellectuels bourgeois et petits-bourgeois. L'état d'esprit monta à un degré de fièvre pendant la guerre de Shangaï bien que pendant ce temps la fleur des ouvriers avait déjà été massacrée et que le rôle des ouvriers dans la résistance de Shangaï était extrêmement réduit. Les staliniens ont complètement échoué d'entrer dans le mouvement. En Mai 1933, le Kuomintang signa le premier de toute une série d'accords avec les japonais (la "trêve" de Tangkou) sans susciter un sentiment particulier de protestation qui ait trouvé une expression organisée. Depuis lors ses trahisons se sont doublées et triplées en largeur et en profondeur sans qu'il y eut aucun empêchement. En Avril 1934, les Armées rouges lancèrent une "déclaration de guerre au Japon" et proposèrent l'unification avec les détachements militaires qui désiraient lutter contre les japonais, mais elles ne reçurent pas de réponse. Une section des armées rouges fut rebaptisée "l'armée de salut national anti-japonaise", mais elle restait bloquée dans le Kiangsi avec les autres. La propagande stalinienne dans les villes, confinée à "appuyer les armées rouges pour les soviets", ne suscita aucune réponse de la part des ouvriers. Loin de chercher à construire un mouvement ouvrier, le parti stalinien envoyait de tels ouvriers, lorsqu'il pouvait établir un contact, loin dans le Kiangsi pour "rejoindre les armées rouges": Cela est la base de leur proclamation que les Armées rouges sont une "armée rouge ouvrière et paysanne" - auquel s'ajoute, évidemment, le fait que la direction du parti elle-même s'identifie toujours avec le prolétariat.

Ce ne fut qu'une question de temps pour que les forces supérieures de Tchang Kaï-Chek et du Kuomintang écrasent les armées rouges. Avec l'aide des armes impérialistes : avions, munitions (allemands, italiens, américains, français, japonais, anglais), instructeurs de l'air, pilotes étrangers (allemands, américains, italiens) pas un changement de la stratégie militaire qu'il n'est pas besoin de décrire ici, en serrant le blocus, Tchang Kaï-Chek a finalement réussi, en Novembre 1934 à forcer le corps principal des armées rouges de s'enfuir du Kiangsi. Juichin fut occupé le 10 Novembre. Les armées rouges ne laissant derrière eux que de petites bandes clairsemées dans les montagnes, marchaient vers l'ouest à travers le Hounan, un corps de pas plus de 25 000 hommes. En Kiangsi même les territoires soviétisés furent réoccupés entièrement par le Kuomintang. Les districts du Foukien de l'Ouest, dans le Nord-Est du Kiangsi, furent également liquidés. La "République Soviétique" chinoise en tant que telle fut détruite. A partir de là nous avons affaire à une armée mobile en fuite désespérée vers l'Ouest, sans base permanente, sans contact avec la population dans les pays à travers lesquels elle passe, traquée sans merci.

VI. LE SORT ULTERIEUR DES ARMEES ROUGES JUSQU'EN JUIN 1935

Après une série de marches forcées héroïques, les armées rouges entraient dans la province de Kweichow. A ce moment là (à peu près Janvier 1935), il parut qu'il y

avait une bonne occasion pour les Armées rouges d'arriver en Szechwan et de rejoindre là une force rouge plus petite résidant dans le Nord-Est de la province. Cette perspective d'un Szechwan Rouge fut éliminée par Tchang Kai-Chek qui mobilisa non moins de dix divisions (100 000 hommes) à travers la route des armées rouges et les empêcha effectivement de parvenir à la jonction avec quelque autre force rouge quelle qu'elle soit. Il s'ensuivit un mois environ de marches et de reculs formidables à travers la province de Kweichow, les Armées rouges évitant la poursuite et la bataille de front. Pendant toute cette période, les stalinistes à l'étranger proclamaient les "victoires". En Chine, le Kuomintang également proclama des "victoires" avec des totaux arrondis des pertes rouges. En fait, il n'y eut pas de bataille!

Les Armées rouges du Szechwan du Nord, leur chemin vers le sud bloqué, marchaient vers le nord et l'ouest en Shensi, redescendit dans le Szechwan à Chengtu, la capitale puis retourna en faisant un cercle qui l'amena dans le nord à la hauteur de Kansou. Cependant, les forces principales rouges du sud réussirent à rompre le cordon et à entrer en Younnan et une fois, en Mai de cette année, traversèrent les régions supérieures du Yangtse pour entrer dans le Szechwan de l'ouest. Les Armées rouges du Nord faisaient un grand tour et allaient vers le sud pour joindre les forces dans le sud. A la fin de Juin, il apparut que cette jonction aurait lieu à un point au sud-ouest de Tachienlou.

La région où ces armées se trouvent actuellement sont en réalité en dehors des frontières de la Chine proprement dite. Elle est habitée d'une façon clairsemée par des tribus qui, depuis des siècles, se trouvent épisodiquement en guerre avec les chinois. Le pays est extrêmement montagneux et se trouve à une grande altitude. En d'autres termes, les armées rouges en tant que facteur réel militaire-politique sont hors de Chine. Leur condition actuelle, moral ébranlé, peu de provisions de tout genre, épuisement après des tourments terribles, exclut toute possibilité d'une rentrée dans le pays (en Szechwan, par exemple) dans un avenir prochain. A notre avis, ils tourneront vers le nord sur la longue, longue route à travers Kansou à Sinkiang où à l'aide de l'U.R.S.S. ils instaureront un cordon de protection "rouge" tout le long de la frontière soviétique contre une éventuelle menace japonaise venant de la Mongolie.

Ceci est un résumé exact de la situation comme elle était en Juin 1935. Je me rends compte que la contradiction entre ces faits et la plus récente information "de Moscou" est plus grande même que la contradiction habituelle entre la vérité et la propagande stalinienne. Néanmoins, je souligne que ces faits peuvent subir l'examen le plus sévère. Ils coïncident avec la réalité. Les staliniens paraissent avoir décidé de se surpasser en mensonges et exagérations sur la situation chinoise. Le résultat en est que plus que jamais la propagande staliniste est devenue une matière à plaisanteries en Chine, et des parties entières sont citées par la presse bourgeoise impérialiste du Daily Worker de New-York et de New Masses etc..., pour discréditer le mouvement communiste comme un mouvement qui ne peut reconnaître ou admettre la vérité. Cette nouvelle vague de propagande staliniste qui coïncide avec une période de lourdes défaites tragiques pour le mouvement révolutionnaire en Chine, n'est évidemment pas accidentelle. Il fallait qu'on puisse montrer au 7ème Congrès de l'I.C. les "succès" du Komintern! La Chine offre les meilleures possibilités pour de tels "succès", parce qu'elle est très éloignée, que la situation là-bas est très obscure, que les mensonges ont été nombreux pendant des années. Tout le monde semble être un peu influencé par cette propagande tellement malsaine que même une réduction de 98% semble laisser croire même aux observateurs les plus astucieux qu'il peut y avoir "un peu de vérité" là-dedans. Il faut dire qu'il n'y a aucune vérité là-dedans. Regardez attentivement le rapport du délégué chinois au Komintern et vous remarquerez qu'il n'essaye pas de donner la situation géographique de cette "République" avec une "population de 56 000 000" et une armée d'un "demi-million". Il ne peut pas parce qu'il est douteux que même à Moscou aujourd'hui on puisse vous dire exactement où les armées rouges se trouvent.

Le mouvement paysan est virtuellement détruit et le mouvement révolutionnaire est en reflux plus que jamais. Il n'y a pas de doute que la guerre paysanne sous forme de guérilla continuera çà et là de rebondir dans différentes parties du pays. Mais le développement ultérieur de cette guerre dépendra de l'activité des BL chinois. Pour tout but pratique le parti staliniste est éliminé. La défaite en Kiangsi était suivie par une nouvelle vague de trahisons et d'arrestations à Shanghai et ailleurs qui a virtuellement détruit ce qui subsistait de l'appareil stalinien dans les villes. L'avenir est à nous! Nous devons repartir du commencement et reconstruire le parti vraiment révolutionnaire du prolétariat chinois.

Le 9 Août 1935.

EXTRAITS DU BULLETIN NO. 7/8 - MAI 1936
DE LA LIGUE DES COMMUNISTES-INTERNATIONALISTES
(BOLCHEVIKS-LENINISTES) EDITE PAR LE SECRETARIAT INTERNATIONAL

*UNE LETTRE OUVERTE AUX
MEMBRES DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS*

Camarades,

Pendant la période de la grande Révolution chinoise de 1925-27, nous avons lutté la main dans la main avec notre vrai ennemi. Grâce à la direction opportuniste de Staline-Boukharine, nous avons aidé la bourgeoisie à conquérir le pouvoir et pour toute récompense, nos camarades ont été froidement massacrés. Par suite de cette expérience douloureuse, nous comprenons maintenant que la cause essentielle de la faillite de la révolution chinoise était l'opportunisme de la direction staliniste.

Tout ceci a été pour nous la source de maintes leçons précieuses qui nous permettent de déterminer la ligne correcte pour le présent et pour l'avenir. Parce que nous proclamons les erreurs du passé, le perfide Staline et ses partisans chinois nous ont persécutés, surtout dans les endroits où ils détiennent le pouvoir. Nos camarades ont été arrêtés et exilés, tandis que quelques-uns ont même été fusillés.

Depuis environ huit ans, les dirigeants stalinistes vous racontent que ceux de l'opposition de Gauche sont des liquidateurs, des traîtres et les valets de Tchang Kaï-Chek. Mais, camarades, sous les conditions les plus pénibles, sous la persécution continuelle du Kuomintang et de Tchang Kaï-Chek, sous une grêle d'accusations et de calomnies de la part de vos chefs, notre tendance politique a persisté. Ces faits démasquent d'une façon incontestable les calomnies des bureaucrates stalinistes. Aussi doivent-ils vous contraindre, vous qui êtes de vrais révolutionnaires, à réfléchir un peu.

Pendant les premières années après 1927, les bureaucrates stalinistes refusaient d'admettre la faillite de la révolution chinoise. Ce qui était en vérité l'écrasement ignominieux d'un grand effort révolutionnaire, ils déclaraient être une "étape supérieure" de la révolution, c'est-à-dire l'étape soviétique. Ils refusaient à admettre l'existence d'une situation contre-révolutionnaire et se trouvaient donc incapable de lancer les mots d'ordre que réclamaient les circonstances changées, c'est-à-dire les mots d'ordre démocratiques pour encourager les masses et frayer la voie à la troisième révolution chinoise.

Au lieu de faire cela, ils ont fondé tout leur espoir sur la seule paysannerie et ont lutté sous le mot d'ordre creux de "Vive les soviets"! Ils considéraient qu'il était possible de faire avancer la révolution par le moyen de conquêtes paysannes toutes seules. Le résultat a été qu'ils ont aidé Tchang Kaï-Chek à détruire les meilleurs cadres de la révolution et ont beaucoup contribué à approfondir la contre-révolution. Plus tard, ils se sont tenus complètement à l'écart des mouvements démocratiques et nationaux de la petite bourgeoisie des villes et ont perdu l'occasion d'en prendre la direction. Par conséquent, le Kuomintang est parvenu facilement à supprimer ces mouvements, la contre-révolution s'est trouvée renforcée, et les conditions des ouvriers et des paysans chinois et de leur parti sont devenues encore plus misérables et sans espoir.

Sur le plan mondial, depuis que les directions criminelles de la II^e et de la III^e Internationales ont permis à Hitler de prendre le pouvoir en Allemagne en 1933, le fascisme se renforce. La menace de guerre contre l'Union Soviétique a rejeté les bureaucrates stalinistes vers leur politique opportuniste et vers son expression la plus grossière - la trahison social-patriote. Ces messieurs, les apôtres du socialisme dans un seul pays, face aux menaces du fascisme, ont complètement perdu la

tête. Ils n'ont plus confiance dans les possibilités de la révolution mondiale et ils ont abandonné la tactique fondamentale de la lutte des classes. Aujourd'hui, ils comptent sur la diplomatie soviétique pour assurer la sécurité de la patrie des prolétaires. Suppliant des faveurs de ces pouvoirs impérialistes qui donnent leur appui au système de Versailles, ils sont entrés dans la S.D.N., tant haïe du prolétariat mondial et de tous les peuples opprimés. Ils ont conclu des accords militaires avec l'impérialisme français et donné leur approbation à la politique militariste de défense nationale de la bourgeoisie française, liant par ce fait les mains du prolétariat français. En un mot, ils ont subordonné les intérêts du prolétariat mondial et des diverses sections du Komintern aux exigences de la diplomatie soviétique.

Le prétendu "nouveau tournant" en Chine est une partie organique du nouveau tournant mondial de l'I.C. Les bureaucrates stalinistes ont perdu toute foi dans l'énergie révolutionnaire des ouvriers et des paysans chinois. Ils ont abandonné d'une façon criminelle la révolution chinoise. Aujourd'hui, avec les progrès croissants de l'impérialisme japonais, ils souhaitent ardemment de conclure une alliance fantastique avec Tchang Kaï-Chek, Feng Tou-Hsiang et Tchen-Hing-Chou dans le but d'assurer l'Union Soviétique de toute attaque. Cette politique trouve son expression concrète dans un manifeste publié par le C.C. du P.C.C., dont voici quelques citations :

"La cessation de la guerre civile nous donnera la possibilité de concentrer la totalité de nos forces nationales pour la tâche sacrée de résister à l'impérialisme japonais et d'assurer le salut du pays... SI les armées du Kuomintang veulent bien arrêter leurs expéditions contre nos régions soviétiques... Les armées rouges seront les premières à leur tendre la main pour une lutte en commun pour le salut du pays."

"En outre, le Gouvernement soviétique et le Parti communiste font appel à tous ceux des fils et des filles de notre grand pays qui ne veulent pas être des esclaves coloniaux, à tous ceux des commandants et des soldats qu'inspirent des sentiments de patriotisme, à tous les partis, groupes et organisations qui désirent prendre part à une guerre sacrée pour la libération nationale, à tous les éléments jeunes et sains dans les rangs du Kuomintang et des Chemises bleues, à tous les émigrés chinois qui désirent sauver leur patrie, à tous les frères des minorités nationales opprimées, - à se dresser pour une lutte, en dépit de toute répression et de la terreur des impérialistes japonais!"

"Comme but final, le Gouvernement soviétique et le Parti Communiste sont prêts à accepter la participation dans un Gouvernement unifié pan-chinois de Défense nationale, en compagnie des autres partis et groupements politiques en Chine, avec tous les chefs politiques et les personnalités publiques, avec toutes les organisations de masse, avec toutes les autorités locales militaires et politiques qui désirent lutter contre la poussée de l'impérialisme japonais et pour le salut du pays."

"Le Gouvernement de Défense nationale qui sortira de ces négociations doit être considéré comme un organisme provisoire. Il doit prendre des mesures immédiates pour assurer la convocation d'une conférence ou assemblée des vrais représentants du peuple chinois, élus sur la base de la liberté démocratique. Ces représentants doivent décider des moyens par lesquels la lutte pour le salut du pays doit être développée. Le P.C.C. et le Gouvernement Soviétique soutiendront de toutes les manières possibles la convocation de cette assemblée et les décisions des représentants parce qu'ils ont un respect ardent et sincère pour les opinions et la volonté du peuple..."

"Le programme minimum doit contenir les points suivants :
Améliorations des conditions de vie des ouvriers et des paysans ... Confiscation des biens des traîtres... et des impérialistes japonais en Chine... Libération de tous les emprisonnés politiques... Garantir la liberté du peuple... Etablir des relations amicales avec les nations et les gouvernements qui gardent une attitude de neutralité bienveillante envers la lutte entre la Chine et l'impérialisme japonais etc..."

Le plus éhonté de tous les stalinistes chinois, Quan Min, a déclaré dans le numéro de Novembre 1935 du "Bolchévik", organe théorique du P.C.U.S., que le P.C.C. rendra possible pour Tchang Kai-Chek de "racheter ses crimes contre le peuple et le pays" et que le parti est "prêt à lutter avec lui et ses troupes dans un front commun contre l'impérialisme japonais", si seulement il veut vraiment arrêter sa guerre contre l'Armée Rouge et tourner ses armes contre les impérialistes japonais.

Camarades, nous laissons à votre propre jugement de décider s'il y a la moindre trace de marxisme dans ces déclarations-là. Seul un opportuniste aux abois et un patriotisme éhonté les inspirent. Elles constituent une trahison fondamentale de la position communiste et des intérêts des ouvriers et des paysans chinois. Notre responsabilité en tant que révolutionnaires nous force à vous faire comprendre ces crimes des stalinistes.

L'idée fondamentale du manifeste du P.C.C. est la même que celle de la politique qui a saboté la Révolution chinoise de 1925/27. Les fonctionnaires stalinistes considèrent toujours que, sous les conditions d'agression impérialiste, la lutte de classe internationale peut être abolie. Par conséquent, ils préconisent la cessation de la guerre civile, c'est-à-dire de la lutte de classe... afin de mieux combattre l'ennemi extérieur. La fausseté criminelle de cette ligne a été démontrée d'une manière cruelle par le sort tragique de la dernière Révolution chinoise.

Dans cette révolution, les stalinistes ont donné des instructions aux ouvriers et aux paysans de ne pas "aller trop loin", par peur d'effaroucher la bourgeoisie nationale et d'affaiblir "le front unique nationale". Ils voulaient que les ouvriers et les paysans maintiennent le front unique avec la bourgeoisie pour combattre les militaristes et les impérialistes. Quels ont été les résultats?

Camarades, sans doute, vous n'avez pas oublié que Tchang Kai-Chek, lui, est "allé trop loin" et que Ouang Thing-Ouei et Tang Chen-Hsi, eux aussi "sont allés trop loin". Par la politique du "front unique", les ouvriers et les paysans ont été livrés les mains liées à la bourgeoisie. Les stalinistes défendaient ce front unique contre toute attaque ou critique avec le résultat que l'on sait. La révolution a terminé en contre-révolution, les ouvriers et les paysans ont été noyés dans le sang des leurs par la bourgeoisie nationale.

Mais les stalinistes refusent à tirer des leçons de cette expérience que les ouvriers et les paysans ont payé et payent encore si cher. Maintenant, ils veulent de nouveau poursuivre la même politique criminelle. De nouveau, ils essaient d'empoisonner l'esprit des ouvriers et des paysans... cette fois d'une façon encore plus honteuse et misérable.

L'expérience nous démontre que, sous la condition de l'oppression la plus sévère par l'ennemi extérieur, non seulement on ne peut pas abolir la lutte de classe, mais, au contraire, on doit l'intensifier. Par exemple, les ouvriers et la petite bourgeoisie de France, au moment où les Prussiens étaient aux portes de Paris, ont établi la première dictature du prolétariat dans l'histoire. Ceci, tout le monde le reconnaît. La Commune de Paris a mérité les louanges de Marx, de Lénine, de tous les révolutionnaires avancés. Mais, selon la théorie staliniste, les partisans de la Commune de Paris devraient être considérés comme des traîtres à la Grande République Française, comme les laquais de Bismark.

La théorie des stalinistes ne sert qu'à une chose : forcer les ouvriers et les paysans à aider leurs exploités à surmonter leurs difficultés. Comme récompense, la bourgeoisie massacre les ouvriers et les paysans. En Chine, cette théorie est encore plus réactionnaire et traîtresse. Le gouvernement bourgeois du Kuomintang a été établi sous la protection des impérialistes, aux dépens des ouvriers et des paysans. C'est l'agent direct de l'agression et de l'exploitation impérialistes des masses chinoises.

Tandis que la bourgeoisie et le Kuomintang essaient toujours de conclure des compromis avantageux avec les impérialistes, ils cèdent toujours sans conditions toutes les fois que les impérialistes leur font sentir leur pression; Dans les attaques de l'impérialisme sur les masses chinoises, le Kuomintang et la bourgeoisie agissent

toujours en avant-garde des impérialistes et accomplissent impitoyablement leur tâche de supprimer les protestations justifiées des masses. Donc, si les masses veulent lutter contre l'impérialisme, elles doivent d'abord diriger leur attaque contre l'ennemi qui est chez elles et renverser le Kuomintang et la bourgeoisie.

Cette simple vérité, comprise par les ouvriers les plus arriérés, reste toujours fermée à l'esprit des bureaucrates stalinistes. Même aujourd'hui, ils s'attendent à ce que Tchang Kaï-Chek va les rejoindre dans la lutte contre l'impérialisme japonais. Ils lui donnent l'occasion de "racheter ses crimes", d'organiser un "Etat-major pour la Défense nationale", de prendre la direction des Armées Rouges. En même temps, ils font appel au Kuomintang, aux Chemises Bleues, aux politiciens, enfin à tout le monde, pourvu qu'ils soient doués de "sentiments de patriotisme" à négocier avec eux et à organiser ensemble le "Gouvernement de Défense nationale", comme ils disent.

Camarades, comme tout ceci est foncièrement absurde et criminel! On a même peine à se persuader que les stalinistes sont vraiment tombés jusque-là. Dans la ligne "nouvelle" des stalinistes, on ne peut voir autre chose que le rêve fantastique de quelques bureaucrates confus et terrifiés. La dictature militaire de Tchang Kaï-Chek ne s'adoucirait pas d'un brin à cause des ouvertures stalinistes. Cet affaiblissement ne s'obtiendra que par un seul moyen - la pression des masses qui luttent.

Il est vrai que divers chefs militaires, bureaucrates, politiciens, et "personnalités" maintenant destitués accueilleront avec joie les négociations des stalinistes. Mais quelle sorte de gouvernement pouvait-on former de cette façon-ci? De quelle utilité un tel gouvernement pouvait-il être à la révolution? N'avons-nous pas eu assez d'expérience de tels gouvernements dans la dernière révolution? Faut-il apprendre encore une fois que de telles alliances avec les généraux ne peuvent pas se terminer à notre avantage? Supposons pour le moment que Tchang Kaï-Chek accepte les propositions stalinistes. Quel en serait le résultat? Les Armées Rouges seront désarmées par les décrets de l'Etat-Major unifié, et les vrais révolutionnaires, les ouvriers et les paysans communistes seront massacrés par Tchang Kaï-Chek.

Camarades, le soi-disant "nouveau tournant" des stalinistes n'est que le délire de bureaucrates terrifiés. Les vrais communistes, les vrais révolutionnaires doivent se soulever et dénoncer sans pitié ce salmigondis monstrueux. Ils doivent proclamer hautement que ces bureaucrates sont les traîtres du Communisme et des ouvriers et des paysans chinois.

Le fait que cette dernière trahison est proposée en guise de "Front Unique" contre l'impérialisme japonais ne diminue aucunement le crime des stalinistes. Nous connaissons bien la politique du front unique élaborée par Lénine au premier congrès de l'I.C. Celui-là, c'était un front unique des différents partis et groupements ouvriers et non pas une coalition permanente entre les ouvriers d'une part et la bourgeoisie, les militaristes et les bureaucrates de l'autre. La possibilité n'est pas exclue que, pour des tâches précises et partielles, les ouvriers peuvent conclure des accords de front unique avec la petite bourgeoisie ou même à l'occasion avec la bourgeoisie elle-même. Mais il faut absolument que les ouvriers gardent une indépendance complète d'organisation, qu'ils ne mêlent pas leur drapeau à ceux des autres organisations, qu'ils conservent pour eux le droit absolu de propager leur point de vue sur toutes les questions et la liberté complète de critiquer leurs alliés provisoires. Il ne doit y avoir aucun compromis que ce soit sur la question du programme et aucune pensée d'amalgamer les organisations.

Mais, quelles sont les méthodes des bureaucrates stalinistes? Afin de conclure un front unique avec Tchang Kaï-Chek, ils laissent tomber de leur programme toute demande anti-Kuomintang. Ils abandonnent la lutte de classe et leur orientation vers les masses. Ils substituent la collaboration des classes et les accords entre chefs à la politique de la lutte de classe. Ils vont même jusqu'à offrir à Tchang Kaï-Chek la direction militaire et politique du "gouvernement unifié de Défense nationale" qu'ils proposent. Quant à eux-mêmes, ils ne demandent qu'à servir sous la direction de Tchang Kaï-Chek pour l'aider à "racheter ses crimes".

Camarades, les bureaucrates stalinistes ont peur que vous, les révolutionnaires, ne refusiez de servir encore une fois sous Tchang Kaï-Chek et de répéter la tragédie de 1927. Voilà pourquoi ils vous disent que la révolution doit avoir une perspective à long terme, que d'abord nous devons unir nos forces pour renverser l'ennemi le plus dangereux, l'impérialisme japonais. Après cela, ils donneront leur attention au renversement du moindre ennemi (sur ce 2ème point, voyez un article de Ouan Min : 3 traits caractéristiques de la situation actuelle).

Ceci, camarades, est une pure conception propagée par les laquais de Tchang Kaï-Chek. Nous avons appris par les expériences les plus amères que l'ennemi le plus immédiat et le plus néfaste est le Gouvernement du Kuomintang avec Tchang Kaï-Chek à sa tête. Jamais il ne nous permettra d'offenser ses maîtres, les impérialistes japonais. Dans des circonstances données, il peut avoir besoin de notre aide, mais seulement afin de pouvoir mieux marchander avec ses maîtres! Il sera le premier à nous supprimer par tous les moyens dont il dispose.

Le trait le plus misérable de cette "nouvelle" politique staliniste est sa capitulation devant l'impérialisme et l'adoption d'une attitude irréaliste envers lui. Les bureaucrates stalinistes nous disent que les contradictions entre les pouvoirs impérialistes sont le réservoir indirect de la révolution chinoise (voyez le deuxième point dans l'article de Ouan Min). Donc, ils veulent maintenir des relations amicales avec les pouvoirs qui gardent une attitude de "neutralité bienveillante" envers la lutte de la Chine contre l'impérialisme japonais.

Que doit-on penser d'une attitude aussi superficielle? Nous nous rendons parfaitement compte des contradictions entre les pouvoirs impérialistes. Nous savons aussi que tout pouvoir impérialiste poursuit ses propres intérêts exclusivement. Toute "sympathie" qu'ils montrent envers les nations opprimées est de l'hypocrisie pure. A cause des antagonismes entre eux-mêmes, ils font chacun leur projet de partager les pays arriérés, paisiblement si c'est possible, mais sinon par la provocation d'une guerre. De tout ceci, les peuples opprimés ne tirent aucun bénéfice. L'exemple tout récent de l'Ethiopie prouve ceci d'une façon incontestable. Mais les traîtres stalinistes nous demandent toujours de croire qu'il y a de "bons" et de "mauvais" impérialistes, et que quelques-uns des brigands impérialistes sont les amis de la nation chinoise.

Camarades, y-a-t-il rien de plus clair que le fait que ces gens ont complètement abandonné les doctrines de Lénine? Il est vrai que ces bureaucrates s'arrogent toujours le titre de disciples de Lénine et invoquent son nom pour cacher leur trahison. Si Lénine était vivant aujourd'hui, il attaquerait ces disciples malhonnêtes de la même façon impitoyable dont il a dénoncé les traîtres de la II^e Internationale.

Nous, les Bolchéviks-léninistes, déclarons qu'il n'y a qu'un seul pays, une seule puissance qui puisse soutenir la lutte des peuples opprimés pour leur émancipation : l'Union Soviétique. Et, d'autre part, la seule force certaine qui puisse défendre l'Union Soviétique est le prolétariat mondial et les peuples des nations opprimées. Le destin de l'URSS est lié à celui du prolétariat mondial et des nations opprimées. Seulement, en s'unissant pour des efforts communs peuvent-ils remporter la victoire dans la lutte contre l'impérialisme mondial.

Messieurs les bureaucrates staliniens qui croient à la possibilité de construire le socialisme dans un seul pays, en U.R.S.S., ont une peur mortelle de la révolution mondiale et du mouvement émancipateur en Chine et dans les autres pays opprimés, car cela dérangerait le "statu quo" qu'ils considèrent essentiel à leur programme de réformisme national.

Ils disent aux ouvriers dans les pays capitalistes et aux millions des peuples opprimés : "Nous construisons le socialisme et nous ne pouvons donc pas vous venir en aide. Ne cherchez pas notre appui. Si nous vous aidons, les impérialistes sont bons et pacifiques. C'est à eux qu'il faut vous adresser si vous voulez être aidés".

De cette manière, les stalinistes ne font que retarder la révolution mondiale et le mouvement émancipateur aux colonies et diriger la contradiction du socialisme en URSS vers le gouffre.

Finalement, camarades, nous voulons attirer votre attention à ce point dans le manifeste du P.C.C. où les stalinistes disent que le "Gouvernement Populaire Unifié de Défense nationale" doit convoquer tout de suite une conférence ou assemblée sur la base de la liberté démocratique et que cette assemblée qui représenterait vraiment le peuple chinois doit décider les moyens qu'il faut prendre pour le salut national.

Que veut dire ceci, camarades? D'aucuns peuvent dire que les stalinistes ont volé aux B.L. leur mot d'ordre d'Assemblée Nationale, mais en réalité leur mot d'ordre n'a rien de commun avec le nôtre.

Après la faillite de la dernière révolution, c'est-à-dire pendant la période où les stalinistes proclamaient que la révolution était entrée dans une étape supérieure, l'étape "soviétique", nous répétions continuellement que la contre-révolution était le maître et que, de plus, pas un des problèmes qui avaient provoqué la révolution n'avait été résolu. Il fallait donc passer à la forme de lutte démocratique de façon que les masses ne se trouvent pas désorientées face à la contre-révolution. Nous avons proposé le programme et les mots d'ordre démocratiques révolutionnaires indépendants afin de rassembler les masses et les ramener à l'activité politique et de préparer ainsi la voie à la troisième révolution.

La demande d'une Assemblée Nationale plénipotentiaire, élue sur la base du suffrage universel, était notre mot d'ordre politique principal. Nous lui donnions des formes concrètes dans les mots d'ordre de l'indépendance et de l'unification nationale, de la terre aux paysans, de la journée de 8 heures, etc... Nous faisons aussi remarquer que notre ligne stratégique générale était la conquête du pouvoir par le prolétariat. C'est ceci qui donne à ce mot d'ordre de l'Assemblée Nationale sa vraie signification comme partie intégrale de notre stratégie révolutionnaire entière. Mais notre proposition diffère d'une façon fondamentale de la soi-disant "Assemblée de vrais représentants du peuple" que préconise la "nouvelle" ligne staliniste. Car les stalinistes ont abandonné la lutte de classe indépendante, l'action indépendante des masses. Leur politique est celle de la collaboration des classes et des marchandages entre bureaucrates au sommet. Le seul résultat d'une telle ligne serait d'ériger un appareil pour servir de camouflage démocratique au "gouvernement populaire unifié pour la Défense nationale", c'est-à-dire pour le gouvernement de la dictature militaire, à la tête de laquelle se trouve Tchang Kai-Chek.

Quand on leur demande quel rôle pourra jouer ce "gouvernement d'unité populaire" dans la tactique révolutionnaire générale, comment il peut ouvrir le chemin à la victoire de la révolution, les stalinistes n'ont qu'une seule réponse: "Nous voulons sauver la patrie". Quel spectacle de nullité et de dégénérescence!

Dans la situation actuelle en Chine, nous ne pouvons compter que sur le prolétariat. Nous devons propager avec résolution les mots d'ordre de la lutte démocratique afin d'unir toutes les sections de la population travailleuse. Au delà des frontières nationales, nous ne pouvons trouver un appui que tout d'abord parmi les travailleurs de l'URSS et du Japon. Notre tâche est d'attaquer sans pitié la bourgeoisie et le Kuomintang dans le but de prendre le pouvoir. Par cette voie seule pouvons-nous résister victorieusement aux impérialistes japonais, unifier le pays, obtenir son indépendance, dérouter tous les envahisseurs impérialistes et ouvrir le chemin à la reconstruction socialiste de la société.

La ligne staliniste nous mène dans la direction opposée. Les bureaucrates terrifiés ont perdu leur confiance dans les forces des ouvriers et des paysans chinois. Ils cherchent à se fier au Kuomintang, à Tchang Kai-Chek, aux pouvoirs impérialistes "amicaux", afin d'atteindre leur but, le salut du pays et la défense de l'URSS. Mais le résultat d'une telle politique ne peut être autre que de reconduire les ouvriers et les paysans chinois sur le même chemin qu'ils ont suivi en 1925/27, le chemin du désastre.

La politique actuelle des stalinistes démasque complètement leur rupture avec et leur trahison des doctrines de Marx et de Lénine. Elle nous apporte une nouvelle preuve (comme si on en avait besoin) que la III^e Internationale sous la direction staliniste est morte.

Tous les vrais communistes, tous les militants révolutionnaires, tous les ouvriers avancés doivent se soulever pour faire la guerre aux bureaucrates stalinistes, pour proclamer leur trahison et pour s'unir sous le drapeau de la IV^e Internationale afin de lutter pour l'émancipation de la nation chinoise et pour la révolution mondiale -

Avec les salutations de militants prolétariens
(de "Le Combat" No. I, Janvier 1936).

La Ligue Communiste de Chine (B.L.)

*SALUT AU VAILLANT ORGANE ILLEGAL DE LA LIGUE
COMMUNISTE DE CHINE (BOLCHEVIQUE-
LENINISTE) - LE COMBAT*

"Le Combat", imprimé illégalement, d'un aspect impeccable, est déjà paru en plusieurs numéros. Il est complété par un organe théorique, "L'Etincelle". En outre, nous avons reçu de la part de nos camarades chinois de nombreuses brochures imprimées illégalement. Voici le contenu du premier numéro de "Le Combat", paru le 15 Janvier 1936 et dont nous vous avons reproduit plus haut le document leader :

1. Lettre ouverte aux Communistes chinois (sur le tournant du 7^e Congrès).
2. Le mouvement des étudiants chinois et sa perspective.
3. La guerre italo-éthiopienne.
4. L. Trotsky : Lettre ouverte aux ouvriers français.
5. "Sauvetage du pays" : les bavardages de la bourgeoisie.
6. La lutte de nos camarades italiens contre le fascisme.
7. Revue des livres.
8. a) Une année de Parti Ouvrier des Etats-Unis (de New Militant).
b) Le 5^eme anniversaire de Spartacus, organe de la jeunesse Spartacus des Etats-Unis.
9. La grève des pousse-pousse à Shangaï.
10. Questions et réponses.

UN BOLCHEVIK-LENINISTE CHINOIS VICTIME
DE LA TERREUR STALINISTE.

Quand arrivera le jour de dresser la liste d'honneur de ces Bolchéviks-Léninistes qui sont tombés victimes de la terreur thermidorienne du stalinisme, le nom de Lou You-Tsaï, jusqu'ici inconnu hors de son pays natal, figurera parmi les premiers. De tels martyrs en Chine ne sont pas rares, mais le cas du camarade Lou en est un exemple éclatant.

L'histoire du dévouement inébranlable du camarade Lou à la cause de la révolution vient d'être racontée en bref par un autre camarade chinois, son ami intime lui-même récemment sorti des bagnes du Kuomintang, où pendant quatre ans il a payé son activité révolutionnaire.

Le camarade Lou était jeune officier dans l'armée de Feng You-Hsiang au moment où pendant la montée révolutionnaire de 1925/27, ce dernier était en train de flirter avec la clique Staline-Boukharine. Lou était un camarade très doué et qui faisait preuve de qualités de direction extraordinaires, Feng décida de l'envoyer à Moscou acquérir une éducation militaire et politique.

Ce fut en 1927, quand Staline était en train de couronner son oeuvre de trahison de la révolution chinoise que le camarade Lou arriva à Moscou et devint membre du parti Communiste. La lutte entre l'Opposition de gauche et la fraction staliniste sur les questions fondamentales de la révolution chinoise arrivait à son point culminant. S'étant familiarisé avec le point de vue de l'Opposition de gauche, le camarade Lou n'avait aucune difficulté à décider de son orientation. D'une intelligence pénétrante et d'un dévouement passionné à la cause des millions de ses compatriotes opprimés, il sut distinguer nettement entre l'opportunisme grossier de la fraction staliniste et la politique révolutionnaire juste préconisée par Trotsky de l'Opposition de gauche et persécutés pour avoir défendu leur point de vue.

Pendant qu'il poursuivait ses études à Moscou, Lou participait secrètement mais énergiquement au travail de l'Opposition de gauche. Si ses opinions avaient été connues de la fraction régnante dans le parti, sans doute aurait-il partagé le sort des quelques deux cents membres chinois de l'Opposition de gauche qui furent emprisonnés ou exilés dans l'Union Soviétique après que la réaction du Kuomintang, avec l'appui enthousiaste de Staline, eut mis en morceaux le mouvement révolutionnaire chinois et qui aujourd'hui se trouvent toujours enfermés dans les prisons ou dans la déportation stalinienne.

Mais un sort encore plus terrible devait être réservé pour ce jeune révolutionnaire chinois alors âgé de 28 ans. Il revint en Chine en septembre 1928 quand la contre-révolution sévissait partout et le C.C. du P.C.C. l'envoya dans la province de Hounan rejoindre l'armée paysanne du général rouge Peng Teh-jouei. Lou fut mis à la tête d'une division dans l'armée de Peng et commanda dans maintes batailles héroïques contre les armées contre-révolutionnaires du Kuomintang.

La prise de Tchangcha, capitale de la province de Hounan, par l'armée rouge de Peng Teh-Housi, le 27 Juillet 1930, est gravée dans l'histoire. Mais, jusqu'ici, seuls quelques camarades en Chine et probablement personne ailleurs ne sut que ce fut la division commandée par l'oppositionnel de gauche Lou You-Tsaï qui fut véritablement responsable de la prise de la ville.

La prise de la capitale de Hounan fut une pure aventure militaire, tout à fait en harmonie avec la tactique staliniste de la désastreuse "troisième période". A ce moment-là, Staline avait besoin de "victoires" en Chine pour confondre ses adver-

saires de l'Opposition de gauche qui affirmaient que la vague révolutionnaire s'était épuisée et qui préconisaient un changement correspondant dans la ligne du parti. Peng et les autres généraux rouges avaient reçu l'ordre de fournir ces "victoires" à tout prix.

Au seul point de vue du problème militaire, la prise de Tchangcha par l'armée rouge fut relativement facile ; puisque la majeure partie de la garnison contre-révolutionnaire s'était retirée de la ville à l'approche des troupes de Peng Teh-houei. Mais grâce au déclin général de la révolution qui avait suivi le coup d'état de Tchang Kai-Chek à Changhaï, il y a plus de trois ans, la contre-révolution put en très peu de temps, amener des renforts bien équipés. Pour l'ennemi, la stratégie militaire dictait la nécessité d'abandonner la ville pour la reprendre ensuite quand le rapport local des forces se serait amélioré.

Pour l'Armée Rouge, il n'y avait pas le moindre espoir de se maintenir longtemps dans la ville. Et en effet, elle tomba après une résistance de cinq jours. L'impérialisme vint à l'aide de la contre-révolution indigène. Des cuirassiers américains, britanniques, japonais et italiens bombardèrent Tchangcha et le 2 Août, l'Armée Rouge, incapable de rester plus longtemps sur ses positions, devait se retirer.

Cependant, l'esprit d'aventurisme irresponsable florissait toujours dans les cercles dirigeants de l'armée de Peng Teh-Houei et la décision fut prise d'essayer de reprendre Tchangcha malgré que des hordes de troupes du Kuomintang bien équipées eussent occupé la ville immédiatement après la retraite de l'Armée Rouge. Ce fait, considéré dans le cadre général du déclin de la révolution, montrait que la tentative de reprendre Tchangcha n'était qu'un acte de folie criminelle dont le seul résultat put être l'anéantissement de l'armée révolutionnaire.

S'étant trempé dans les doctrines marxistes de Trotsky et de l'Opposition de Gauche, le camarade Lou You-Tsaï comprit parfaitement tout ceci. Il refusa carrément de ramener sa division dans un anéantissement certain aux portes de Tchangcha. Toute tentative de reprendre la ville, déclara-t-il, ne serait qu'une aventure vide de sens entraînant le massacre de nos forces et approfondissant la démoralisation de l'avant-garde révolutionnaire.

Peng Teh-Houei, aussi bien trempé dans l'aventurisme staliniste (qui n'est que l'envers de la façade opportuniste) fit semblant de regarder l'attitude de Lou comme un acte de haute trahison à la révolution. Il le fit arrêter et puis fusiller. Les vues oppositionnelles du camarade étaient depuis longtemps connues des dirigeants du parti qui avaient fait tout leur possible pour l'en dissuader, puisqu'il était un chef militaire et politique d'une haute valeur. Mais le camarade Lou rejeta fermement leurs ouvertures, préférant rester loyal à ses principes contre la faveur des fonctionnaires stalinistes. Son refus d'exécuter le projet criminellement aventuriste de Peng Teh-Houei servit donc de prétexte commode pour le supprimer physiquement.

Toutefois, le sacrifice du camarade Lou ne fut pas vain. Forcés par ses arguments incontestables à adopter une évaluation plus réaliste de la situation, Peng et son état-major abandonnèrent leur projet de reprendre Tchangcha. Ainsi, fut évité le sacrifice inutile et vide de sens des milliers de soldats paysans révolutionnaires.

Le camarade Lou est enterré dans un endroit inconnu, quelque part dans le voisinage de la capitale de Hounan, mais son souvenir reste cher à ses camarades chinois qui le connurent et qui auront apprécié ses qualités révolutionnaires incomparables. Si son souvenir est calomnié par les stalinistes chinois, pour qui il ne fut qu'un "traître contre-révolutionnaire", dans les annales de la Révolution Chinoise, quand on viendra à les rédiger, il sera honoré comme un noble représentant de la tradition bolchévique-léniniste.

Changhaï, Le 1er Mars 1936.

LI FOU-DJEN.

INFORMATIONS INTERNATIONALES

(1962)



LES CENT FLEURS

quand

C'opposition révolutionnaire développait son programme en chine (1956 - 57)

Les désaccords secrets ou publics entre Pékin et Moscou, la polémique autour de la coexistence pacifique" et des "communes du peuple" sont, sans doute, parmi les faits politiques majeurs de cette après-guerre. L'avant-garde révolutionnaire se doit de les assimiler et, pour cela, d'en discuter.

Il faut, toutefois, dans le déroulement de la discussion, prendre garde à l'usage trop fréquent, chez les trotskystes d'aujourd'hui, de méthodes impressionnistes d'analyse. On ne peut considérer Mao comme un nouveau Tito ou comme le champion du stalinisme suivant qu'il encourage le "libéralisme" des Polonais ou combat le "révisionnisme" des Yougoslaves ...

C'est ainsi qu'on ne peut, aujourd'hui, analyser sérieusement la politique actuelle du P.C. Chinois, celle du "Grand Bond en Avant" dans l'industrie et des "Communes du Peuple", sans avoir analysé la période antérieure, celle des "Cent Fleurs", où une opposition révolutionnaire a pu, pendant quelques mois, se manifester au grand jour. C'est là l'objet de la présente étude.

X

X X

La troisième révolution chinoise a mis fin au démembrement de la Chine et à son exploitation par l'impérialisme, elle a détruit les bases de la domination des seigneurs et des usuriers sur des millions de paysans, détruit les vieilles structures paternalistes, engagé contre l'ignorance, la crasse, les mouches, plaies traditionnelles, une lutte sans merci. Elle a détruit l'état capitaliste, instauré la planification sur la base de la propriété d'état des moyens de production et de l'établissement du commerce extérieur. Elle a soustrait d'immenses richesses et un marché potentiel de plus de 600 millions d'hommes à l'impérialisme. C'est là son importance historique : la reconnaître n'implique pas l'abandon d'une analyse concrète de son développement.

X

X X

. LA REVOLUTION CHINOISE A ETE AVANT TOUT UNE REVOLUTION PAYSANNE JUSQU'EN 1950. Après la terrible défaite du P.C. Chinois dans la révolution de 1925-27, après l'écrasement de l'avant-garde ouvrière, livrée à la bourgeoisie nationale par la politique de l'Internationale stalinienne, les cadres communistes, sous la direction de Mao-Tsé-toung et de son groupe, se sont réfugiés dans les campagnes. Ils ont réussi à y animer et y encadrer des formations paysannes, trouvant leur force parmi les paysans pauvres et un certain nombre de paysans moyens. C'est le développement même de la guerre paysanne qui a contraint le P.C. Chinois à radicaliser son programme. Parti de la lutte pour l'abaissement des fermages et la diminution du taux de l'usure, il en est venu à la suppression de l'usure et au partage des terres. C'est cette révolution paysanne, cette lutte de millions de paysans pauvres pour la terre qui a donné l'ampleur que l'on sait à un mouvement limité au départ à des actions de guérilla et dont l'épopée a été si bien décrite par l'Américain Jack BELDEN (1).

. LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS, EN "CHEVAUCHANT" CETTE REVOLUTION AGRAIRE, EST ALLE CONTRE LES INSTRUCTIONS ET LA POLITIQUE DE STALINE QU'IL AVAIT, JUSQUE LA, FIDELEMENT APPLIQUEES. A la fin de la 2ème guerre mondiale, la politique de Staline en Chine était celle d'une alliance du P.C. avec Tchang Kai-Chek. C'est contre les partisans communistes de Chu Teh que l'armée russe a occupé la Mandchourie, ensuite livrée à Tchang Kai-Chek, assurant le transfert "dans l'ordre" de l'autorité, après avoir démantelé les usines de ce bastion industriel de la Chine. C'est l'U.R.S.S. qui, la dernière, a maintenu son ambassadeur auprès de Tchang après la prise de Pékin. On sait aujourd'hui par Dedijer que Staline, en 1948, avait conseillé aux communistes chinois de chercher un compromis avec Tchang, de former avec lui une coalition, de dissoudre leur armée. On sait aussi qu'une conférence du P.C., au mois de Juillet de la même année, rejeta cette politique et décida de mener le combat jusqu'à la chute du régime de Tchang.

. LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS, MALGRE SON "INDEPENDANCE" VIS-A-VIS DE MOSCOU EN CETTE CIRCONSTANCE, CONTINUA CEPENDANT A AFFIRMER SA "FIDELITE STALINIENNE" PLAÇANT EN QUELQUE SORTE STALINE DEVANT LE FAIT ACCOMPLI DE SA VICTOIRE. La bureaucratie stalinienne était résolument hostile à tout développement d'une lutte de masse risquant d'échapper à son contrôle, ne désirait pas avoir à "soutenir" un allié aux besoins immenses en capitaux et en produits industriels, désirait enfin éviter un choc inévitable avec

(1) Jack BELDEN : La Chine ébranle le monde.

l'impérialisme U.S. dans ce secteur décisif du monde. Elle pouvait cependant tirer profit de la victoire de Mao - à partir du moment où elle n'avait pu l'empêcher - pour faire pression sur l'impérialisme U.S. et en obtenir un compromis plus favorable sur le plan international. Le programme de la révolution chinoise sous la direction de Mao était basé sur la conception stalinienne de la "révolution par étapes" : l'étape ouverte par la victoire militaire devait être celle du développement bourgeois et capitaliste prenant la place du féodalisme et du "capitalisme bureaucratique" liquidés, et avait comme expression politique la formation d'un état dit "populaire", géré par une coalition de partis dominée par le P.C.

. LA VICTOIRE DE MAO SUR TCHANG A ETE CELLE D'UNE ARMEE PAYSANNE ENCADREE PAR LES COMMUNISTES SUR UN REGIME DECOMPOSE ET TOURRI JUSQU'A LA MOELLE (1). L'armée communiste chinoise a manifesté la plus grande prudence à l'approche des villes abandonnées par l'armée du Kuo-Mintang. Les dirigeants du P.C.C. ont cherché soigneusement à empêcher, et ont, quand ils se sont produits, réprimés, les mouvements ouvriers qui risquaient, même lorsqu'ils avaient pour but d'aider l'armée communiste, de créer un mouvement des masses ouvrières et par conséquent de mettre en cause leur autorité à eux. Leur acharnement dans les grandes villes contre les militants ouvriers révolutionnaires qui avaient échappé à la police de Tchang, le fait qu'ils ont systématiquement brisé tous les mouvements autonomes et dissous les comités formés avant leur arrivée souligne la peur de ces dirigeants face à une Révolution ouvrière qu'ils n'étaient pas prêts à encadrer.

X
X X

Cependant, les masses chinoises, dans la période de la lutte militaire contre Tchang, n'ont jamais sérieusement contesté la direction du P.C. La répression menée par les Japonais, puis les nationalistes, dans les villes, avait brisé les cadres du mouvement ouvrier, empêché leur reconstitution. Le programme maoïste de la "nouvelle démocratie" prévoyait, certes, "des dizaines d'années de développement capitaliste" : l'important, aux yeux de l'ouvrier chinois, était d'abord que le P.C. chassait un régime abhorré. Paré du prestige de la révolution russe, bénéficiant de l'allant de la révolution paysanne, le P.C. a joui de la confiance de larges masses, gagné l'enthousiaste adhésion d'une avant-garde de jeunes ouvriers. C'est ainsi qu'il a pu asseoir solidement l'autorité de l'état nouveau. Car, à l'état du Kuo Mintang, profondément décomposé, volatilisé dans les

(1) Voir à ce sujet, les descriptions de Robert GUILLAIN dans les premiers chapitres de son livre "600 Millions de Chinois".

semaines de lutte armée, il a su substituer l'autorité d'un état de type bourgeois - sans bourgeoisie - dont l'armature a été initialement fournie par les cadres communistes de son armée paysanne, et qui a dirigé la transformation économique et sociale du pays.

Alors que l'état bureaucratique en U.R.S.S. - état ouvrier dégénéré - s'était édifié à partir d'un état ouvrier, de type soviétique, à partir des conseils et contre eux, et donc contre les masses, le nouvel état chinois s'est édifié avec la participation et le soutien de larges masses qui reconnaissent l'autorité et la direction, le choix des responsables par le haut, en un mot, le contrôle de l'appareil du P.C. sur les nouveaux organismes. Les circonstances propres à la Chine ont fait que, dès l'abord, s'est constitué un état bureaucratique - état ouvrier déformé - installé dans les villes par l'armée révolutionnaire, mobilisant les masses sans cesser jamais de les contrôler étroitement. Robert GUILLAIN, décrivant l'activité des comités de rues, de quartiers, de villages, de bureaux et d'ateliers, montre qu'ils sont désignés et contrôlés par l'appareil, mais souligne qu'ils sont, en même temps, "l'état au coin de la rue, le gouvernement installé aussi près que possible du simple citoyen", et que la contrainte y est d'abord le fait, non d'une police spécialisée s'exerçant directement, mais "du milieu tout puissant, du cercle serré des voisins et des amis dont la pression ne se relâche jamais".

Ainsi, c'est dès l'origine que se retrouvent dans l'état Chinois, les traits caractéristiques de l'état bureaucratique, tel qu'il s'était constitué en U.R.S.S. après Thermidor : l'état Chinois est à la fois un "état bourgeois" et un "état ouvrier". Cependant, à cette date, ses caractères ouvriers sont plus marqués qu'ils ne l'étaient dans l'état russe de 1930 : la bureaucratie n'a pas eu, pour s'imposer, à combattre les masses. Elle a, au contraire, trouvé dans les circonstances de la guerre civile et des menaces impérialistes, une force supplémentaire décisive.

Les tâches immédiates que s'était fixées le régime de Mao étaient la réalisation de la réforme agraire et la reconstruction des industries aux trois quarts détruites. Tâches écrasantes déjà et irréalisables dans le cadre de la politique de collaboration de classes avec la bourgeoisie nationale, qui était la politique initiale. La guerre de Corée et la menace de l'impérialisme Américain ont accéléré la crise et imposé aux dirigeants chinois une voie qu'ils avaient tout d'abord écartée. L'"aide" russe était chèrement payée, sur le double plan militaire et économique. Elle était d'autant plus nécessaire que la

"guerre froide" était à la Chine Communiste tout espoir de compromis avec le monde occidental, toute possibilité de chercher à profiter des contradictions interimpérialistes. La collaboration avec la "bourgeoisie nationale" s'est révélée irréalisable : la collectivisation des biens des amis de Tchang, du "capital bureaucratique", a été suivie de près par celle des secteurs-clés de l'économie, par l'établissement du monopole du commerce extérieur, en même temps que la mobilisation des masses par le parti communiste pour la défense du régime amenait à sa radicalisation contre l'ennemi intérieur et extérieur, contre la bourgeoisie nationale et contre l'impérialisme.

C'est en 1954 que le P.C. Chinois s'est jeté dans une politique d'industrialisation à tout prix, visant à permettre à la Chine de se suffire. Dans des conditions très différentes, la bureaucratie chinoise en formation, à partir du monopole politique du P.C., - parti centriste - et non stalinien au sens précis du terme - se lançait dans la voie même qu'avait suivie, 25 ans auparavant, la bureaucratie russe. Mais alors que Staline n'avait pu opérer ce tournant qu'après sa victoire sur l'avant-garde ouvrière, Mao s'y engageait avant que la scission ne se soit produite entre cette avant-garde et son parti.

Renonçant à l'extension de la révolution, écrasée par le prix d'une "aide" russe dont elle ne pouvait se passer, la bureaucratie du P.C. ne voyait d'autre solution que de se mettre, elle aussi, à "construire le socialisme dans un seul pays", en Chine cette fois, dans des conditions dix et même cent fois pires que celles de l'U.R.S.S. des années 30. L'industrialisation, ici, aussi, assurait à la bureaucratie, avec le contrôle du surplus de la production, le renforcement de son pouvoir d'état et, par conséquent, de ses privilèges. Il est symbolique que, cette année-là, grades et galons soient apparus dans l'armée, restée fidèle jusque là à la simplicité et à l'égalitarisme de l'époque de la guerre révolutionnaire. Cette nouvelle politique devait à son tour engendrer des difficultés dans le monde paysan : l'industrialisation d'un pays arriéré comme la Chine signifiait des charges accrues pour le paysan. La collectivisation, ici aussi, apparut comme le seul moyen de contraindre les paysans à une participation à l'industrialisation, par une augmentation de la productivité agricole que seule, précisément, l'industrialisation aurait pu, à la longue, rendre techniquement possible. Mais la politique adoptée en 1954 ne pouvait recevoir un commencement d'application que si l'on prélevait, pour le réinvestissement dans les industries de base, une part énorme de la production globale, agricole notamment. Les résultats, considérés par des spécialistes comme des prouesses techniques, ont été payés par l'abaissement d'un niveau de vie déjà médiocre et l'aggravation des conditions de vie des ouvriers et des paysans. En réalité, la double entreprise de l'industrialisation et de la collectivisation dans les limites de la Chine aboutissait parallèlement à un renforcement de la bureaucratie, une autonomie croissante de

l'appareil d'état, un affaiblissement de ses caractères "ouvriers", l'approfondissement de l'opposition avec les masses ouvrières et paysannes. Le prix élevé payé pour l'"aide" russe ne faisait qu'accroître les difficultés et augmenter les obstacles. L'alliance, dans ces conditions, avec la bureaucratie russe ne pouvait que pousser la direction chinoise dans la voie d'un renforcement de son autorité. Alors que, contrairement à ce qui s'était passé en U.R.S.S., la bureaucratie, en Chine, pour imposer sa conception de la "construction du socialisme", n'avait pas eu à lutter contre une avant-garde révolutionnaire, elle allait s'y trouver entraînée du fait d'une politique qui la menait à heurter de front un mouvement de masses qu'elle avait partiellement provoqué, et jusque là, tant bien que mal, chevauché.

Les dirigeants du P.C. Chinois ont, beaucoup plus vite et mieux que les dirigeants des P.C. des pays satellites, saisi la profonde signification révolutionnaire des événements qui ont abouti aux révolutions polonaise et hongroise de 1956. Leur attitude vis-à-vis de ces événements permet d'ailleurs de bien situer leur propre position par rapport au mouvement des masses. Fermes soutiens des "bureaucrates libéraux", ils ont été impitoyables avec les révolutionnaires ouvriers et, s'ils ont soutenu Gomulka contre les "ultras" du Kremlin, ils ont sans réserve approuvé la répression contre les conseils ouvriers hongrois. Après cette expérience, ils n'ont pas craint d'affirmer, en 1956 et surtout en 1957, une politique "libérale" de "reconnaissance des contradictions", dans laquelle ils semblent s'être engagés avec confiance, forts de leur emprise sur les masses chinoises et de leur ancien enracinement dans la révolution paysanne. Très significative, à cet égard, est l'anecdote rapportée par le "Quotidien du Peuple", organe officiel du P.C. Chinois, le 25 Avril 1957 ; Chou En-Lai déclare à des diplomates russes : "Les murs de Pékin sont hauts et risquent bien de séparer les chefs des masses. Ils ont pourtant le mérite de leur fournir un refuge temporaire quand les masses se soulèvent contre les bureaucrates." Et, à la stupéfaction de ses interlocuteurs, il ajoute : "Ce n'est pas un refuge sûr. Si nous n'en finissons pas avec le bureaucratisme, les enfants que voici abattront les murs de Pékin". Nous ne sommes pas de ceux qui prennent pour une boutade une déclaration aussi publique du deuxième personnage de la Chine Communiste. Rien n'explique mieux, même pas le fameux discours de Mao sur "les contradictions à l'intérieur du peuple", la prise de conscience par les dirigeants chinois, de la vague de mécontentement couvant dans le pays. La période de libre discussion, baptisée, d'après Mao, "période des Cent Fleurs", l'appel lancé par la direction à la libre critique de l'état de choses et aux conflits d'idées, la levée, pour quelques semaines, du carcan qui, depuis des années, passait sur la société chinoise, constituaient une véritable expérience de "libéralisation", la construction d'une soupape de sûreté pour canaliser autour de la "rectification" du parti le mécontentement des masses, et redorer ainsi le prestige des dirigeants.

La presse occidentale a largement reproduit les critiques formulées pendant cette période par les porte-parole des "partis démocratiques", alliés bourgeois et petits-bourgeois tolérés par l'appareil et à demi-intégrés. Elle n'a - et cela se comprend de sa part - attaché que peu d'importance aux critiques contre le régime telles qu'elles ont été formulées, au nom du marxisme révolutionnaire, par des cadres et des militants communistes. C'est à cette "opposition communiste" que nous avons pensé devoir consacrer quelques pages, essayant d'en dessiner les contours d'après les déclarations de ses porte-parole, administrateurs, ou, si l'on veut, bureaucrates, comme Hsueh-tsi, membre du P.C. depuis 1938, Yen Wen-Chieh, combattant du Yen-an dès 1938, membre du P.C. depuis 1942, les journalistes Hsia Ti, Liu Pin-Yen et Tai Huang, membres du P.C. depuis 1944, et ces cadres universitaires de premier plan qui étaient les professeurs de l'Ecole Normale de Chenyang, Tchang Fo-Tcheng et Houang Tchen-Lou, et surtout Ko Pei-Tchi et Wang Te-Tchéou, professeurs de la pépinière de cadres de l'état et du parti, instructeurs de l'"élite communiste" à l'Université du peuple de Pékin. Nous consacrerons une place plus importante, pour terminer, à celle qui fut pendant quelques mois la porte-parole de la jeunesse révolutionnaire chinoise. Lin Hsi-Ling, 21 ans, étudiante à l'Université du Peuple, ancienne volontaire - à 13 ans - dans l'Armée Rouge, et déjà auteur de plusieurs essais (1).

SUR LE PARTI ET LES MASSES.

"Les relations entre le parti et les masses", écrit Hsia-Ti, "sont exactement celles existant entre le chat et la souris". Tous les communistes que nous citons rappellent longuement la confiance dont le parti jouissait dans les masses après la "Libération". Or, tous insistent sur le gouffre qui les sépare désormais.

Wang Te-Tchéou précise : "On dit que le parti s'éloigne des masses. Il serait plus exact de dire que les masses s'éloignent du parti". Et Ko Pei-Tchi : "Le peuple traite les communistes comme les esprits des morts : il les respecte, mais il s'en éloigne". Comme Chou Er-Laï, mais avec une optique différente, ils prévoient la lutte armée. Ko Pei-Tchi : "Si vous agissez mal, il se peut que les masses populaires vous renversent et se mettent à tuer les communistes ... Si elles agissent ainsi, ce sera parce que les communistes ne servent pas le peuple". Et Wang Te-Tchéou : "Bien sûr, c'est toujours la force armée qui l'emporte et, pour réprimer des troubles, on peut installer des mitrailleuses. Mais un jour, aussi, elles peuvent être retournées et se mettre à tirer contre le camp opposé".

(1) Toutes les citations utilisées dans cette étude ont été publiées dans les journaux chinois et reproduites, soit dans la revue "Saturne", soit dans l'ouvrage de Roderick Mac Farghar, intitulé "Hundred Flowers" ("Les Cent Fleurs").

C'est en Juin 1957 qu'ont lieu à Hanyang les manifestations de rues, inspirées par les étudiants, que la presse appellera "le petit incident hongrois". La période des "Cent Fleurs" se termine, la répression commence.

La presse occidentale ne s'intéressera guère au sort des dirigeants des "partis démocratiques", ces fidèles compagnons de route qui ont voulu être plus que de simples potiches. Accusés de refléter le point de vue de l'ennemi de classe, ils font leur autocritique au cours de retentissantes séances publiques, et perdent toutes leurs responsabilités. Quelques mois plus tard, ils seront presque tous réintégrés à des postes subalternes. Mais le silence se fait sur le sort des opposants communistes, condamnés, eux aussi, comme "droitiers", mais moins portés à l'autocritique. Le silence sur leur sort fait redouter le pire.

Ainsi, se termine la première étape de la révolution chinoise. La "libéralisation" a permis la naissance d'un courant révolutionnaire qui menace directement l'hégémonie de l'appareil du parti : aussi le libéralisme apparaît-il comme un luxe que ne peuvent plus se permettre les bureaucrates chinois. Les Cent Fleurs se fanent. L'ère du "Grand Bond en Avant" et des "Communes du Peuple" commence, l'ère des incommensurables souffrances imposées aux ouvriers et paysans chinois par les exigences de la bureaucratie du Kremlin et par l'instinct de conservation de la bureaucratie chinoise, qui trouve, dans l'industrialisation, la collectivisation, et la militarisation forcées les conditions de sa survie et son renforcement.

Il reste qu'une avant-garde révolutionnaire chinoise, recrutée essentiellement dans la jeunesse, a pu, en 1957, comme, avant elle, la jeunesse révolutionnaire hongroise et polonaise, formuler un programme de révolution politique, commencer une lutte consciente contre la bureaucratie, l'inégalité sociale, l'oppression politique. En réclamant la fin du monopole politique du P.C., la liberté de réunion et de presse, la démocratisation de la planification, les révolutionnaires chinois ont retrouvé les termes employés par Trotsky dans la formulation du programme de la révolution politique contre la bureaucratie en U.R.S.S., dans le "Programme de Transition". Mieux encore, l'analyse de la bureaucratie, telle que l'a faite Lin Hsi-ling, rejoint celle faite, plus de vingt ans auparavant par Trotsky, et empiriquement retrouvée par les militants ouvriers hongrois des conseils et les jeunes communistes polonais de "Po Frostu". Eclatante confirmation, par l'expérience directe, de la justesse de la théorie, bien sûr. Mais aussi et surtout, démonstration de la nécessité absolue de la fusion de l'avant-garde dans les pays dominés par la bureaucratie avec celle des pays capitalistes ; obligation, pour les révolutionnaires, de mettre cet impératif au premier rang de leurs objectifs et d'analyser la situation mondiale en fonction des besoins de l'avant-garde. Voilà les leçons de cette expérience éphémère, mais riche de promesses. Si de pseudo-révolutionnaires dans les pays capitalistes, avides de trouver le "sauveur" qui offre une voie plus rapide vers le socialisme que la conquête des masses par une avant-garde consciente, avaient tendance à l'oublier, demain, une nouvelle avant-garde, en voie de reconstitution, en Chine comme ailleurs - on ne peut en douter - ne manquerait pas de le leur rappeler.

Ces communes chinoises

Malgré tous les commentaires oraux ou écrits à propos des Communes chinoises, peu de gens politiquement informés peuvent répondre à cette simple question : Qu'est-ce-qu'une "Commune populaire"? On ne peut escompter, en guise de réponse, que les fantaisies fumeuses de la presse bourgeoise. Mais les sources officielles de Pékin ne nous donnent pas une image plus claire de la vie de 500 millions de personnes, en dépit du brillant des chromos. Eu égard au conflit idéologique actuel entre Moscou et Pékin, il est de première importance, pour les socialistes, de comprendre clairement la signification des "Communes populaires" et de la politique agraire du P.C. Chinois. Quelle est l'attitude des marxistes à l'égard des communes? Quels sont les principes généraux d'une politique agraire socialiste?

DEUX TRADITIONS

Engels a écrit à la fin du XIXème siècle que "La question paysanne est maintenant, subitement et partout, à l'ordre du jour ..." (1). Et cela parce que "... le paysan est un facteur fort important de la population, de la production et du pouvoir politique". (1) Si cela était vrai pour l'Allemagne et la France d'il y a soixante-dix ans, c'est sûrement vrai pour l'Asie et l'Afrique d'aujourd'hui, où, respectivement, 70 % et 74 % de la population vivent de l'agriculture (2).

Les traits dominants de la paysannerie (le terme est utilisé ici dans un sens tout à fait général) consistent en des liens très profonds avec la propriété individuelle de la terre, des horizons politiques et sociaux limités, et par conséquent des difficultés à atteindre une conscience de classe durable. Les objectifs de la révolution socialiste semblent être totalement incompatibles avec les intérêts immédiats de la paysannerie, même ceux des paysans pauvres ou sans terre. Le communisme, c'est l'abolition de la propriété privée.

(1) Engels : "La question paysanne en France et en Allemagne".
(Editions Sociales, p. 11).

(2) Hugh Seton-Watson : "Neither War nor Peace" ("Ni Guerre ni Paix"), Methuen and Co., 1960. Il cite la proportion, à l'échelle Mondiale de 1 285 millions de personnes, sur un total de 2 177 millions, qui vivent de l'agriculture (d'après une enquête du Département des Affaires Economiques, New-York, 1951).

Engels remarque qu' "on ne peut faire de révolution durable en France contre le petit paysan" (1). "Aucune transformation révolutionnaire durable" n'est-elle effectivement possible dans un pays où les paysans dominent, si le régime piétine les intérêts des petits paysans? Le pouvoir révolutionnaire doit-il leur donner des garanties qu'il ne respectera pas et ne pourra pas respecter? Les partis ouvriers doivent-ils imposer par la force leur volonté aux masses paysannes et risquer une explosion? La plateforme présentée par Engels dans son article pour les partis sociaux-démocrates européens est de la plus haute importance pour une compréhension socialiste des problèmes. Tous les socialistes devraient lire cette brochure ; en attendant, quelques citations un peu longues suffiront à notre propos immédiat. Engels dit :

"... Nous prévoyons la disparition inéluctable du petit paysan, mais nous ne sommes nullement chargés de hâter cette disparition... Lorsque nous serons au pouvoir, nous ne pourrons songer à exproprier par la force les petits paysans (que ce soit avec ou sans indemnité), comme nous serons obligés de le faire pour les grands propriétaires fonciers. Notre devoir envers le petit paysan est, en premier lieu, de faire passer sa propriété et son exploitation individuelle à l'exploitation coopérative, non en l'y contraignant, mais en l'y amenant par des exemples et en mettant à sa disposition le concours de la société. Et ici, les moyens ne nous manquent pas pour faire entrevoir au petit paysan des avantages qui lui sautent aux yeux dès aujourd'hui". (2) (Souligné par moi, G.K.).

" L'essentiel, en tous cas, c'est de faire comprendre aux paysans que nous ne pouvons sauver et conserver leur propriété qu'en la transformant en une propriété et une exploitation coopératives. Car c'est précisément l'exploitation individuelle, conséquence de la propriété individuelle, qui fait la perte des paysans. S'ils veulent conserver l'exploitation individuelle, nécessairement, ils seront chassés de leurs propriétés, tandis que leur mode de production dépassé fera place à la grande exploitation capitaliste!" (3)

"... Nous ne pouvons pas promettre aux paysans parcellaires que nous les maintiendrons en possession de leur propriété et de leur exploitation individuelles contre la supériorité de la PRODUCTION CAPITALISTE. Nous pouvons seulement leur promettre que nous n'in-

(1) ENGELS, ouvrage cité, p. 23.

(2) ENGELS, ouvrage cité, p. 24.

(3) ENGELS, ouvrage cité, p. 25.

terviendrons pas contre leur volonté, à l'aide de la force brutale dans leurs rapports de propriété... Et nous prenons résolument parti pour le petit paysan, nous ferons tout ce qui est possible pour rendre son sort plus tolérable, pour lui faciliter le passage à la coopérative, s'il s'y résout, et même pour lui laisser le temps de la réflexion comme propriétaire de sa parcelle, s'il ne s'y résout pas". (1) (Souligné par moi, G.K.).

L'économie paysanne est vouée à la ruine devant la "supériorité de la production capitaliste". La révolution socialiste ne cherchera pas à hâter ce processus "par la force", mais elle essaiera "par des exemples et en mettant à sa disposition le concours de la société" de persuader le paysan des bienfaits de la coopération, tout en faisant des concessions à ceux qui ne sont pas convaincus. C'est ainsi qu'Engels expose les principes généraux du marxisme à l'égard de ce mode de production dépassé, "La coopération volontaire" fait partie intégrante des rapports de production socialistes, au même titre que l'exploitation coopérative à grande échelle.

Nous commettrions évidemment une erreur en assimilant mécaniquement la Chine à un féodalisme médiéval de style européen subsistant dans le monde capitaliste aux XIXème et XXème siècles. Il est aussi incorrect d'employer sans précautions les mots "féodal" et "semi-féodal" que d'élever les particularités historiques de la Chine à la hauteur d'une exception* aux lois du développement historique.

En analysant le développement de la Chine, on doit avoir constamment présent à l'esprit que le conflit majeur en Chine ne confrontait pas les forces "féodales" ou "semi-féodales" à la "démocratie" et à un "développement capitaliste national", mais bien l'impérialisme à la révolution socialiste. Le seul développement "capitaliste national" possible en Chine, c'est celui qui fut expérimenté de la révolution avortée de 1911 à la chute de Tchang Kaï-Chek en 1949. Mais le problème demeure pour la république chinoise : ayant "sauté" l'étape capitaliste de son développement, comment les rapports de propriété et les forces productives peuvent-ils être hissés au niveau des rapports politiques sans mettre en danger les bases de la révolution? Le "bond" vers la révolution socialiste ne signifie pas que ce qui est fait a automatiquement un caractère socialiste ; cela signifie que les tâches historiques du capitalisme (industrialisation, distribution, etc...) doivent être menées à bien par le régime des ouvriers et des paysans.

L'histoire des rapports politiques au village à l'époque de la révolution socialiste montre que la paysannerie marche, soit avec la

(1) ENGELS, ouvrage cité, p. 26.

* absolue

réaction, soit sous la bannière du prolétariat. Une victoire de la réaction signifie l'étranglement de la révolution et le prolongation de ces conditions mêmes qui conduisaient les paysans pauvres et moyens à leur ruine (par exemple, en Chine, après la victoire de Tchang Kai-chek en 1927). L'alliance des ouvriers et des paysans a été une préoccupation théorique majeure des marxistes russes jusqu'à 1917. La révolution elle-même donna raison à la théorie de la révolution permanente de Trotsky, et confirma la justesse de la formulation des rapports entre ces deux classes, qui s'exprimait dans le slogan : dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. Lorsque la vague révolutionnaire reflua en Europe, après la défaite allemande de 1918-1923, Trotsky et l'opposition de gauche mirent en avant un programme comportant l'industrialisation de la Russie et le début de la coopération dans l'agriculture. A la fin de cette décennie, après la lourde défaite subie en Chine, et devant les graves difficultés intérieures engendrées par l'attitude de la bureaucratie à l'égard des paysans riches, Staline se précipita dans la collectivisation, faisant avaler de force aux paysans "les bienfaits" de "l'exploitation à grande échelle". Trotsky était opposé à ces méthodes, parce que, loin de cimenter l'alliance des ouvriers et des paysans, elles ne faisaient qu'aider la contre-révolution et conduisaient, soit à la résistance violente, soit au sabotage silencieux.

Trotsky, en réclamant que l'industrialisation, combinée à la collectivisation, fut entreprise bien plus tôt, avait en vue la nécessité de renforcer les bases de l'état ouvrier. Il s'opposa à l'attaque directe de Staline contre la paysannerie en 1929, parce que celle-ci affaiblissait et mettait en danger l'U.R.S.S., déjà isolée, en consolidant la rupture de sa bureaucratie d'avec la stratégie internationale du bolchévisme. Il écrivait en 1930 :

"La collectivisation des terres des paysans, on le comprend, est la partie la plus nécessaire et la plus fondamentale de la transformation socialiste de la société. Le volume et le rythme de la collectivisation, cependant, ne sont pas déterminés seulement par la volonté du gouvernement" (souligné par moi, G.K.), "mais, en dernière analyse, par les facteurs économiques : le niveau économique du pays, les relations entre l'industrie et l'agriculture, et, en conséquence, les ressources techniques de l'agriculture elle-même."

"L'industrialisation est la force motrice de toute la nouvelle culture, et, par là, la seule base concevable du socialisme. Dans les conditions de l'Union Soviétique, l'industrialisation signifie avant tout le renforcement de la base du prolétariat en tant que classe dirigeante. En même temps, elle crée les prémisses matérielles et techniques de la collectivisation de l'agriculture. Les rythmes

de ces deux processus sont interdépendants. Le prolétariat est intéressé aux rythmes les plus grands pour ces processus, dans la mesure où la nouvelle société qui doit être créée est ainsi le mieux protégée du danger extérieur, et en même temps, cela crée la source de l'amélioration systématique du niveau de vie des masses travailleuses.

"Cependant, le rythme qui peut être réalisé est limité par toute la situation matérielle et culturelle du pays, par les relations mutuelles entre la ville et le village, et par les plus urgents besoins des masses, qui ne peuvent sacrifier leur présent pour leur lendemain, que jusqu'à un certain point". (Souligné dans l'original).

De ce qui précède, Trotsky conclut que deux variantes sont possibles, pour les dirigeants de l'état et du parti :

" a) Le cours décrit ci-dessus, la consolidation économique de la dictature du prolétariat dans un seul pays jusqu'à la victoire future du prolétariat international (le point de vue de l'Opposition de gauche) ; b) Le cours sur la construction d'une société nationale isolée, et cela "dans le plus court temps historique" (le point de vue officiel actuel)".

Si Staline fut jugé avec cet éclairage, qu'en est-il de Mao? Le "socialisme dans un seul pays" était la marque du stalinisme soviétique. La "propriété de tout le peuple" (c'est-à-dire le communisme), tel est le but déclaré des staliniens chinois, et cela "en quelques décennies". L'attitude non-marxiste de Staline envers la paysannerie se manifeste de façon tragique en Chine en 1926-27, quand, dans la période montante de la révolution, les soviets furent interdits à la campagne (cela devint un trait de la campagne contre le trotskisme) ; quand le flux fut passé, et que la réaction fut en plein essor, les appels à l'insurrection et à la construction de soviets furent simultanément lancés (là encore, cela devint une arme contre les trotskistes "timorés"). C'est à ces erreurs qu'est due la route longue et tortueuse vers le pouvoir suivie par le P.C. Chinois ; continuer à employer la méthode stalinienne peut encore être la cause de revers sérieux pour la révolution en Chine et en Asie d'une manière générale.

LES COMMUNES

"En 1958, une nouvelle organisation apparut, fraîche comme le soleil du matin, au-dessus du vaste horizon de l'Asie (1). Le mouvement de masse en vue de constituer des "Communes populaires" à partir des coopératives agricoles de production commença, et fut achevé en quelques mois.

(1) Voir page suivante.

Pékin proclama que les communes populaires représentaient "le désir de centaines de millions de paysans", et qu'elles étaient "un produit inévitable du développement historique". Le P.C. Chinois déclarait les soutenir parce que "les paysans exigeaient une organisation du travail plus efficace et plus rationnelle". (2). Nous examinerons un peu plus loin si ces affirmations sont fondées. Nous allons d'abord voir brièvement ce que le P.C. Chinois considérait que devait être le rôle de l'agriculture, quelques mois seulement avant que ne se lève "le soleil du matin".

Ce fut Tan-Tchen-lin qui présenta, au nom du C.C. devant le VIIIème congrès national du P.C. Chinois, en Mai 1958, un rapport sur le programme national de développement agricole. Il révélait que "certaines personnes" (cette catégorie constitue presque un personnage national dans la politique chinoise moderne !), pendant l'hiver 56-57; s'étaient opposées à la ligne officielle en ce qui concerne l'agriculture, parce qu'à leurs yeux "trop téméraire", à la suite de quoi "l'enthousiasme au travail" des masses s'était refroidi et, en 1957, sur le front de la production et de la construction, et sur le front agricole en particulier, les progrès avaient été retardés (3). Était-ce le manque d'enthousiasme des paysans qui avait inspiré les "certaines personnes", ou l'inverse, comme l'affirme Tan-Tchen-lin, la question reste ouverte. Cependant, le P.C. Chinois, qui n'était pas découragé par "le manque d'enthousiasme", mena campagne, dans les masses, contre les "tendances droitières", jusqu'à sa 3ème session plénière de septembre 1957, où il combina une réaffirmation de la ligne visant à atteindre "des résultats plus importants, plus rapides, meilleurs et plus économiques", et une retraite en ce qui concerne le programme national de développement agricole. Apparem-

(1) "Résolution sur quelques questions concernant les communes populaires". Adoptée par la VIème session plénière du 8ème comité central du P.C. Chinois le 10 Décembre 1958. Reproduite dans "The Agrarian Policy of the C.C.P.", appendice (en anglais).

(2) Editorial du "Quotidien du Peuple" (Renmin Ribao), intitulé : "Vivent les communes populaires", le 29 Août 1959.

(3) "Explications sur le second projet révisé du programme national de développement agricole (1956-57)", Tan-Tchen-lin, 17 Mai 58. Publié dans "La 2ème session du 8ème congrès national du P.C. Chinois" (Editions en langues étrangères. Pékin 1958. Edition anglaise n. 80-94).

ment, cette retraite ne convainquit pas tout le monde, car "quelques-uns d'entre eux" attendaient de voir d'abord la moisson d'automne (celle de l'automne 1958 (1)).

Le projet de programme révisé, publié en Octobre 1957 et soumis à la discussion des Coopératives Agricoles de Production (C.A.P.), fut présenté pour servir de plan en Mai. Plus de 1 891 suggestions avaient été soumises par "différents secteurs, cercles, organisations ou individus", suggestions comportant 337 points. Les comités de parti "des provinces, des municipalités et des régions autonomes" soumièrent 293 points. Parmi toutes ces suggestions venant de la campagne, il n'est pas question d'une seule qui préconisa la fusion des coopératives pour former des communes! Cependant, nous savons que le comité central en discuta l'idée avec les chefs locaux du parti dès mars 1958, c'est-à-dire deux mois avant que Tan-Tchen-lin, au nom du C.C., soumette le programme national de développement agricole qui appelait à "une consolidation des C.A.P., pour la période du 2ème plan de cinq ans, ou une période plus longue" (2), c'est-à-dire au moins jusqu'en 1967.

Le parti ne manifesta par aucun signe extérieur qu'il envisageait d'amalgamer les C.A.P. en communes dans les premiers mois de 1958. Dans le rapport de mai, de Tan-Tchen-lin, la "consolidation" des C.A.P. était tout ce qui était prévu pour les dix années à venir. Au moment où ce rapport était présenté, les premières expériences d'organisations du type Communes dataient déjà d'un mois. Ainsi, proclamer que les communes étaient la fin logique de la réforme agraire, ou que le parti fut obligé de les adopter "sous la pression des paysans" n'est absolument pas fondé. En tenant compte de l'état de l'agriculture, et de l'incapacité des C.A.P. à répondre aux exigences de l'industrialisation (la formation de capitaux est payée par les surplus agricoles), nous pouvons voir le mouvement des communes, une fois donné l'ordre de fusion des coopératives, surenchère désespérée pour équilibrer l'économie, tel que ce mouvement est réellement : une formidable bouleversement des campagnes, une marche forcée, sur une échelle qu'aucune société n'avait connue jusque là, contre l'arriération économique.

On sait maintenant que les premières expériences de coopération agricole à grande échelle eurent lieu en Avril 1958, Dans le comté de

(1) Ibidem, p. 82.

(2) "Projet de programme révisé sur le développement agricole de la nation, 1956-67", 25 Octobre 1957. Publié en appendice à "La Politique Agricole du P.C. Chinois", de Chai-Kuo-tchum (en anglais).

Suiping (province de Honan), 27 C.A.P. fusionnèrent en ce qui fut appelé une coopérative réunie (1). Plusieurs autres expériences se déroulèrent dans d'autres secteurs. De telles expériences n'ont pu se faire que sous la direction de la plus haute autorité, c'est-à-dire celle du Comité Central. Ces expériences précoces furent très amples, regroupant quelques 10 000 foyers chacune, avec des populations d'environ 44 000 personnes (2).

A Peitahio, en Août 1958, le Comité Central décida de continuer la lutte contre le "déviotionnisme de droite". En Mai, Tan-Tchen-lin avait averti de la possibilité de "facteurs défavorables dans les conditions objectives", et d'échecs consécutifs dans l'agriculture. Vers l'automne, il devint évident que la moisson serait bonne. Les résolutions de la conférence de Peitahio appelaient à la fusion des C.A.P. et à la multiplication par deux de la production d'acier par rapport à 1957. Il fut décidé de profiter de cette moisson exceptionnelle pour provoquer la fusion des C.A.P. (de la même manière, dans une large mesure, que les C.A.P. elles-mêmes avaient été créées en 1955). On put facilement proclamer que la moisson était un résultat de "la ligne correcte du Comité Central conduit par Mao". La "déviotion droite" pouvait beaucoup plus facilement être isolée une année de bonne moisson, et l'on ne pouvait pas manquer l'occasion de renforcer l'influence du P.C. Chinois sur les masses. Le but était, sans aucun doute, "une organisation plus efficace et plus rationnelle du travail" ; quant à savoir si les paysans "applaudirent chaudement" à ce mouvement, c'est une autre question. Qu'il fût nécessaire de réorganiser les C.A.P., qui ne répondaient pas au programme national de développement agricole, c'est là un indice des difficultés croissantes que rencontrait la politique agraire du gouvernement. Des échecs agricoles ultérieurs (comme ceux subis en 1957) pourraient devenir le point de départ d'une résistance accrue des masses. Le régime avait désespérément besoin de succès impressionnants. Le slogan : "Rattraper la Grande-Bretagne en 15 ans" est "le socialisme dans un seul pays" des Chinois.

Les témoignages ne signalent pas que 500 millions de paysans aient exigé les communes et menacé de se révolter s'ils ne les obtenaient pas. Cela ne signifie pas non plus que les paysans s'opposèrent aux

(1) Chao-Kuo-chun, op. cité p. 161 ("Drapeau Rouge", n° 8, 1958).

(2) Hughes : "The Chinese Communes", 1960, p. 77, Chao-Kuo-chun, op. cité.

communes, au moins au début. Des cadres entreprenants pouvaient présenter un tableau paradisiaque des communes, comme ils l'avaient fait pour les C.A.P. en 1955. La promesse d'un service médical gratuit, d'autres avantages gratuits", la promesse de manger autant qu'on le voulait dans les réfectoires communautaires, de vrais salaires en argent, la libération des corvées ménagères, une scolarisation convenable pour chacun, la prise en charge sociale des gens malades ou âgés, etc... , tout cela traçait une perspective très attrayante.

La formation de communes ne modifiait pas beaucoup les rapports entre le paysan individuel et ses instruments de production : les C.A.P. possédaient déjà les moyens de production (1), dont les paysans faisaient don en entrant dans la coopérative. Le "niveau auquel se situait la propriété" dans les communes est celui de "la brigade de production", ce qui correspond en gros au niveau des anciennes C.A.P.

LA STRUCTURE DES COMMUNES

La commune moyenne comporte environ 5 000 foyers, avec une population allant de 25 000 à 50 000 personnes (2). La structure originale des C.A.P. résidait en ceci que plusieurs C.A.P. étaient groupées en un HSIANG (comité de village), et que les HSIANG étaient groupés en un HSIEN (comité de comté). L'appareil d'état (HSIANG et HSIEN) était séparé des C.A.P. et au-dessus d'elles. Les communes populaires se formèrent par la fusion de toutes les C.A.P., dans chaque HSIANG (elles comprenaient, dans le premier cas, 27 C.A.P.). Les anciennes C.A.P. devenaient des "districts administratifs", ou "brigades de production", au-dessous desquelles seraient les "équipes de production" (3). La Commune est administrée par un comité administratif élu suivant la méthode stalinienne habituelle, c'est-à-dire que ses membres sont nommés par les organes locaux du parti, les désignations étant ensuite ratifiées par les paysans.

(1) Voir le "Règlement modèle des coopératives de producteurs agricoles avancées", du 30 Juin 1956, article 2 (Publié en appendice à Chao-Kuo-chun, ouvrage cité).

(2) Chou-En-Laï, "Une grande décennie", 1960 (Publications en langues étrangères, Pékin, p. 23).

(3) Chao-Kuo-chun, ouvrage cité, p. 165.

La commune "est une combinaison de l'industrie, de l'agriculture, du commerce, de l'éducation et des affaires militaires, dans lesquels l'ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE ET LA DIRECTION DE LA COMMUNE SONT INTEGREES" (1). Ce dernier trait est le plus significatif des communes et est, naturellement, totalement absent des fantaisies réactionnaires sur "l'esclavage dans des casernes" et autres choses de la même eau. Le comité administratif a remplacé le comité de district du HSIANG, et les comités de comté (HSIEN) sont composés de fédérations de communes. Les communes assument ainsi simultanément les fonctions de producteur, d'acheteur et de fournisseur de produits agricoles à l'état.

Les différents rayons de la commune (bien-être, milice, finances, etc...) fonctionnent sous le contrôle du comité administratif. Chaque brigade de production est responsable des secteurs qui sont sous sa juridiction (c'est-à-dire que chaque brigade de production a ses propres départements du bien-être, des finances et de la milice). Les comptes sont faits à part pour chaque brigade de production, afin qu'elles puissent être classées en brigades de production "inférieures", "ordinaires" ou "supérieures". Le comité administratif perçoit, de chaque brigade de production, un pourcentage déterminé selon ses résultats (au début, les résultats sont ceux des C.A.P.). Le partage des tâches entre le comité et la brigade varie considérablement, mais on ne dispose que de peu d'informations détaillées valables.

Une analyse donnée dans le "Ta Kung Bao" (2) fournit les informations suivantes :

Type de brigade de production	Donné au fonds de réserve communal	Conservé par la brigade de production	Conservé par l'équipe de production
Ordinaire	14 %	3 %	1 %
Supérieure	17 %	3 %	1 %
Faible	11 %	3 %	1 %

(1) "Résolution sur quelques questions concernant les communes populaires.

(2) "Ta Kung bao" (Quotidien de Tékien). En anglais, appendice à Hughes, ouvrage cité, page 84.

Un fonds de bien-être communal couvre les frais des hôpitaux, écoles, "soins aux malades et aux personnes âgées", etc... de la commune. La brigade de production doit entretenir les services locaux "gratuits" : jardins d'enfants, cuisines communales, etc... Rendre le rôle de la commune de plus en plus important par rapport aux brigades de production, en lui faisant prendre les décisions pour l'ensemble de la commune et en développant progressivement les ressources de son fonds (arrivant par là à les posséder), c'est là, selon le régime, la meilleure méthode pour que la propriété au niveau de la brigade de production devienne de moins en moins importante, et celle de l'état de plus en plus (le comité administratif s'identifiant aux organes de l'état).

Les plus extrêmes affirmations du régime quant aux fonctions variées des communes n'empêchent pas que celles-ci ne sont, pour le moment, que de simples improvisations. Par exemple, l'agence "Chine Nouvelle" a déclaré que la commune de Liupu, dans le Shantung, avait "neuf petites usines" (ce qui peut vouloir dire, pratiquement, n'importe quoi! G.K.) "pour fabriquer de l'outillage agricole (des sarcloirs, des truelles, des bêches, des clous), du ciment, de la poterie, et pour mettre en conserve la nourriture" (1). Un autre rapport louait une commune possédant "une station de tracteurs et un réseau d'ateliers" (2). La station de tracteurs ne peut pas vouloir dire beaucoup plus ici qu'une simple zone de parking avec des possibilités de réparations simples (la production de tracteurs n'a commencé en Chine qu'en 1959). L'agence "Chine Nouvelle" revendique pour la commune de Chanshih "24 ateliers", qui ont "produit plusieurs milliers d'outils pour la moisson et le battage" (3), ce qui, là encore, peut signifier n'importe quoi ou rien du tout. L'outillage mécanisé est hors de portée des ressources agricoles actuelles de la Chine (il nécessite des techniciens, un équipement lourd, la soudure autogène, des foreuses, un appareil d'usinage, des installations électriques, de la qualification, etc...), ce qui ne signifie évidemment pas qu'il faille sous-estimer la formidable amélioration réalisée par rapport à la Chine capitaliste.

(1) Agence "Chine Nouvelle", bulletin quotidien publié à Londres, 1er Août 1960.

(2) La Commune Populaire de Hsinking (idem, 28 Août 1960).

(3) Agence "Chine Nouvelle", Août 1960.

LE COMITE CENTRAL DONNE SES DIRECTIVES AUX COMMUNES POPULAIRES

Après la réunion du C.C. d'Août 1958, à Peitahio, se tint la première conférence de Chengchow en Novembre. Les communes populaires figuraient précisément à l'ordre du jour du C.C. ; mais on ne peut pour le moment disposer d'aucune indication sur ce qui fut décidé à cet égard. La situation à la campagne et les divergences à l'intérieur de la direction du parti rendaient nécessaires une réunion à l'échelon le plus élevé et, à en juger par ce qui en sortit, la situation devait être encore plus alarmante que la crise qui avait rendu nécessaire la retraite de 1957.

Le C.C. au grand complet et 166 délégués assistèrent à la réunion du C.C. en Décembre à Wuchang. Cette réunion fut la plus importante de celles qui furent appelées à discuter des communes. La fameuse résolution qui y fut adoptée : "Résolution-sur quelques questions concernant les communes populaires" mérite une étude spéciale. L'opposition aux communes s'étendait jusqu'à l'intérieur du C.C. lui-même. Mais ce n'était en aucune façon un solide courant oppositionnel. Les délégués des villes s'opposaient à une extension du système des communes dans les districts urbains, opposition qui fut admise en principe. Une partie de l'armée était affaiblie par le "travail manuel" permanent et la formation de milices aux nombreux millions de membres (La réponse à cela fut la création d'un poste au-dessus de Lin Fao, le Maréchal de l'Armée, poste qui fut confié au Chef de la Sécurité) (1).

(1) On peut mesurer l'importance des divergences entre l'armée et les dirigeants du parti, à propos des communes et du "grand bond en avant" (il faut se rappeler que l'armée se compose de paysans), au limogeage de Peng-Teh-huai, Maréchal de l'Armée de Libération du Peuple et Ministre de la Défense jusqu'en 1959, et à son remplacement par Lin-Fao. Dans les livres d'histoire du parti les plus récents, Peng-Teh-huai est blâmé pour avoir fait preuve de "sectarisme" en 1938 ; on affirme qu'à cette époque, il persuada l'armée rouge de mener contre Tchang-Kai-shek une "guerre de position" qui eut pour résultats de lourdes pertes.

Dans les histoires antérieures du parti, Peng n'était pas nommé à ce propos. Mao se contentait jusque là de condamner des "sectaires" et des "gauchistes" anonymes (habituellement Wang Meng, un des agents personnels de Staline dans le P.C. Chinois à cette époque). Il faut aussi remarquer que Peng était responsable de la zone militaire du nord-ouest de la Chine, qui couvre les régions les plus arriérées et comporte un grand nombre de minorités nationales qui doivent être les plus difficiles à assimiler dans les communes. Leur résistance peut avoir amené Peng à se faire le champion de la prudence dans le "grand bond en avant". Cette "résistance" d'un vieux dirigeant de l'armée rouge n'a pu qu'encourager le parti à placer le général

D'autres personnages en vue s'opposèrent aux communes parce que l'étendue de l'agitation dans les campagnes était inquiétante.

Mao Tsé-tung, Liou Tchao-chi et Teng Hsiao-ping sont connus comme les principaux avocats des communes populaires. En fait, on attribue à Mao la paternité de l'idée.(1) Il est intéressant de noter que Liou-Tchao-chi et Teng Hsiao-ping ont dirigé la délégation chinoise au récent "sommet" stalinien à Moscou, et ont lancé les attaques du P.C. Chinois contre le parti soviétique. Chou En-laï, appelé le "bolchévick élastique", à cause de sa capacité à survivre à toutes les purges, bien qu'il ait été souvent du "mauvais côté", fit, en Août 1958, le discours qui révisait les objectifs du plan et critiquait les estimations ultérieures comme provenant du "manque d'expérience".

La conférence de Wuchang (Décembre 1958) se réunit pour "dissiper les malentendus" à propos des communes dans le parti et dans les masses. Le principe socialiste : "A chacun selon son travail" fut brandi comme la bannière des communes, et le "principe communiste : à chacun selon ses besoins" fut proclamé comme l'objectif d'un avenir éloigné. Le tableau paradisiaque que les cadres locaux avaient peint avec une insistance toute particulière sur les services gratuits avait, de toute évidence, conduit à bien des excès et bien des gaspillages. La résolution fut un coup pour ceux des membres du C.C. qui avaient vu dans les communes les institutions d'une transition immédiate vers le communisme. La propriété au niveau de la brigade fut confirmée, et la propriété de tout le peuple fut remise à plus tard. Les cadres locaux qui forçaient l'allure furent réprimandés. Les paysans répugnaient visiblement à adopter ce rythme fiévreux. Tout l'accent de la résolution est mis sur le temps. Un "certain temps" doit s'écouler avant que "le communisme soit établi". La résolution dit que ce "certain temps" est "de 15 à 20 ans", pendant lesquels l'on avancera "peu à peu", en consolidant les fédérations de communes (au niveau du Hsien) et l'on transférera la propriété des moyens de production

(Suite de la Note (1) de la page 50) :

Lo-Tui-ching, du Département de la Sécurité, au-dessus du nouveau Ministre de la Défense, Lin Pao (ami personnel et collègue de Peng depuis la fin des années 20).

C.F. "Thirty years of the C.P.A. ("Trente ans de C.P.A.") par Hu Chio-mu, et "Red Star over China" ("L'étoile rouge sur la Chine") de E. Snow, pour un récit antérieur des "erreurs" de 1933. Une citation de la nouvelle histoire officielle se trouve dans Red Barbarians - The Life and Times of Mao Tsé-tung ("Les Barbares Rouges - Vie et époque de Mao Tsé-tung") de R. Mac Grégor Hartie, p. 123 (Boardman, 1961).

(1) Le Quotidien du Peuple (Renmin Ribao), 29 Août 1959.

des brigades de production aux communes, et, de là, éventuellement, aux fédérations et à "tout le peuple".

La rapidité de la transformation "dépend du niveau de développement de la production et du niveau de la compréhension populaire" (1); ce qui revient à reconnaître le bas niveau de développement économique de la Chine, et le niveau politique des masses qui en découle. Le niveau économique de la Chine n'est pas encore suffisant pour qu'il y ait une "abondance de produits sociaux", qui serait la seule base possible de la "propriété de tout le peuple". L'accent mis auparavant sur les services "gratuits" se trouva désormais placé sur les salaires en argent, qui "occuperaient une position essentielle pendant une certaine période", et "pour une longue période à venir" (2). Par exemple, dans la commune de Ch'ayashan (3), les parts des services gratuits et des salaires en argent étaient respectivement de 70 % et 30 %, avant la réunion de Wuchang. Elles devinrent de 38 % et 62 % après Wuchang. Elles devinrent de 38 % et 62 % après Wuchang.

La résolution de Peitahio créant les communes fixait l'allure du développement de la manière suivante : "La transition de la propriété collective à la propriété de tout le peuple est un processus qui peut prendre moins de temps en certains endroits - de trois à quatre ans -, et davantage ailleurs - cinq à six ans et même plus" (4). En Décembre, le P.C. Chinois décida que, même si cela arrivait, ce ne serait pas encore le socialisme, et que le principe "A chacun selon son travail" devrait prévaloir. La question de la propriété est dans ces conditions vraiment artificielle. L'état, possédant tous les moyens de production, mais incapable de produire en abondance les produits sociaux, est encore obligé de procéder à la distribution à l'aide d'un système qui ne constitue pas un progrès par rapport à celui du capitalisme. Le mythe de l'instauration du "socialisme dans un seul pays", ou le principe communiste "A chacun selon ses besoins" ne sont que des utopies réactionnaires à l'intérieur des frontières nationales ; ils ne deviennent réalistes qu'à l'échelle mondiale.

Mais est-ce que cela ralentit l'allure. De toute façon, non! Car "trois ans de dures batailles, puis plusieurs années de travail énergique, sont nécessaires pour changer le visage économique du

(1) "Quelques questions concernant les C.A.". .

(2) Hughes, appendice p. 86 : "Quelques questions concernant ...".

(3) Idem, p. 86.

(4) "Quelques questions ...".

pays." (1) Le P.C. Chinois tente de résoudre l'arriération économique du pays en promulguant des édits et en réglementant la production. La "frugalité" dans l'utilisation des ressources devient le mot d'ordre du parti, destiné à être constamment répété aux paysans. La résolution ajoute : "Il faut interdire et combattre les extravagances et le gaspillage dont se rendent coupables quelques fonctionnaires des communes à la suite d'une très bonne moisson". C'est là davantage qu'une attaque à l'aveugle contre "quelques personnes", car "l'extravagance et le gaspillage", qui existent en effet sur une grande échelle, sont le fruit d'un sabotage silencieux ou du bas niveau de la conscience politique.

Organiser la production "militairement, le travail comme une bataille, l'existence de façon collective", telle est la méthode d'organisation du travail recommandé dans une économie qui se trouve à un très bas niveau de développement, où les méthodes sont primitives et où les biens de première nécessité font défaut. Les prémices matérielles nécessaires à une organisation communale de l'existence ne sont pas réalisées, et le parti a dû constamment faire machine arrière et réviser ses méthodes devant l'opposition des masses.

La réunion de Wuchang a calmé beaucoup des mécontents de la première heure, et a reconnu aux paysans des "droits" qui leur étaient déniés par des cadres locaux zélés. La nourriture pourrait être préparée à la maison, et les réfectoires devraient être améliorés. Sur le papier, les horaires de travail étaient aménagés, 12 heures par jour étant garanties à chacun pour le repos et le divertissement, mais avec la clause restrictive que "pendant la saison du travail agricole actif, ou quand un autre travail dans les zones rurales l'exige particulièrement, les heures de travail peuvent être augmentées d'une manière appropriée" (2). Comme ce sont les cadres locaux, et non les paysans, qui décident des horaires de travail, ils ne manqueront pas de les allonger de "manière appropriée" pour réparer les conséquences des insuffisances, des plans défectueux, des calamités naturelles ou des normes impossibles.

De Décembre à Août, le parti a mené une autre bataille acharnée contre "l'opportunisme de droite". On accorda cinq

(1) "Quelques questions concernant les communes populaires".

(2) Idem.

mois, de Décembre à Avril, aux organisations du parti pour mener à bien le "nettoyage des communes", puis, à la deuxième réunion de Chenchow du Comité Central, les déclarations de Wu-chang furent confirmées et les résultats passés en revue.

La nouvelle poignée d'"opportunistes de droite" était active, semble-t-il, dans le parti lui-même. Elle fut accusée d'"exagérer les échecs", de "baptiser fanatisme petit-bourgeois" les vigoureux mouvements de masse, et "aventurisme de gauche" le grand bond en avant. Elle proclamait que les communes populaires avait été "fondées trop tôt" et étaient "en plein gâchis", que la fabrication de fer et d'acier à grande échelle avait eu pour résultat "plus de pertes que de gain" ; frappés de panique et déconcertés devant certains déséquilibres locaux et temporaires qu'on pouvait difficilement éviter dans le grand bond en avant, ils appelaient ces déséquilibres "des disproportions dans l'ensemble de l'économie nationale" (1).

Le Comité Central, réuni à Lushan, en Août 1959, "écrasa complètement" l'opportunisme de droite. Une autre lutte contre "l'opportunisme de droite" fut lancée dans tout le parti, et un "autre mouvement de masse" fut lancé pour l'aider. La lutte contre l'opportunisme de droite" est un trait presque permanent dans la vie du Parti Chinois depuis 1955 (c'est-à-dire depuis la formation des coopératives agricoles de production). Et cette lutte se poursuit en 1961! En Juin 1961, le C.C., réuni à Pékin, annonça que "90 %" des membres du parti travaillaient "fidèlement et consciencieusement", ce qui laisse 10 % de "mauvais éléments" qui "défilent les lois et violent la discipline dans les villages et dans les villes, au détriment des intérêts du peuple" (2).

Les marxistes doivent faire la distinction entre les survivants de l'ancien régime, qui existent en assez grand nombre (la révolution n'a que dix ans), et la résistance des ouvriers et des paysans à la bureaucratie, à l'inefficacité et aux méthodes de production "irrationnelles et inefficaces", provenant de l'empirisme du régime.

LES ADAPTATIONS

Chou En-lai, au nom du C.C., annonça des coupes sombres dans

-
- (1) Li Fu-chun : "Levons bien haut le drapeau rouge de la ligne générale et continuons la marche en avant". Publications en langues étrangères, Pékin, 1960 (Edition anglaise, page 4).
- (2) "Communiqué de la 9ème session plénière du 5ème Comité Central". Agence" Chine Nouvelle", Janvier 1961.

les objectifs du plan de 1959, en Août de la même année (1). Les tensions inévitables produites dans l'économie (de l'aveu même de Pékin) par l'énorme effort imposé, produisirent des déslocations sérieuses de la distribution et de la production. La plupart des unités industrielles souffrirent de la pénurie de matières premières et, selon certaines indications, le système chinois des transports s'effondra presque complètement vers la fin de 1959.

Les "échecs répétés" montrèrent que les objectifs fixés à la production agricole étaient trop élevés. Cela fut mis sur le compte de "l'inexpérience" et des calamités naturelles qui affectaient 510 millions de mous de terres cultivées, soit "près d'un tiers de la surface totale cultivée". Le C.C. ordonna un "réajustement", que Chou-En-laï fournit obligamment. Dans l'industrie, les objectifs pour l'acier furent ramenés de 18 millions de tonnes ("y compris l'acier produit par des méthodes locales") à 12 millions de tonnes "non compris l'acier produit par des méthodes locales, qui sera produit et utilisé localement". Cet acier "local" était de toute évidence de très mauvaise qualité. Pour le charbon, les objectifs furent ramenés de 380 millions de tonnes à 335 millions. La "valeur totale de la production industrielle fut ramenée des 165 000 millions de yens primitifs à 147 000 millions de yens" (2). L'adaptation la plus importante eut lieu au niveau de l'agriculture, où l'objectif fut amputé de la moitié, et ramené de 1 050 000 millions de cattys (3) à 550 000 millions de cattys. Le "soleil levant" risquait fort de se coucher !

Afin de fournir des matières premières au développement industriel déjà en cours, le nombre des projets "dépassant la norme" (c'est-à-dire en surplus du plan) fut ramené de 1 092 à 788. Les investissements de capitaux se virent réduits de 2 200 millions de yens (4).

(1) Chou En-laï : "Rapport sur l'adaptation des principaux objectifs du plan économique national, et développement ultérieur de la campagne pour l'augmentation de la production et la mise en pratique d'économies", présenté à la 5ème réunion du comité permanent du Congrès national du peuple ; 26 Août 1959.

(2) Chou En-laï : "Rapport ...".

(3) Un catty : 0,5 kg.

(4) Rapport cité.

Quand il y a encore très peu de machines agricoles et très peu d'engrais chimiques, une augmentation de 10 à 20 % de la production est un bond en avant", dit Chou En-lai. Avec seulement 55 000 tracteurs en Chine en 1959 (alors qu'on estime que 400 000 sont nécessaires), il est évident que, au moins pour l'essentiel, si la production parvient à augmenter, ce ne pourra être que grâce à de plus grands efforts des masses et une meilleure utilisation des techniques existantes. C'est ce que Chou En-Lai confirme : "comme nous le savons tous, plus le point de départ est élevé et plus l'accroissement rendu nécessaire pour 1 % d'augmentation est élevé, lui aussi, plus les efforts pour y parvenir sont importants" (1). Mais les calamités naturelles de 1959 furent suivies par les "pires du siècle" en 1960. 1961 est la dernière année des "trois années" de labeur acharné prévu pour "changer le visage économique du pays" ...

CONCLUSIONS

On peut naturellement considérer les communes populaires d'une manière isolée, et du point de vue de principes abstraits. : par exemple, si l'on est partisan de l'agriculture "à grande échelle", de la libération de la femme, ou si l'on est un opportuniste de droite, etc... Une politique de "soutien" des communes populaires, fondée sur des critères isolés de cette espèce, est très discutable.

La véritable question, ce n'est pas : "des communes, ou pas de communes" ; c'est plutôt celle du cours historique suivi par la révolution chinoise dans son ensemble. Ou bien le cours internationaliste de Lénine et Trotsky, ou bien le cours socialiste national de Staline.

Le problème de la Chine (son arriération économique et, par conséquent, culturelle) ne peut pas être résolu à l'intérieur des frontières de la Chine par les efforts de la Chine seule, sauf au prix de sacrifices immenses, sans précédent, de la part des masses, et cela pendant une période prolongée de plusieurs décades. Les risques de cette politique mettent en question la survivance de la République Chinoise elle-même. Elle est basée sur l'hypothèse que le statu quo avec le monde impérialiste peut se maintenir durant cette période, que la révolution aux colonies, avec tous ses problèmes, marquera le pas durant des décades, que la classe ouvrière des pays métropolitains se montrera incapable de prendre le pouvoir et de renverser le capitalisme ; par-dessus tout, que les masses chinoises elles-mêmes ne s'épu-

(1) Rapport cité.

seront pas complètement, ne se démoraliseront pas et n'atteindront pas ce "certain point" où "les sacrifices du jour" semblent trop grands pour le socialisme de demain.

Il est, à coup sûr, peu vraisemblable que ces conditions se trouvent remplies. N'est-ce pas là une des raisons de la dispute idéologique actuelle entre Pékin et Moscou? La "co-existence pacifique" est la politique de la bureaucratie soviétique, qui est plus que prête à sacrifier la révolution mondiale à un accord avec l'impérialisme mondial. La pression du développement économique en Chine, qui est ressentie de manière aiguë par les dirigeants chinois, comme le montre la lutte permanente contre l'"opportunisme de droite", rend très importante pour la Chine la perspective de la continuation de l'isolement. La Chine, pays pauvre et arriéré, sent que son voisin plus prospère et plus développé, l'U.R.S.S., pourrait bien arriver à un accord avec l'impérialisme, à ses dépens (ses dirigeants exigent de participer à toute conférence au sommet qui aurait lieu entre K. et K.). Les relations de la Chine avec la révolution qui se développe rapidement aux colonies, face aux menaces directes de l'impérialisme, rend un cours "staliniens de gauche" inévitable pour le moment. L'appel à une lutte plus décidément communiste contre l'impérialisme et l'offre d'aide matérielle à la lutte des colonies sont des armes contre les "opportunistes de droite".

La politique agraire des staliniens n'est pas fondée sur les intérêts de la paysannerie ou de l'état ouvrier, mais sur les intérêts et les conceptions de la bureaucratie. Les marxistes s'opposent à la politique agraire des staliniens, et combattent pour extirper l'influence du stalinisme du mouvement ouvrier. Les marxistes défendent eux aussi le principe de la collectivisation. Le problème qui se posait aux marxistes au cours du XIXème siècle était de savoir comment dépasser la contradiction entre la paysannerie et les intérêts de la révolution. Il fut résolu théoriquement par Engels, et pratiquement par la révolution d'Octobre 1917.

Justifier les mesures agraires staliniennes à l'aide du slogan : "l'agriculture à grande échelle est la base du socialisme", c'est justifier le stalinisme sur le vague principe de la nécessité. La libération des femmes chinoises des servitudes du foyer est un autre argument dans la bouche des avocats des communes. Mais libérer les femmes de l'évier pour les enchaîner à une charrue, c'est là une forme très particulière de liberté. Certes, les marxistes soutiennent les mesures staliniennes contre le système patriarcal de la famille de l'ancienne Chine. Les protestations des bourgeois au sujet de la liquidation de la famille en Chine sont simplement stupides, et, de plus hypocrites.

En expliquant leur programme de réforme agraire, les staliniens chinois utilisent souvent le terme de "révolution interrompue". Cela est, bien sûr, une phrase tirée de Marx, et souvent utilisée par Trotsky ; certains y ont vu l'indication que le P.C. Chinois est, à leur avis, de tendance presque trotskyste ! Heureusement, le trotskysme est plus qu'une propension à utiliser des phrases associées avec le nom de Trotsky !

La "révolution ininterrompue" dans la campagne chinoise est malheureusement interrompue par une chose, l'arriération technique du pays. Chaque progrès sur le papier, des lots individuels à des formes "supérieures" de propriété - mutuelle, collective, communale et "de tout le peuple", se fait sur la même base technique. Par conséquent, il n'y a pas de progrès réel, pas de "révolution ininterrompue". La nationalisation des usines représente un réel changement, parce qu'elle aligne le mode de propriété sur le caractère socialisé du mode de production. Dans une économie de petite propriété paysanne, la socialisation de l'équipement primitif des fermes et du travail humain n'apporte pas un tel progrès, puisqu'il n'existe pas la même contradiction entre les forces productives et les rapports de production.

Laisser les domaines des paysans tels qu'ils sont signifierait à plus ou moins longue échéance la mort de la propriété individuelle, le marché capitaliste étranglant l'économie paysanne individuelle (1). Comme une ligne de développement capitaliste n'est pas possible en Chine, en quoi consiste l'alternative historique ? La tâche du gouvernement chinois consiste à élever la base technique de l'agriculture (engrais, machines, semences, constructions, transports, élévation du niveau de vie, etc...), à la préparer à une transformation véritable en propriété socialisée. Il y a une énorme différence entre une ferme géante aux Etats-Unis, une plantation de bananes à la Jamaïque, ou une plantation de canne à sucre à Cuba, et plusieurs centaines de parcelles de terre d'à peine un dixième d'acre chacune, avec du matériel agricole principalement fait en bois, une irrigation primitive et un bas niveau de culture. Cela ne diminue en aucune façon le caractère révolutionnaire de la paysannerie chinoise, mais ne fait qu'indiquer les immen-

(1) Pour une étude marxiste détaillée du processus de désintégration de la paysannerie par le marché capitaliste, voir "Le Développement du Capitalisme en Russie", de Lénine (Editions en langues étrangères, œuvres choisies en 2 volumes, Moscou, 1953).

ses problèmes auxquels elle doit faire face, problèmes à la solution desquels on ne contribue pas en tenant pour réels des gains illusoire ou d'imaginaires "étapes".

Y a-t-il eu, dans ces conditions, un progrès quelconque depuis la libération ? La réponse doit être oui. Le fait est que tous les grands agrariens, les usuriers, et tous les petits exploités ont été chassés. Cette éviction de toutes les classes réactionnaires rurales a été un formidable pas en avant. Mais elle ne fut pas réalisée afin de préparer la campagne à des rapports socialistes ou communistes. Mao lui-même dit qu'"il faut beaucoup de temps et un travail très soigneux pour arriver à la socialisation de l'agriculture", et que, pour que cela soit réalisé en Chine, "une industrie puissante, avec des entreprises possédées par l'état comme composante principale, doit se développer". Ce problème, poursuit-il, doit être résolu. "pas à pas" (1).

Les marxistes soutiennent en principe la collectivisation de l'agriculture ; ils insistent aussi sur le principe de la participation VOLONTAIRE des paysans à la collectivité. Les communes populaires ou les coopératives agricoles basées sur la force peuvent devenir des points d'appui de la contre-révolution.

La Chine a grand besoin de se renforcer économiquement pour que se renforce le pouvoir de la classe ouvrière. Cela doit se faire dans le temps "le plus court possible", avec le moins de risque d'épuisement interne, par la pleine et libre participation des masses à toutes les décisions et à l'élaboration de tous les plans. L'établissement de la démocratie socialiste à la campagne et dans les villes est d'une très grande importance pour la révolution. Il faudrait donner le droit aux paysans de se retirer des communes s'ils le désirent. L'état devrait mettre en place des fermes collectives pour servir de modèle aux paysans qui ne sont pas convaincus, même après dix ans de libération.

Les objections à ce qui précède ne peuvent venir que des staliniens qui redoutent la libre décision des masses. Si le résultat probable d'un vote est un exode massif de la paysannerie hors des communes, c'est que la révolution est en grand danger. Une autre mauvaise année agricole, quelle qu'en soit la cause, peut conduire à une crise d'une envergure dangereuse pour le régime. Assurer la solidité de l'état ouvrier exige que les

(1) Mao Tsé-tung : "Sur la Dictature Démocratique du Peuple", 1949 (Cité dans "La Chine et son Ombre", de Tibor Mende, Editions du Seuil, 1961).

obstacles à un véritable développement économique, soient supprimés. La politique socialiste nationale des staliniens doit être mise en échec par un parti ouvrier ayant une stratégie internationaliste.

Quant à nous, socialistes des pays capitalistes, notre internationalisme ne doit pas se limiter à donner des conseils aux masses chinoises (qui ont, après tout, renversé le capitalisme), mais consiste à renverser le capitalisme dans les pays avancés, dans le laps de temps "le plus court possible", et à venir ainsi, matériellement et politiquement, à l'aide des masses chinoises. Nous ne devons jamais perdre de vue nos obligations à cet égard, car l'autre terme de l'alternative est, pour le travailleur et le paysan chinois, la journée de travail de douze heures et le "grand bond en avant".

George KANE

("Labour Review, été 1961).

Le système fondamental des communes populaires à l'époque actuelle

D E

CHOU TI - CHIN

MEMBRE SUPPLEANT DU COMITE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS,
ECONOMISTE,

Extrait de : "DRAPEAU ROUGE", revue théorique du P.C. Chinois,
n° 15-16, 1961.

Publié par : "ETUDES ECONOMIQUES", n° 134 de 1961, dans la
traduction de J.E. VIDAL.

Les notes sont également empruntées à "ETUDES ECONOMIQUES".

I

Le système de propriété collective à trois échelons, fondé sur la propriété collective des brigades, est le système fondamental des communes populaires rurales à l'étape actuelle. Son application est une étape historique nécessaire dans le processus de développement des communes populaires rurales.

Les communes populaires rurales ont été créées en correspondance avec les besoins du développement de la production, et sur la base des coopératives de type supérieur.

Au cours du deuxième semestre de 1956, notre pays a réalisé la coopération dans l'agriculture. Auparavant, nous étions passés par les groupes d'entraide ayant un caractère socialiste embryonnaire, et par les coopératives agricoles de production de type inférieur, de caractère semi-socialiste. Les coopératives de type supérieur tiennent leur supériorité du fait qu'elles ont résolu la contradiction, existant à l'étape des coopératives de type inférieur, entre les indemnités versées pour les terres et les autres moyens de production constituant l'apport des coopérateurs, d'une part, et la rétribution selon le principe "à chacun selon son travail", l'augmentation de l'accumulation socialiste et la reproduction élargie, d'autre part. La création

Le système fédératif des communes rurales à l'époque actuelle

CHAU - VI - CHIU

MEMBRE SUPPLÉANT DU COMITÉ CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE CHINOIS
ÉCONOMISTE

Extrait de "L'Économie rurale" n° 1-2, 1951

Publié par : ÉDITIONS FRONTIÈRES, 10 rue de Valenciennes, Paris 10^e

Les notes sont également disponibles à l'Éditions Frontières



Le système fédératif des communes rurales est un système qui vise à organiser les communes rurales en unités fédérées, afin de permettre une meilleure gestion économique et sociale. Ce système est basé sur la coopération entre les communes, qui se regroupent en comités de communes, puis en comités régionaux, et enfin en comités nationaux. L'objectif principal est de promouvoir le développement économique des zones rurales, d'améliorer les conditions de vie des habitants, et de renforcer la solidarité entre les communes. Ce système a été mis en œuvre en Chine à l'époque actuelle, et a permis de réaliser de grands progrès dans le développement rural.

des coopératives de type supérieur nous a permis de développer la production agricole à un rythme accéléré. Au cours de l'hiver de 1957 et du printemps de 1958, le mouvement d'édification, d'une grande ampleur, surgi dans tout le pays, qui portait essentiellement sur la construction et la réparation d'ouvrages d'hydraulique, a façonné le visage du grand bond en avant de la production agricole.

Dans cette situation, les coopératives de type supérieur ont montré leur limite : petite surface et champ d'administration restreint. Pendant cette période, les paysans ont compris que, pour mener à bien les travaux d'hydraulique, pour mieux développer la production agricole et les différents secteurs de l'économie rurale, il fallait établir de nouveaux rapports de production et une nouvelle forme d'organisation. Pour assurer une correspondance avec les besoins d'un développement ultérieur des forces productives, les paysans de nombreuses régions, prenant appui sur les coopératives de type supérieur, créèrent des coopératives plus grandes (une coopérative pour un canton) et, ainsi, des unités d'organisation plus vastes. Pour mieux développer la production agricole, certaines coopératives de type supérieur entreprirent de façon unifiée l'artisanat, le commerce et le crédit, élargissant ainsi leur champ d'action. Dans d'autres coopératives, pour faciliter la direction, le comité administratif et le Conseil populaire cantonal travaillèrent ensemble, réalisant une forme transitoire de fusion du pouvoir gouvernemental et de la coopérative. Ces faits montrent que, dans le processus de la coopération agricole, les éléments des communes populaires avaient poussé peu à peu, et certaines coopératives de type supérieur étaient déjà des communes populaires.

Le Comité Central et le camarade Mao Tsé-toung, faisant en temps voulu le bilan des expériences effectuées par les paysans de différentes régions, ont adopté, au mois d'août 1958, la "résolution sur l'établissement des communes populaires" : La conscience politique des paysans, orientée par cette résolution, éduquée par la ligne générale d'édification du socialisme et le grand bond en avant, s'est élevée. Ainsi, les communes populaires se généralisèrent-elles dans tout le pays à bref délai. L'apparition des communes populaires rurales ne fut donc pas accidentelle ; elle correspondait aux besoins du développement des forces productives et à la demande des paysans. Elle fut le produit inévitable du développement économique et politique de notre pays.

Les communes populaires, à l'étape actuelle, appliquent le système de propriété à trois échelons, fondé sur la propriété collective de la brigade dont la dimension est celle de la coo-

pérative de type supérieur ; elles utilisent la brigade comme unité de base pour leurs comptes, elles doivent donc reprendre tous les systèmes rationnels d'administration des coopératives de type supérieur. C'est justement en tenant compte de cette situation que la résolution adoptée par le Comité Central au mois d'Août 1958 a souligné qu'à la première étape de la fondation des communes populaires dans toutes les régions, on peut appliquer un principe ainsi énoncé : "la structure supérieure change et la structure inférieure reste inchangée". La "résolution sur quelques questions concernant les communes populaires, adoptée par le Comité Central au mois de Décembre 1958, souligne que les "communes populaires doivent appliquer le système de direction unifiée et de gestion par échelons. En général, l'administration de la commune populaire peut être divisée en trois échelons : le comité d'administration de la commune, la zone administrative (ou brigade de production) et l'équipe de production". La résolution adoptée par le Comité Central, en 1959, sur le mouvement pour augmenter la production et pratiquer l'économie, soulignait :

" Les communes populaires dans les régions rurales de tout le pays ont procédé à une révision de leur organisation, en application de la résolution adoptée en Décembre dernier par la sixième session plénière du Comité Central issu du VIIIème Congrès National du Parti, de la résolution de la réunion élargie du Bureau Politique du Comité Central, tenue à Tchengtcheou en Février de cette année, et d'une série de directives rendues publiques par la suite par le Comité Central du Parti. Au cours de la révision de l'organisation des communes populaires, on s'est attaché à appliquer à fond les principes de gestion et de rendement commercial répondant aux divers échelons, et de "à chacun selon son travail", c'est-à-dire d'attribuer plus de revenus à ceux qui travaillent plus. Il est établi qu'à l'étape actuelle, un système de propriété des moyens de production à trois échelons doit être appliqué dans les communes populaires. La propriété à l'échelon de la brigade de production en constitue la base, une part de la propriété revient à l'échelon de la commune populaire (en plus de la propriété des institutions et entreprises de l'économie publique gérée par la commune populaire, celle-ci peut encore prélever annuellement sur les revenus des différentes brigades de production une somme appropriée à titre de fonds d'accumulation), et enfin une petite part de propriété doit également revenir à l'échelon de l'équipe de production".

Puisque les communes populaires, à l'étape actuelle, doivent reprendre des coopératives tous leurs systèmes rationnels et valables aujourd'hui encore, elles ne peuvent simplement

dire "non" aux coopératives de type supérieur. Le matérialisme dialectique nous enseigne que la négation ne signifie pas un simple anéantissement des vieilles choses. La négation absolue nie à la fois les éléments actifs et la base même du développement, de sorte qu'elle nie le développement ultérieur des choses. La commune populaire, cette chose nouvelle, n'est pas la négation absolue de la coopérative de type supérieur. Ce que nie la commune populaire, c'est la limite de la coopérative de type supérieur, mais les éléments actifs et rationnels de la coopérative sont positifs pour elle. Si les communes populaires, à l'étape actuelle, n'appliquaient pas le système qui fait de la propriété collective de la brigade, qui correspond à l'ancienne coopérative, la base de la propriété collective à trois échelons, elles ne pourraient pas reprendre tous les éléments actifs et rationnels de la coopérative pour se développer et s'élever.

Les communes populaires rurales, à l'étape actuelle, sont constituées sur la base de coopératives de type supérieur unies, mais elles ne leur ressemblent pas totalement. Celles-ci s'occupaient, de façon générale, de l'agriculture, tandis que les communes populaires s'occupent, non seulement de l'agriculture, mais aussi de l'industrie, de l'artisanat, du commerce, etc... Les coopératives étaient seulement des organismes économiques, tandis que les communes populaires sont des organismes nés de la fusion du pouvoir gouvernemental et de la commune, elles constituent l'unité de base dans les villages de la société socialiste, l'unité rurale de base du régime socialiste. Bien que la propriété collective de la brigade constitue la base de la propriété à trois échelons, la commune populaire a sa part de propriété, qui n'existait pas dans la coopérative de type supérieur. Cette part n'occupe pas une grande place dans l'économie de la commune populaire, cependant elle porte en elle le grand espoir, la grande perspective de la commune. C'est pourquoi, s'il n'est pas juste de ne pas voir que la commune populaire est créée sur la base de l'ancienne coopérative, il n'est pas juste non plus de ne pas voir le développement que représente la commune populaire par rapport à la coopérative, le nouveau contenu de la commune et sa supériorité sur la coopérative.

Le développement procède par étapes. Les étapes diffèrent tout en étant liées. La commune populaire, aussi se développe par étapes. Le processus général de développement contient deux étapes : socialiste et communiste. L'étape socialiste en contient à son tour deux autres : celle de la propriété collective et celle de la propriété du peuple tout entier. L'étape de la propriété collective contient également deux étapes : le système de la propriété fondée sur la brigade, et le système de la propriété fondée sur la commune. Les communes populaires, à l'étape actuelle

sont créées par le développement des coopératives de type supérieur ; elles ne peuvent pas brûler l'étape de la propriété collective fondée sur la brigade, pour appliquer le système de propriété fondée sur la commune ; de même qu'elles ne pourront pas appliquer avant longtemps le système de propriété du peuple tout entier.

Les rapports de production doivent correspondre au développement des forces productives, c'est une loi objective. Le système de propriété collective fondée sur la brigade correspond au niveau de développement actuel des forces productives. Les raisons en sont les suivantes :

Premièrement,

Bien que, depuis la fondation de la République Populaire, les forces productives dans l'agriculture aient connu un grand développement, leur niveau actuel n'est pas encore élevé: on travaille généralement à la main et avec des animaux de trait, et on emploie des engrais naturels. Dans cette situation, les communes populaires qui étaient récemment des coopératives, ne peuvent posséder une économie représentant la plus grande partie de toute l'économie de la commune, et ne peuvent appliquer le système de la propriété fondée sur celle de la commune. La base matérielle de ce système est l'équipement agricole moderne, équipement qu'il est impossible d'obtenir avant un certain temps. Le développement de l'économie de la commune elle-même ne peut, en aucun cas, être réalisé à partir d'un affaiblissement de l'économie des brigades, mais seulement par le développement de cette économie. Plus se développe l'économie de la brigade, et plus est assuré le développement de l'économie de la commune elle-même. Ainsi, le système de propriété collective à trois échelons, fondée sur la brigade, correspond-il au niveau des forces productives dans l'agriculture, et au besoin de développement de ces forces productives.

Deuxièmement,

Dans les communes populaires, il existe des différences entre les brigades riches et les brigades pauvres, et entre les équipes riches et les équipes pauvres. Il est nécessaire d'encourager celles qui sont pauvres à améliorer la production et à rattraper celles qui sont riches et, en même temps, d'encourager celles qui sont riches à produire plus. Cela est favorable au développement de la production et, à partir de ce développement, les différences entre brigades ou équipes riches et brigades ou équipes pauvres s'amoindrissent. La brigade est une unité indépendante d'exploitation. Elle répartit ses produits et la production obtenue en sus

du plan, en tenant compte des différences entre équipes dans les revenus. Quand les communes populaires organisent, lorsque c'est nécessaire, la coopération entre brigades, elles doivent le faire sur la base du libre consentement, de l'intérêt réciproque et des échanges équivalents. Ainsi, en tenant compte des différences, dans le niveau de production et dans le revenu, entre les brigades et entre les équipes, on peut élever l'initiative des brigades, des équipes et des paysans dans la production. Cela favorise le développement de la production agricole et de toute l'économie nationale. Si les communes populaires, à l'étape actuelle, n'appliquaient pas le système de propriété à trois échelons ayant la brigade pour base, si elles ne tenaient pas compte des différences entre brigades ou équipes riches et brigades ou équipes pauvres, et si elles violaient le principe d'échange équivalent, d'une part elles encourageraient l'idée, dans les brigades et équipes pauvres, qu'elles peuvent se reposer sur les efforts des autres et, d'autre part, elles porteraient atteinte à l'initiative des brigades et équipes plus riches. Ce qui serait défavorable au développement de la production.

Troisièmement,

Au niveau actuel des forces productives, les brigades entreprennent de façon unifiée leur propre tâche dans la production, et elles laissent un certain pouvoir de gestion de la production aux équipes ; ainsi, brigades et équipes peuvent organiser la production en tenant compte des conditions naturelles et des autres conditions concrètes. Ce qui permet un plein épanouissement de l'initiative et de l'activité des brigades et des équipes.

Quatrièmement,

Au niveau actuel des forces productives, le fait que la brigade soit l'unité de compte de base favorise l'application du principe "à chacun selon son travail". Les brigades qui travaillent bien disposent de plus de produits que celles qui travaillent mal, et leur revenu se différencie. Cela joue un rôle remarquable dans l'épanouissement de l'initiative des membres de la commune et dans les progrès de la production.

Le système fondamental des communes populaires, à l'étape actuelle, correspond, non seulement au niveau de développement des forces productives de l'agriculture dans notre pays, mais aussi au niveau de la conscience politique des paysans. Dirigés et éduqués par le Parti, les paysans de notre pays ont

sans cesse élevé le niveau de leur conscience politique. Après la réforme agraire, les paysans ont organisé, sous la direction du Parti, les groupes d'entr'aide, les coopératives agricole de type inférieur, les coopératives de type supérieur et, enfin, les communes populaires fondées sur les coopératives de type supérieur. La généralisation des communes populaires, parmi les 120 millions de foyers ruraux, montre de façon vivante l'élévation de la conscience politique des paysans. Cependant, le niveau de vie des paysans qui viennent de passer des coopératives aux communes populaires est naturellement limité. Par exemple, ils s'intéressent plus, et plus directement, aux brigades et aux équipés qu'à la commune populaire. C'est pourquoi, actuellement, ils ne peuvent pas accepter le système de propriété ayant pour base la commune, ni le système de propriété du peuple tout entier.

En partant du niveau des forces productives et de la conscience des masses, nous prenons, à l'heure actuelle, dans les communes, la propriété collective des brigades comme base de la propriété à trois échelons. Cette politique a été soutenue par les masses paysannes. Elle les a stimulées et leur a fait comprendre, dans la pratique, la supériorité de la propriété collective socialiste. De ce fait, elles construiront avec plus de confiance et de détermination les communes populaires, et leur conscience politique en sera élevée.

La loi économique selon laquelle les rapports de production doivent correspondre au niveau de développement des forces productives, nous oblige à remplacer au moment voulu les rapports de production anciens, et déjà retardataires, par d'autres, répondant au développement des forces productives. Sans quoi, ces dernières seraient freinées.

Cette loi exige, d'autre part, que nous prenions, après l'établissement des nouveaux rapports de production correspondant au développement des forces productives, des mesures applicables afin de perfectionner et consolider ces nouveaux rapports de production, et de les stabiliser pendant une période déterminée pour qu'ils fassent évoluer les forces productives.

Les rapports de production existant dans les communes populaires rurales en Chine se trouvent aujourd'hui engagées dans un processus d'amélioration et de consolidation, ce qui nécessite pour eux une période de stabilisation, qui ne sera pas de courte durée.

Comme nous le savons, toute chose évolue sans cesse, se transforme et se développe, tant dans la nature que dans la société. Cependant, l'évolution, la transformation et le développement continents

veloppement continuel n'écartent nullement, dans des conditions déterminées, un état de stabilisation et d'équilibre relatif. C'est pourquoi, nous ne devons pas négliger l'importance de cette période dans le processus de développement. La pratique a prouvé que la stabilisation relative est favorable et même indispensable à la consolidation et au développement de toute chose. Elle ne signifie pas une stagnation du développement, mais une maturation et un développement de l'étape précédente de développement, et la préparation de l'étape suivante. A l'heure actuelle, la stabilisation et la consolidation du système fondamental de la commune populaire rurale est favorable à l'évolution des forces productives, à la création des conditions nécessaires pour le passage graduel au système de propriété fondé sur celle de la commune. Si nous contestions la nécessité de la stabilisation relative dans le cours du développement, si nous ne comprenions pas la nécessité de consolider le système fondamental de la commune populaire à l'heure actuelle, nous irions à l'encontre de la théorie marxiste-léniniste sur la combinaison de la révolution ininterrompue avec la révolution par étapes.

II

Dans les rapports de production, la propriété des moyens de production est un facteur décisif. Déterminer avec précision les droits de chacun des trois échelons qui constituent la commune, dans l'exploitation et l'administration, est une question très importante, tant pour mettre en oeuvre et respecter la propriété collective à trois échelons ayant la brigade comme base, que pour stimuler l'activité des membres des communes dans la production agricole, et faire rapidement progresser cette production.

Ayant pris la place, du point de vue administratif, du pouvoir du district, le comité de la commune populaire a pour tâche principale de développer l'agriculture, l'élevage et l'exploitation forestière, en mettant en oeuvre l'initiative des membres et les forces existant dans tous les domaines. Pour diriger la production, le comité de la commune doit effectuer une enquête et une étude sérieuses, et appliquer la ligne de masse, afin de diriger correctement les brigades. Mais il ne doit pas exercer sur ces dernières une direction trop forte. La commune doit respecter la part d'administration et d'exploitation qui revient aux brigades, afin que le principe consistant à prendre la propriété collective de la brigade comme base soit appliqué, et que l'activité de la brigade soit stimulée. C'est ainsi que la direction de la commune pourra s'adapter aux conditions réelles et obtenir des succès.

En tenant compte du plan d'Etat, des conditions réelles

existant dans les brigades, ainsi que des intérêts de l'Etat et des collectivités, le comité d'administration de la commune présente d'abord aux brigades des propositions concernant leur plan de production. Puis, en consultant les membres, il modifie rationnellement les plans de production que les brigades ont élaborés. Il a le droit d'exercer un contrôle de la production des brigades, et se charge d'aider sans retard à la solution des questions qui se posent aux cours de la production. Il doit travailler à généraliser les mesures permettant d'augmenter la production, tels que l'amélioration de l'outillage, les expériences d'avant-garde, mais en veillant à ce que la popularisation soit adaptée aux conditions locales. Appliquant les principes du libre consentement, des avantages mutuels et des échanges équivalents, le comité d'administration de la commune s'occupe d'organiser une collaboration entre brigades dans la production. Il doit s'occuper des échanges et du transfert en temps voulu des semences, de la fourniture d'instruments aratoires, d'engrais et d'insecticides, du bon entretien des machines agricoles, pour aider les brigades à réaliser le plan de production. Dans son travail, il est indispensable que le comité d'administration consulte les membres et les cadres, tienne compte des conditions particulières de chaque brigade, et évite de commettre des fautes bureaucratiques, subjectives, et d'adopter un style simpliste de direction. En cas de besoin et de possibilité, le comité peut développer des entreprises industrielles appartenant à la commune, mais elles doivent servir l'agriculture, et leurs plans de production doivent être établis de façon rationnelle en tenant compte du plan d'état. Les entreprises de la commune ne peuvent être agrandies lorsque les possibilités se présentent. Ces entreprises ne doivent pas prendre aux brigades un trop grand nombre de travailleurs, car cela pourrait porter atteinte à la production agricole.

En temps qu'unité indépendante d'exploitation de cette organisation économique fédérée qu'est la commune populaire, la brigade de production a son propre compte de pertes et profits. C'est pourquoi, elle doit avoir à charge de diriger la production dans les équipes, sinon la propriété collective de base de la brigade ne serait qu'une affirmation gratuite, et la brigade serait dans l'impossibilité d'exercer son autonomie comptable et d'avoir une gestion équilibrée.

Lorsque la brigade se charge de la direction de la production dans son secteur, elle tient compte des conditions locales et met en oeuvre l'initiative et l'enthousiasme des membres ; de cette façon, on évite une direction trop générale de la commune. En outre, la brigade doit confier aux équipes des droits déterminés dans la production et dans la gestion, pour le maintien de la propriété de l'équipe et une meilleure organisation de la production.

Le plan de la production de la brigade est fondé sur les plans des équipes. C'est la brigade qui présente aux équipes des exigences initiales conformes au plan d'Etat et adaptées aux conditions locales des équipes. Ensuite, chaque équipe réunit ses membres pour étudier et élaborer un plan de production. C'est sur la base du plan des équipes et de ceux des entreprises appartenant à la brigade que celle-ci établit son plan de production, après avoir éventuellement modifié les plans des équipes en les consultant.

Le plan de production une fois fixé, le comité de la brigade doit exercer son contrôle sur la production des équipes, et les aider à faire le bilan des expériences et à résoudre les problèmes pouvant exister dans la production. Il a pour devoir d'apporter une aide plus importante aux équipes qui sont dans la gêne.

La brigade se charge encore de la généralisation des mesures et des expériences avancées, en vue de réaliser et de dépasser la plan prévu ; mais cette généralisation ne peut se faire qu'après que la brigade ait suffisamment consulté les cadres et les membres des équipes.

Pour développer les exploitations multiples, nécessaires à l'évolution de la production des équipes et à l'augmentation du revenu des membres, la brigade peut mettre en exploitation, avec ses propres finances, un certain nombre d'entreprises dans les périodes où le travail agricole le permet.

L'équipe de production constitue une base de la commune populaire, et une unité de base de combat sur le front de la production agricole. Elle a pour tâche d'organiser directement et concrètement la production et la vie des membres. Toute la politique agricole du Parti s'applique dans les équipes. Une direction forte et une puissance combattive de l'équipe sont des conditions importantes de l'application correcte de la politique du Parti et du développement rapide de la production dans les communes populaires. C'est pourquoi, la combattivité des équipes doit être pleinement mise en oeuvre.

La brigade est considérée comme unité indépendante d'exploitation de la commune populaire, tandis que l'équipe se présente comme unité de production de base de cette organisation économique fédérée. Dans la brigade, les équipes sont les unités chargées d'accomplir les objectifs prévus. Par conséquent, la solution correcte des rapports entre la brigade et les équipes, et la mise en pratique des systèmes des "Quatre fixations" et des "Trois prévisions et une récompense" (1) revê-

(1) NDLR : Ces termes sont expliqués dans les lignes qui suivent.

tent une importance toute particulière.

La main d'oeuvre, la terre, les animaux et les instruments aratoires constituent les facteurs indispensables de la production agricole. La terre se trouvant sur le territoire de la brigade appartient à celle-ci, mais le droit de disposition doit en être réservé aux équipes. Des travailleurs, en nombre réduit et fixé à l'avance, sont mis à la disposition de la commune et de la brigade ; les autres doivent, sans aucune exception, travailler dans les équipes et rester à leur disposition. En ce qui concerne les animaux et les instruments aratoires, ils peuvent appartenir aux brigades, mais leur emploi est définitivement confié aux équipes ; ou bien, ils sont tous propriété des équipes, ou bien en partie propriété de la brigade, en partie des équipes. La politique des "Quatre fixations" signifie, au fond, la détermination du droit d'utilisation, par les équipes, de la main d'oeuvre, de la terre, des animaux et des instruments aratoires. Dès lors que ce droit est donné aux équipes, elles peuvent organiser la production en utilisant les possibilités existantes. C'est ainsi qu'elles peuvent répartir la main d'oeuvre de façon rationnelle, et permettre à chaque travailleur de mettre en oeuvre toutes ses capacités. Elles peuvent prévoir les plantations, de façon que la fertilité des divers terrains soit pleinement utilisée. Elles peuvent élever avec soin les animaux et les employer convenablement. Elles peuvent enfin entretenir et réparer soigneusement les instruments aratoires, et en faire le meilleur usage. Lorsque la brigade a confié aux équipes ces quatre facteurs, celles-ci peuvent exercer leurs droits dans la production et l'administration, et jouer leur rôle dans le combat pour atteindre et dépasser les objectifs prévus. Citons un exemple : le droit de disposition de la terre est inséparable de celui de la plantation des cultures sur cette terre. Du moment que le droit d'utilisation de la terre est donné aux équipes, le droit de décider des plantations à faire doit également leur être réservé ; sans quoi, elles ne pourraient organiser la production et réaliser le plan.

Le système des "Quatre fixations" est une garantie de l'esprit combatif des équipes, et le système des "Trois prévisions et une récompense" - prévision des objectifs de production, des journées de travail à accomplir et des prix de revient, et récompense pour les dépassements du plan - encourage les équipes à jouer leur rôle dans le combat pour la production agricole. Un système de responsabilité bien établi est nécessaire dans l'agriculture comme dans l'industrie. C'est ainsi qu'on peut arriver à stimuler les masses, à établir un rythme normal de production, à avoir une direction effective et une bonne comptabilité, à accroître la production et à faire baisser les prix de revient. La mise en pratique des "Trois Prévisions" a pour but de délimiter les responsabilités dans la production dans la répartition de la main

d'oeuvre et dans les prix de revient ; cette délimitation reflète les tâches que les brigades ont fixé aux équipes et les responsabilités et les devoirs qui reviennent aux équipes. Dans le système des "Trois prévisions et une récompense", se concentrent en réalité tous les systèmes de la commune populaire : planification, production, organisation du travail, finances, répartition du revenu, tous systèmes dont l'application se fait dans les unités de production de base que sont les équipes. Cela nous permet une direction, une planification unifiées et s'adaptant aux conditions locales. En un mot, ce système nous permet de résoudre correctement les questions des rapports entre les trois échelons de la commune populaire, en particulier entre l'unité de comptabilité de base (qui prévoit les objectifs) et l'unité de production de base (chargée de les réaliser). Il lie étroitement les intérêts de la petite collectivité (équipes) avec ceux de la grande collectivité (brigade et commune) et de l'Etat.

A l'étape actuelle, alors que la propriété de la brigade est considérée comme propriété de base de la commune populaire rurale, on doit encore tenir compte de la propriété de l'équipe. En même temps que la brigade dirige le travail des équipes de production, on ne doit pas négliger certains droits déterminés qui reviennent aux équipes, tant dans l'administration que dans la production. Lorsque la brigade répartit dans son cadre les produits et les revenus qui lui appartiennent, elle tient compte de la différence de revenu entre les équipes. Le maintien et le renforcement de la propriété de la brigade n'entrent pas en contradiction avec la détermination et le maintien de la propriété au niveau de l'équipe.

Les équipes de production ont certains droits dans la production et l'administration, qui leur permettent de réaliser et de dépasser les objectifs fixés par la brigade. A condition que l'accomplissement des objectifs prévus soit assuré, elles ont le droit de décider de la répartition des cultures en tenant compte des conditions locales, de répartir la main d'oeuvre, d'adopter des mesures en vue d'augmenter la production, de sélectionner et conserver les semences, de modifier les normes de travail, de mettre en valeur des terres en friche, des montagnes nues (1) et autres terrains disponibles, pour autant que cela ne porte pas atteinte à la conservation du sol et de l'eau, aux forêts et aux prairies ; Elles peuvent enfin utiliser les temps libres en dehors du travail agricole pour se livrer à des productions auxiliaires. C'est seulement en réservant à l'équipe de tels droits

(1) NDLR : Il s'agit des montagnes où l'érosion a décuplé l'humus nécessaire à la végétation.

qu'il est possible de maintenir la propriété à son niveau et de développer l'initiative de ses cadres et de ses membres dans la production. Il va sans dire qu'avant de prendre une décision dans ces domaines, le comité de l'équipe doit consulter les membres, en particulier ceux qui ont une riche expérience. Certaines questions importantes demandent à être portées devant l'assemblée des membres avant que soit prise une décision.

C'est en précisant bien les droits revenant à chacun des échelons de la commune, et en apportant une solution correcte à la question de leurs rapports, que l'on peut consolider et renforcer encore le système fondamental des communes à l'étape actuelle. C'est seulement ainsi que l'on peut mettre en oeuvre tous les facteurs actifs pour développer la production.

III

Le processus de la circulation des marchandises, non seulement prolonge le processus de production, mais encore reflète les rapports de production, et, en particulier, la situation quant à la propriété des moyens de production.

Pendant une longue période historique, les communes populaires vont appartenir au système socialiste de propriété collective, et coexister avec la propriété du peuple tout entier, de l'Etat. La propriété de l'Etat existe surtout dans la production industrielle, et celle des communes populaires dans la production agricole. Il existe un rapport de coopération et de dépendance réciproque entre les entreprises d'Etat et les communes populaires, entre l'industrie et l'agriculture, entre les villes et les villages. Il y a une répartition du travail entre les unes et les autres. Pour satisfaire les besoins de la production industrielle et ceux des habitants des villes, l'Etat doit recevoir, des communes populaires, les céréales, les autres produits agricoles et les productions auxiliaires. De même pour satisfaire les besoins de la production agricole et ceux des habitants des campagnes, les communes populaires doivent recevoir, des entreprises d'Etat, les outillages agricoles, les engrais chimiques, et des articles de consommation courante. Les entreprises d'Etat, propriété du peuple tout entier, et les communes populaires, propriété collective, possèdent différents moyens de production et différents produits. L'Etat ne peut disposer directement des biens des communes populaires, à la manière dont il dispose des biens appartenant au peuple tout entier. Sinon, il mettrait en question le système de propriété collective des communes et porterait atteinte à l'alliance des ouvriers et des paysans - fondement de la dictature du prolétariat. Ainsi, les relations économique entre les

entreprises d'Etat et les entreprises collectives procèdent à échanges avantageux pour les deux parties. A l'étape actuelle, c'est l'unique forme qui peut être acceptée et soutenue par les paysans.

Les rapports marchands existent non seulement entre l'Etat et l'économie collective, mais aussi à l'intérieur de l'économie collective. Les communes populaires sont, économiquement, des organisations d'union des brigades, celles-ci constituant les unités de compte de base. Ainsi, à part un certain pourcentage fixé pour l'accumulation et un nombre bien défini de travailleurs, la commune populaire n'a pas le droit d'utiliser ou de répartir à sa guise la main d'oeuvre, les moyens de production et autres appartenant aux brigades. S'il est nécessaire d'organiser la coopération entre brigades, la commune ne peut le faire que sur la base du libre consentement, des avantages mutuels et des échanges équivalents. Les relations économiques entre la commune et les brigades ne peuvent également prendre qu'une forme : celle des échanges marchands. C'est non seulement dans les relations économiques entre commune et brigades, mais aussi entre équipes, que le principe des échanges équivalents doit être observé : ainsi, la propriété des équipes peut être maintenue. D'une façon générale, les revenus et les biens des équipes sont les suivants : primes obtenues pour le dépassement du plan de production ; revenus provenant de la production agricole, de l'élevage, de la sylviculture, des travaux auxiliaires et de la pêche (lorsque le plan de production est déjà réalisé), économies faites sur les dépenses de production prévues après que le plan a été réalisé, vergers, forêts, étangs, etc..., appartenant à l'équipe ; revenus provenant des instruments agricoles, constructions et autres équipements appartenant à l'équipe ou achetés par elle ; des arbres fruitiers et autres cultures plantés par l'équipe sur les terres en friche, hors plan ; des animaux de trait appartenant à l'équipe et de leurs petits, ou d'une partie des petits donnés par les animaux de trait n'appartenant pas à l'équipe mais utilisés par elle, etc... L'équipe peut posséder cela. Si la commune ou les brigades, en cas de nécessité, veulent procéder à des échanges entre équipes, elles ne peuvent le faire qu'avec le consentement des équipes et selon le principe des échanges équivalents. C'est-à-dire que les relations économiques entre équipes ont aussi le caractère d'échanges marchands.

Les parcelles laissées aux membres des communes et les travaux auxiliaires entrepris par eux, ont le caractère de l'économie privée ; cependant, ils sont sous la dépendance de l'économie socialiste, et ne sont pas économie privée indépendante. Les paysans appartiennent à une collectivité, la commune populaire. Les revenus provenant de l'économie collective représentent

l'essentiel des revenus des membres. Avec le développement de l'économie collective, la part des revenus provenant de la parcelle et des travaux auxiliaires familiaux s'abaissera de plus en plus. A condition que ne soit pas gênée l'économie collective et son développement, que soit conservée la place prédominante de l'économie collective, le développement des travaux auxiliaires familiaux pendant le temps libre et les jours de repos, favorise l'augmentation de la production et permet d'animer les marchés ruraux (1). Les produits provenant des parcelles individuelles et des travaux auxiliaires des familles sont les fruits du travail de leurs membres : les rapports marchands sont les seuls selon lesquels ils peuvent accepter de céder leurs produits à la société.

Pour animer l'économie rurale, les communes, les brigades, les équipes et les membres peuvent, avec l'autorisation de l'Etat, procéder à l'échange de leurs produits sur les marchés ruraux. En dehors des produits agricoles, dont l'achat et la vente doivent être effectués par l'Etat, selon le plan, les communes, brigades, équipes et membres, une fois accomplies les ventes fixées par les contrats, peuvent vendre leurs produits agricoles et secondaires sur les marchés. Le commerce des marchés ruraux est un complément au commerce d'Etat et à celui des coopératives d'approvisionnement et de consommation. Il reflète le système de propriété à trois échelons des communes populaires à l'étape actuelle, et le fait que les membres possèdent des terrains individuels et s'adonnent à des travaux auxiliaires. Il favorise le développement de l'initiative des communes, brigades, équipes et membres dans la production, ainsi qu'une circulation sans entrave des marchandises de la campagne.

Le principe des échanges équivalents doit être observé par l'Etat, qui achète les produits des communes populaires, et par les brigades, les équipes et les membres qui procèdent à des échanges de leurs produits. Appliquer le principe des échanges équivalents, c'est observer la loi de la valeur. Dans le système socialiste qui régit notre pays, le développement harmonieux, proportionné, de l'économie nationale joue un rôle déterminant. Cependant, avec l'existence simultanée de deux formes de propriété publique, avec le système de propriété collective à trois échelons dans les communes, avec les parcelles individuelles et les travaux auxiliaires des membres, la production et la circulation marchandes restent un facteur tout à fait nécessaire et utile dans notre économie nationale. Etant donné qu'il existe encore une production et une circulation marchandes, la loi de la valeur joue inévitablement.

(1) Voir à ce propos, "la réorganisation des marchés ruraux en Chine", par J.E. Vidal, dans "Economie et Politique" n° 87, 1961.

A l'heure actuelle, dans notre pays, la loi de la valeur ne joue pas seulement dans la circulation des marchandises. Si, dans le domaine de la production, elle ne régularise pas spontanément la production des principaux produits industriels et agricoles, elle exerce cependant une certaine influence, par le fait même qu'on est obligé, dans la production, de tenir compte de la quantité de travail, du prix de revient et du rapport entre l'offre et la demande sur le marché. Quant à la production des travaux auxiliaires des familles, des équipes en dehors du plan et d'une partie des coopératives artisanales, elle s'adapte, avec l'autorisation de l'Etat, aux fluctuations du marché. Ces productions sont régies par la loi de la valeur.

L'observation du jeu de la loi de la valeur et l'application du principe des échanges équivalents sont très importantes pour régler de façon correcte la question des prix industriels et agricoles; et les relations entre l'économie d'Etat et l'économie collective. Si les prix des produits agricoles sont plus bas que leur valeur, l'Etat peut augmenter ses revenus, mais alors les revenus des communes populaires et de leurs membres seront réduits, et leur initiative au travail, diminuée. Si les prix des produits agricoles sont plus élevés que leur valeur, les revenus des communes populaires et de leurs membres sont augmentés, mais alors les charges de l'Etat et des habitants des villes seront plus lourdes, l'accumulation du secteur socialiste d'Etat sera réduite, et le rythme de développement de l'industrie, ralenti. En fait, l'observation de la loi de la valeur dans les échanges de marchandises favorise la coopération réciproque, la reproduction socialiste élargie et la consolidation de l'alliance des ouvriers et des paysans.

IV

La distribution des produits représente un aspect important des rapports de production. Pendant la période socialiste, la répartition des produits se fait selon les principes "à chacun selon son travail", "celui qui travaille plus, gagne plus", "celui qui ne travaille pas est privé de revenus". Principes indépendants de la volonté des hommes, et qui représentent une nécessité objective.

La propriété sociale des moyens de production dans la société socialiste a mis fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, et le travail seul détermine la position sociale et le revenu de l'homme. C'est un aspect de la question.

En ce qui concerne l'autre aspect de la question, nous savons que, dans la société socialiste, les forces productives

n'ont pas atteint un niveau suffisant pour fournir des produits en abondance et satisfaire tous les besoins vitaux du peuple tout entier. Par conséquent, la vie matérielle des hommes dépend obligatoirement de leur revenu. Pendant cette période, la production n'est pas encore entièrement mécanisée et automatisée et le travail n'est pas encore devenu la première nécessité vitale de l'homme. Cette période est encore caractérisée par la différence évidente qui existe entre le travail manuel et le travail intellectuel, entre le travail qualifié et non qualifié. La conscience idéologique et la morale communiste des hommes ne sont pas encore assez élevées, et certains sont encore, à différents degrés, influencés par l'idéologie de l'ancienne société, et ne peuvent pas travailler avec toute la conscience nécessaire. Ce sont là les raisons pour lesquelles nous ne pouvons répartir les produits de consommation qu'en nous référant à la quantité et à la qualité de travail effectué par chaque membre de la société. Il apparaît ainsi de façon évidente que le principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail", est une loi du système socialiste. En conséquence, nous ne pouvons pas violer cette loi dans la répartition des produits entre les membres des communes populaires fondées sur la collectivité socialiste.

Dans la "Résolution sur quelques questions concernant les communes populaires", adoptée par la VIème session du Comité Central, le Parti avait déjà fait une analyse scientifique du système de distribution selon le travail :

"Le principe socialiste est le suivant : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail" ; le principe communiste est : "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins". Le système de répartition communiste est plus rationnel; mais il ne pourra être réalisé que lorsque les produits de la société auront atteint une extrême abondance. Tant que cette condition ne sera pas réalisée, toute répudiation du principe "à chacun selon son travail"serait de nature à diminuer l'enthousiasme des travailleurs et, par suite, défavorable au développement de la production et à l'accroissement des produits mis à la disposition de la société, et donc à l'accélération de la réalisation du communisme".

(Document cité, p. 9).

La résolution indique ensuite :

"Même après le passage de la propriété collective à la propriété du peuple entier, les communes populaires devront, durant une période historique nécessaire, garder le système "à chacun selon son travail", en raison du fait

que les produits de la société ne seront pas encore suffisamment abondants pour permettre de réaliser le communisme".

(idem).

Suivant le principe fondamental s'appliquant aux communes populaire à l'étape actuelle, la commune doit donner des garanties à chaque brigade, pour que celle-ci puisse répartir sur son propre territoire les produits et les revenus qui lui appartiennent ; la commune doit éviter une distribution égalitaire entre les brigades, afin de réaliser le principe "à chacun selon son travail". Sinon, les brigades qui organisent bien le travail, et dont la production est plus élevée, ne pourraient distribuer* à leurs membres, alors que les brigades dont le travail est moins bien organisé, et la production moins élevée, recevraient, sans rien déboursier, une partie des fruits du travail des autres brigades. Puisque la brigade est considérée comme unité de compte de base, unité indépendante d'exploitation dans la commune populaire d'aujourd'hui, il est naturel que le droit de distribution des produits reste en son pouvoir... Si le pouvoir de répartition des produits n'est pas lié, ne correspond pas au système de la propriété de base de la brigade, il sera impossible de maintenir et de renforcer ce système, et les conditions préalables pour la réalisation, parmi les membres, du principe "à chacun selon son travail" n'existeront plus.

Dans la répartition des produits et revenus effectuée sur son territoire, la brigade doit tenir compte des différences entre les équipes, et éviter une répartition égalitaire entre elles. En même temps, elle doit appliquer le système des primes et des retenues sur la base du plan et des "trois prévisions". C'est seulement ainsi que l'équipe pourra mettre en pratique le principe "à chacun selon son travail" dans la distribution des produits et des revenus aux membres.

Une condition préalable pour réaliser la distribution selon le travail est que l'égalitarisme soit évité entre les brigades et entre les équipes. De même, les équipes doivent prendre des mesures pour éviter l'égalitarisme dans la distribution, entre leurs membres. Cela ne veut évidemment pas dire que nous ne devons pas accorder une aide matérielle aux vieux, aux malades, aux orphelins, aux veufs et aux veuves, à ceux qui sont sans appui ou qui sont victimes d'un accident. De même, une aide doit être accordée à ceux qui ont une famille nombreuse avec peu de main d'oeuvre, et à ceux qui connaissent la gêne. Une telle aide est nécessaire en régime socialiste, et ne porte nullement atteinte à la réalisation du principe "à chacun selon son travail".

* davantage.

Les équipes doivent distribuer aux membres des revenus équitables, selon la quantité et la qualité de travail effectué. C'est pourquoi, il faut établir soigneusement les normes de travail et les critères de points de travail. Pendant la saison des gros travaux agricoles, les salaires doivent être plus élevés que pendant la morte saison. La rémunération du travail qualifié dans l'agriculture et l'élevage doit être plus élevée que celle du travail ordinaire. La rémunération du travail dans l'industrie artisanale, la sylviculture, la pêche, les salines, etc... , doit être calculée selon des normes différentes de celles du travail agricole. Pour tous les travaux où l'on peut établir des normes, les points de travail doivent être comptés aux pièces. Ainsi, peut-on rémunérer les travailleurs de manière équitable correspondant à la quantité et à la qualité du travail effectué.

C'est sur la base d'un calcul juste de la rémunération du travail que les équipes doivent appliquer le principe "à chacun selon son travail". Les équipes doivent répartir selon ce principe les revenus provenant de la production planifiée et des autres productions, les céréales obtenues comme prime pour dépassement du plan, etc...

Le travail économique ne peut pas être détaché du travail politique. L'application du principe "à chacun selon son travail" et la prise en considération de l'intéressement matériel ne sont pas une négation du principe mettant "la politique au poste de commandement", mais elles sont favorables au travail politique parmi les masses, pour que celles-ci lient l'intérêt individuel et l'intérêt collectif, l'intérêt immédiat et l'intérêt à long terme. Elles favorisent l'élévation de l'initiative socialiste des masses populaires.

Les communes populaires ont déjà fait la preuve de leur grande vitalité. Pour autant que nous persisterons dans l'application du système fondamental - propriété collective à trois échelons fondée sur la propriété collective des brigades -, des principes de distribution "à chacun selon son travail", d'échanges équivalents, et des autres principes du Parti pour les communes populaires, nous pourrons consolider et développer plus à fond leur supériorité, accélérer le développement de la production agricole et l'édification du socialisme.